

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office de Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAVINI.

Bien que fixés au 17 novembre, les assises du 4^e trimestre n'ont pourtant commencé que le 18. Ces retards, assez fréquents du reste dans l'expédition des affaires criminelles, sont d'une nature fort grave : nous en ferons connaître les causes dans un article que nous publierons à la fin de la session.

Audience du 18 Novembre 1845.

Greci, Jean, natif du duché de Parme, habite la Corse depuis cinq ans environ ; après avoir quelc temps vagabondé dans l'intérieur, il arrive à Bastia, n'ayant aucun moyen d'existence. Le soir du 10 janvier dernier, il passe quelques heures dans l'auberge de Fortunée Bandiera ; bientôt il disparaît, et vers onze heures, il se couche à la guinguette de S^t Nicolas. Le lendemain, Greci, qui jusque-là n'avait eu que des dettes, possédait pourtant quelque argent. D'où provenait-il ? C'est ce que Greci ne sait dire ; des témoins ne le disent cependant que trop à la justice : quelques minutes après la disparition de Greci, et pendant que tout dormait dans l'auberge Bandiera, un tiroir est forcé, et une somme de 25 fr. en est soustraite. Greci pouvait seul avoir commis ce vol ; trop de circonstances venant à l'appui, aussi, malgré ses dénégations les plus formelles, a-t-il été renvoyé devant la cour d'assises où il comparait aujourd'hui sous l'accusation de vol avec effraction intérieure, commis pendant la nuit, dans une maison habitée.

M. Levie soutient l'accusation. La défense est confiée à M^e Ollagnier.

Le jury ayant écarté les deux circonstances aggravantes de l'effraction et de la maison habitée, la cour ayant égard à l'emprisonnement préventif déjà subi par Greci, l'a condamné pour délit de vol simple, à un mois de prison et aux frais.

Audience du 19.

Un aveugle, déjà près de la tombe, Ambroise Matti de Vescoato comparait devant le jury, sous l'horrible accusation de vol commis sur trois jeunes filles âgées de moins de onze ans. Le huis-clos ayant été ordonné en vertu de l'article 55 de la charte constitutionnelle, nous ne pouvons rendre compte de cette affaire. Nous dirons cependant que, reconnu coupable d'attentat à la pudeur tenté sans violence, Matti a été condamné à 5 ans de réclusion sans exposition.

M. Sigaudy occupait le siège du ministère public. L'accusé était défendu par M^e Carbuccia, bâtonnier de l'ordre des avocats.

Audience des 20, 21 et 22.

Des faits graves, extraordinaires pour notre pays, amènent devant le jury les accusés Ange Beani (de Modène), Antoine Paoli, Jean Martin Battisti et Jacques Toussaint Pierluisi, ces trois derniers de la commune de Sisco. Voici ce que nous avons pu recueillir aux débats.

Le sieur Joseph Damiani fabrique à Sisco du drap corse : il avait à son service l'accusé Beani dont les antécédents n'étaient pas des plus purs, puisque déjà il avait été condamné pour vol à un an de prison. Dans la nuit du 3 au 4 avril dernier, un coupon de drap disparaît de la maison du sieur Damiani ; les soupçons se portent aussitôt sur Beani ; mais les preuves manquaient, et ce

fait tomba dans l'oubli. Quelque temps après, un autre vol d'une nature plus repoussante encore que le premier, vient affliger les habitants de Sisco.

L'église de cette commune possède la plus précieuse collection de saintes reliques ; leur origine remonte au 13^e siècle. C'était en 1300 ; un bâtiment partait de Jérusalem avec une caisse en bois du Liban contenant des reliques. Assailli par une affreuse tempête, le vaisseau allait être englouti, lorsque le capitaine, ignorant dans quelles mers il naviguait, fit voter de faire don de ces reliques à la première église qu'il trouverait sur le premier rivage où il aurait abordé.

Bientôt la tempête se calme et le vaisseau est jeté sur les côtes de la Corse, près de la commune de Sisco. On débarque ; l'équipage se met à la recherche du temple. Sur des rochers dominant la mer, une petite chapelle montrait aux yeux des voyageurs une croix presque entièrement détruite par le temps... les marins s'y dirigent : mais cette chapelle est si nue, que l'équipage ne la juge pas digne du dépôt sacré promis à la première église. Les reliques sont rapportées à bord, le vaisseau cingle au loin, la terre disparaît aux yeux des marins. Peut-être avait-on déjà oublié le vœu formé pendant la tempête, lorsque un nouvel ouragan s'élève plus terrible et plus menaçant que le premier. L'équipage entier renouvelle son vœu et aussitôt le soleil vient dissiper l'orage ; le calme succède à la tempête... le vaisseau aborde de nouveau la terre... cette fois il mouille au pied de la vieille chapelle. Fidèles à leur promesse, les marins se chargent de leur pieux fardeau qu'ils vont déposer sur l'autel de S^t Catherine. C'est là que pendant plusieurs années, les reliques ont été quatre fois par an exposées à la dévotion des fidèles. Depuis quelque temps elles ont été processionnellement transportées à l'église paroissiale où le dimanche de la Pentecôte on peut encore les vénérer.

Le onze mai dernier, l'abbé Gilromini, dans un mystique discours, excitait l'admiration de ses paroissiens sur la richesse du trésor que renfermait leur église. Beani assistait aux offices, et avec lui un étranger qu'il avait recueilli. A ce mot de trésor, la cupidité de ces hommes s'éveille sensiblement et leur attitude plus que suspecte ne manque pas de frapper M. le curé.

Dans la nuit du 19 au 20 mai, des voleurs pénètrent dans cette même église de Sisco, par les fenêtres qu'on préalable ils ont eu soin de briser : tout est par eux fouillé ; c'est surtout vers l'autel où ils espèrent trouver un trésor que leurs recherches sont actives ; mais c'est en vain qu'ils forcent toutes les serrures... ils ne trouvent que des reliques. Cependant les voleurs ne veulent pas avoir perdu leur temps : quelques vases sacrés sont destinés à l'exercice du culte : ce sont deux calices et une navette ; les voleurs s'en emparent, ainsi que de quelque peu d'argent, produit de la dernière quête. Avant de quitter cette église où ils ont éprouvé de si cruelles déceptions, les voleurs dispersent sur le sol les saintes reliques dont ils n'ont que faire. Le lendemain le curé est frappé de stupeur à la vue de l'horrible profanation commise dans la maison de Dieu... les populations accourent ; aussitôt une voix publique s'élève unanime pour dire que c'est ailleurs que dans les habitants de Sisco qu'il faut rechercher les auteurs de cet horrible attentat. Bientôt après, des soupçons planent sur Beani qui, le matin du 20, avait quitté la commune de Sisco. Ces soupçons se changent en certitude lorsque, le 23, Beani se laisse arrêter et qu'il fait à la gendarmerie l'aveu de sa participation non seulement au vol de l'église, mais aussi à celui commis au préjudice de Damiani. En se livrant à la justice, Beani reconnaît pourtant des complices : c'étaient trois habitants de Sisco qui s'étaient malheureusement liés d'amitié avec

lui. — Beani revenait alors de Bastia où il avait vainement cherché à vendre à deux orfèvres de cette ville les objets qu'il avait volés.

A la suite de sa déclaration, Antoine Paoli et Jean-Martin Battisti sont mis en état d'arrestation ; un troisième individu Jacques Toussaint Pierluisi échappait encore aux recherches actives de la force publique : c'est que frappé par deux balles, qui, entrées par les reins, lui avaient labouré les flancs, Pierluisi était tombé sans connaissance dans les maki qui entourent le village.

Recueilli par les bergers, Pierluisi est ramené chez lui, d'où il est transporté en prison à Bastia. Des son premier interrogatoire, il désigne Beani pour son assassin ; déjà il l'avait nommé aux bergers qui lui avaient donné les premiers secours. Interrogé à son tour, Beani, qui n'avait encore rien dit de cette tentative, avoue que réellement il avait fait feu sur Pierluisi, mais que d'abord celui-ci avait tiré sur lui.

A la suite de ces faits, Beani est traduit aux assises sous la double prévention de tentative d'assassinat et de plusieurs vols commis avec le concours de maintes circonstances aggravantes. Paoli, Battisti et Pierluisi sont à leur tour accusés de s'être rendus complices des vols commis par Beani.

Dans un réquisitoire qui a duré plus de trois heures, M. Sigaudy retrace toutes les charges qui pèsent sur chacun des accusés. Les aveux de Beani lui viennent en aide et lui servent à établir la culpabilité de ses complices. Il y a aussi d'autres circonstances qui, dans le système de l'accusation, établissent la participation de Battisti, Paoli et Pierluisi au vol du drap chez Damiani ; c'est leur présence sur les lieux du crime à l'heure de sa perpétration, c'est leur attitude suspecte qui frappe quelques témoins ; c'est enfin leur intimité avec celui qui plus tard devait les dénoncer à la justice.

Dans l'intérêt de Beani, M^e Orsini qui, en présence des aveux de son client, ne peut contester les vols qui sont attribués à cet italien, s'efforce cependant de repousser les circonstances aggravantes qui, au dire de l'accusation, auraient accompagné l'attentat commis sur Pierluisi. Une rixe au lieu, Pierluisi l'a provoqué ; le premier, il a fait feu sur Beani : le crime de ce dernier devient donc excusable.

M^e Ollagnier, Piccioni et Caraffa plaident ensuite dans l'intérêt de Paoli, Battisti et Pierluisi ; ils combattent avec énergie la déclaration de Beani et s'efforcent de démontrer l'innocence de leurs clients dont ils demandent l'acquiescement.

Après le résumé de M. le président, le jury entre dans la salle de ses délibérations, d'où il rapporte un verdict par lequel Beani, Paoli, Battisti et Pierluisi sont déclarés coupables du vol de drap corse commis la nuit au préjudice de Damiani et par une réunion de plus de deux personnes. Beani seul est, en outre, reconnu coupable d'avoir, la nuit du 19 mai, en compagnie de plus de deux personnes, avec effraction intérieure et extérieure, commis un vol dans un édifice consacré à un culte reconnu ; il est déclaré coupable enfin d'une tentative de meurtre commise sur Pierluisi ; en faveur de Beani seul, le jury a admis les bénéfices des circonstances atténuantes. En conséquence de cette déclaration : Beani a été condamné à 20 ans de travaux forcés avec exposition. — Battisti et Paoli à six ans de réclusion. — et Pierluisi à cinq ans de la même peine. L'arrêt porte que ces trois derniers accusés ne subiront pas l'exposition.

Tandis que ses concusés se pourvoient en cassation, Beani acceptait la condamnation prononcée contre lui ; lundi dernier il subissait l'exposition sur la place de S^t Nicolas. Ce condamné conservait au pilori ce (y-

an avec leur fortune ; ceux-là, une dépense des forces de leur jeune intelligence, au point de la santé sans aucun avantage pour l'esprit. Il tire ces compositions, fruit lent et laborieux de plusieurs années de classes, pour s'en faire une juste idée. Aussi la commission écarte-t-elle tous les jours un grand nombre de candidats.

Cet aveu blessera bien plus d'un amour propre, détruira plus d'une illusion. N'importe, il faut avoir le courage de le faire, pour que des pères trop crédules aient le bon sens d'en prendre acte. Comment ne pas déplorer tant de peines, de temps et d'efforts perdus dans une étude si vaine, si stérile ? Demandez aux élèves, que de dégoûts, que d'ennuis pour un labeur ingrat et dont ils ne se dissimulent point l'inutilité. — Chose étrange ! les professeurs d'histoire, de géographie, de mathématiques, ne comptent très souvent qu'un petit nombre d'élèves ; ceux de chimie et de physique en ont encore moins ; tandis que les salles affectées aux maîtres de grec et de latin, sont à peine suffisantes pour les contenir.

Dans un prochain article, nous reviendrons avec plus de développement, sur les vices du système des études dans ses rapports avec la Corse, vices dont le plus frappant est sans contredit l'extension démesurée que l'on donne à l'enseignement des langues mortes. En attendant, dira-t-on, que concluez-vous ? Faut-il interdire dans les collèges l'étude du grec et du latin ? — Qui prétendit jamais rien de semblable ? Non, certes : que les langues anciennes soient enseignées avec soin par ceux qui les connaissent et étudiées avec ardeur par les jeunes gens qui peuvent en tirer quelque profit. Tout ce que nous demandons, avec les personnes qui comprennent le mieux les véritables intérêts de la jeunesse et la direction actuelle des esprits, c'est que les langues mortes soient renfermées dans de sages limites. — Nous l'établirons dans un prochain numéro.

Cn. B^{re}

Nouvelles diverses.

— M^{me} la princesse de Joinville est heureusement accouchée, dans la nuit du 4 novembre, d'un prince auquel le roi a donné le nom de prince de Penthièvre.

— L'inauguration de la statue de M. le duc d'Orléans sur la place Royale d'Alger a eu lieu avec beaucoup d'éclat, comme on l'avait annoncé, le 28 octobre. M. le général de Bar, qui présidait cette solennité en l'absence du gouverneur général, a prononcé un discours qui a été accueilli aux cris de Vive le roi ! Un autre discours a été lu par le comte Guyot, directeur de l'intérieur.

— Nous croyons pouvoir annoncer d'une manière positive que le gouvernement a compris la nécessité d'envoyer de nouveaux renforts à l'armée d'Afrique. Au lieu de 12,000 hommes on en enverrait 20,000 avant le mois de février. Cette circonstance fait supposer que nos troupes n'entreraient dans le Maroc qu'au printemps prochain. D'ici là, les opérations militaires n'auraient pour but que de contenir les populations de l'Algérie. En attendant, des négociations seront ouvertes avec l'empereur Abd-el-Khaman, que l'on veut engager de nouveau à exécuter les principales clauses du traité de Tanger.

— Le *Moniteur* publie aujourd'hui plusieurs rapports d'Algérie qui n'apprennent encore rien de décisif, car Abd-el-Kader se tient toujours à distance du général Lamoricière et se garde bien d'en venir avec lui à un engagement sérieux. Seulement une tactique nouvelle paraît se manifester dans la politique de l'émir. Jusqu'à présent les tribus craignaient de se révolter contre l'autorité française, parce qu'à la suite de la révolte venait la punition ou la razzia. Maintenant les tribus abandonnent leur propre territoire pour se transporter à la suite d'Abd-el-Kader sur le territoire même du Maroc, où elles se croient à l'abri de nos armes. Là se trouvent beaucoup de terrains abandonnés et sans culture qui serviraient aux besoins de leurs troupes. L'avenir nous apprendra si ce système sauvera l'émir ; mais le résultat le plus immédiat nous paraît devoir être une lutte entre Abd-el-Khaman et Abd-el-Kader, car il est impossible que l'empereur du Maroc voie avec indifférence le sultan des Arabes se fermer une armée et un état sur son territoire.

— On lit dans le *Globe* :

« Le conseil de cabinet qui s'est assemblé hier chez sir Robert Peel, a été terminé après une longue séance, sans arriver à une solution décisive relativement aux mesures à prendre dans la position critique et alarmante où se trouve le pays. Aucun ordre du conseil n'a été publié pour l'admission du blé étranger sans droits ou avec droits réduits. Quelques personnes disent que sir Robert Peel attend le rapport de la commission chargée de faire une enquête en Irlande sur les pertes causées par la maladie des pommes de terre, avant de décider à quel taux les approvisionnements étrangers seront admis ; d'autres, que sir Robert Peel n'ose prendre sous sa responsabilité de suspendre l'action de l'échelle mobile, et que le parlement sera assemblé sans délai, dans

le but de voter un bill pour enlever la loi existante pour un temps limité. Des bruits courent en outre que des dissensions sérieuses ont éclaté dans le cabinet à propos de la marche à suivre, bien que tous les ministres soient convenus qu'il y a urgence, et que les circonstances n'admettent aucun délai. »

Une nouvelle réunion du cabinet aura lieu cet après-midi.

— On lit dans le *Brighton Herald* : « Nous apprenons d'une source certaine que de grands changements se font en ce moment dans le ministère anglais. Il n'y a pas de doute que lord John Russell entrera dans l'administration de sir Robert Peel, et qu'il remplacera lord Stanley au Colonial-Office. »

ITALIE. — La dernière tentative révolutionnaire, comprimée dans les légations et dans la Romagne, avait des ramifications étendues, et l'échec de Rimini paraît avoir déconcerté les plans des patriotes plutôt que lassé leur persistance.

D'après une correspondance de Rome, un vaisseau armé serait arrivé le 12 octobre, vers le coucher du soleil, à l'embouchure du Tiroto, petit fleuve qui forme la limite entre les états romains et le royaume de Naples ; malgré les bas fonds, ce vaisseau s'est tellement approché de la terre que l'on pouvait apercevoir l'équipage sur le pont ; deux coups de canon furent tirés, probablement comme signaux, par ce bâtiment, qui ne recevant aucune réponse du rivage, profita de la nuit pour s'éloigner. On avait envoyé vers ce point, dans la prévision d'un débarquement, un corps de troupes parti d'Ascoli, de sorte que les insurgés eussent eu à faire à forte partie s'ils se fussent hasardés à descendre à terre.

La *Gazette d'Augsbourg* dit qu'il y a en ce moment un échange de notes fort suivi entre l'Autriche, le saint-siège et la petite république de Saint-Marin (où se sont réfugiés quelques patriotes échappés à la dernière échauffourée).

Cette feuille ajoute que l'on craint que ce petit état républicain ne dure plus longtemps.

Au moment où de nouvelles feuilles politiques surgissent de toute part et s'efforcent d'obtenir le concours de l'association à l'aide des plus merveilleuses promesses, il est au moins curieux d'en voir paraître une qui ne demande que des abonnements, et tient à honneur de ne point essayer la moindre séduction sur la bourse des actionnaires.

C'est LA CRAVACHE, journal-livre de 48 pages petit in-8^o, imprimé avec luxe et paraissant les 10, 20 et 30 de chaque mois.

Ce titre dit assez quels seront les allures, l'esprit et le caractère politique du nouveau journal ; le besoin d'une CRAVACHE se faisait si généralement sentir ! Les promesses de supériorité de rédaction par le concours des hautes renommées de la littérature et de la politique, de plus en plus délaissées et industrielles, sont devenues trop complètement banales pour que personne les prenne au sérieux ; ce n'est guère qu'une séduisante amorce à pêcher des actionnaires, et LA CRAVACHE, nous l'avons dit, n'a ni amorce ni hameçon pour cet usage.

Elle se borne à promettre de publier tous les dix jours une série d'articles envisageant quoi que ce soit du domaine de la presse, au point de vue le plus lumineux ou le plus saillant, qui presque toujours est le plus négligé, et de sorte à offrir à ses lecteurs un groupe d'appréciations lestes ou graves, railleuses ou philosophiques, s'harmonisant toutes dans une commune pensée de critique loyale et d'amour du bien.

On ne peut que sympathiser avec une publication qui joint au scrupule original de ne point vouloir suivre la route dorée de l'association, le mérite de réaliser une idée aussi neuve qu'elle promet d'être féconde.

On s'abonne, à Paris, au Comptoir des Imprimeurs Unis, quai Malaquais, 15 ; — En province, chez les principaux libraires et les directeurs des postes.

CONDITIONS : Paris et la province : un an 20 fr. ; six mois 11 fr. (Écrire franco.)

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

D'un procès verbal de Bernardini huissier, en date du onze août dernier, enregistré et transcrit au bureau des hypothèques de Calvi le 30 du même mois, il résulte que le Sieur Vincent-François Rossi propriétaire et négociant, domicilié et demeurant à l'île-Rousse, a saisi immobilièrement, pour être vendue aux enchères publiques, un moulin à huile et à farine ayant appartené au feu Joseph Orsini, de son vivant propriétaire demeurant à Cassano, joni et possédé 1^{er} par la dame Marie-Rose Orsini veuve de ce dernier, en sa qualité de tutrice de droit de Marie-Nonciade, Marie-Catherine, Attilie Erminie Thérèse et Nicolas ses enfants mineurs, propriétaire demeurant aussi à Cassano ; 2^o par la dame Marie-Catherine Orsini épouse du Sieur Jean-André Petrucci, propriétaires demeurant à Lavatoggio, en 3^e par la demoiselle Julie-Marie Orsini, fille mineure d'un premier mariage du dit feu Orsini, dont le tuteur daté est le susdit Jean-André Petrucci, les sus-nommés en leur qualité d'héritiers du feu Orsini ; lequel moulin, imposé à la matrice du rôle de la contribution de la commune de Montemaggiore, a été bâti dans un bien appartenant au feu Joseph Orsini, au lieu dit Fornoli, territoire de cette dernière commune, tenant d'un côté avec le ruisseau de l'Arro, et d'un autre côté avec terrain des dits héritiers, et d'un troisième côté avec terrain de sa portée, et d'un quatrième côté avec deux fenêtres

au-dessus et une petite porte en bas du côté de l'orient ; une autre porte avec une petite fenêtre à côté, existe vers le septentrion, et deux autres petites fenêtres du côté du midi ; — au même endroit se place le grand moteur servant à faire marcher le moulin, et autour du même se trouve un canal pour la conduite des eaux, pour lui donner la force motrice, et des espèces de piles pour y déposer les matières premières.

Le dit moulin sera échelonné sur la mise à prix de deux mille francs, à l'audience des criées du tribunal civil séant à Calvi, qui aura lieu le 15 décembre prochain, à onze heures du matin, poursuites du dit sieur Rossi, lequel a pour avoué M^e Gaston Flach demeurant à Calvi, aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du dit tribunal.

G. FLACH. V. F. ROSSI.

Sous presse pour paraître le 25 novembre.

DIALOGO

OPERA

I DIECI PRECETTI DEL DECALOGO

PER DODICI GIORNI DI MISSIONE

Con un'Appendice d'alcune domande sopra i Precetti della Chiesa, Peccati Capitali, e Sacramenti in generale ; aggiuntavi la formula della Confessione generale, e la risposta del Confessore, da farsi in una sola sera, terminati i giorni del Dialogo.

MILANO E PARIGI

DAL PADRE NICOLÒ DE' FIOGHE

DI SARDEGNA,

Prefetto Missionario Apostolico delle Missioni

Cappuccine in Corsica.

Opera utile ancora ai Confessori.

Sarà vendibile :

In Ajaccio, presso il Sig. Bodoy, negoziante.
Bastia, — Fabiani, libraio.
Corte, — Parodi, negoziante.
Calvi, — Rocca Castellani id.
Isola-Rossa, — Bregante id.
Sartene, Bonifazio e Talano, presso l'Autore.

Prezzo : 1 fr. 50 cent.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 6 novembre, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx. c. Bertocci, passagers.
Livourne, 6 id. mistick Pipi, français, de 29 tx. c. Guaitella, blé.
Livourne, 6 id. brick-golette Assomption, français, de 50 tx. c. Gentil, blé.
Livourne, 6 id. mistick Assomption, français, de 29 tx. c. Stretti, mais, blé, etc.
Livourne, 6 id. brick-golette S^t Antoine, français, de 48 tx. c. Mecolin, blé.
Lerici, 9 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx. c. Lota, passagers.
Livourne, 9 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 28 tx. c. Battisti, passagers.
Marseille, 11 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 105 tx. c. Valzi, diverses et passagers.
Toulon, 12 id. bat. à vap. Antilope, de 60 tx. c. Sihal, lieutenant de ves.
Marseille, 12 id. paquebot Napoléon, français, de 120 ch. c. de Cuers, lieutenant de ves., dép. et pass.
Naples, 12 id. balancelle S^t Philippe, sicilien, de 38 tx. c. Godino, pâtes.
Du littoral et du Cap-Corse 19 bâtiments, avec bois, charbon et produits agricoles.

DÉPARTS.

Livourne, 7 novembre, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, français, de 31 tx. c. Bertocci, passagers.
Marseille, 9 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bagliani, haricots et diy.
Livourne, 10 id. golette Assomption, français, de 42 tx. c. Thiers, lupins.
Lerici, 10 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx. c. Lota, en lest.
Rio, 10 id. balancelle S^t Louis, toscan, de 53, c. Simoni, en lest.
Livourne, 11 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, français, de 105 tx. c. Valzi.
Naples, 12 id. balancelle S^t Henri, sicilien, de 38 tx. c. Mattaraso, anguilles.
Naples, 12 id. balancelle S^t François, sicilien, de 42 tx. c. Palomba, anguilles.
Gênes, 12 id. bœuf Jésus-Marie, sarde, de 18 tx. c. Baussa, bois.
Au littoral, à la plage et au Cap-Corse 12 bâtiments, avec diverses et en lest.

Le Gérant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

nisme révoltant qui ne l'a jamais abandonné dans le cours de ces longs débats. A le voir ainsi, heureux de sa bonté, ou reconnaissant bien l'homme qui racontait à ses juges, comment, nanti encore des objets sacrés qu'il n'avait pu vendre, il avait été se consoler de sa déception dans les bras d'une prostituée !!

Disons, en terminant, qu'aucun Corse, les débats l'ont établi, n'a participé au sacrilège de Beani.

Audience du 24 et 25.

De sanglantes inimitiés divisent encore la commune de Bocognano; cependant l'on espérait en de meilleurs jours et le 1^{er} janvier 1845, l'on dansait dans l'auberge de Serpaggi. — Un règlement de comptes entre le gargarier et quelques consommateurs devint le signal d'une lutte qui devait amener les plus fâcheuses conséquences. Baptiste Piarchi, exaspéré de la conduite de Serpaggi veut en venir aux prises avec lui : des gens de bien s'interposent. Piarchi est ramené chez son oncle avec lequel il habitait. André Morelli qui venait d'accompagner Piarchi retourne au cabaret : au moment où il s'arrêtait sur le seuil de la porte, des détonations se font entendre et le malheureux Morelli tombe percé de deux balles. Quelques minutes après, il expirait.

Quels étaient les auteurs de cet horrible attentat ? Le premier cri fut une accusation contre Piarchi. Voulaient faire feu sur Serpaggi, il avait, disait-on, blessé mortellement son meilleur ami, l'infortuné Morelli. Cependant la gendarmerie qui opère immédiatement l'arrestation de Piarchi, constate que l'accusé, couché dans son lit, était alors plongé dans le plus profond sommeil. Cette circonstance fait changer la voix publique. L'accusation reste pendant quelque temps incertaine : elle se fixe enfin sur les nommés Pietro Antonio dit Castagnino et Padovani Paul-Antoine dit Panacaldo. Tous deux ils avaient été aperçus à la fin de l'acte armé. — Ces indices ont paru suffisants pour décider de la mise en accusation des deux accusés. Padovani seul est sous la main de la justice : pendant que l'on instruisait contre lui, une autre accusation a surgi, comme pour venir en aide à la première :

En septembre 1844, André Morelli et Padovani ont une altercation à la suite d'une partie de cartes. Padovani sort : quelque temps après et lorsque Morelli se retire, un coup de fusil est tiré sur lui ; heureusement Morelli n'est pas atteint et le lendemain il se réconcilie avec Padovani. A la suite de ces faits, Panacaldo est traduit aux assises sous la double accusation d'assassinat et de tentative de meurtre commise sur la personne de Morelli.

M. Sigaudy soutient l'accusation. M^{re} Suzzoni a présenté la défense de l'accusé. Il conteste avec son client l'existence d'une prétendue tentative de meurtre. Quant à l'assassinat, Padovani y est resté étranger : il n'avait aucun intérêt à le commettre ; et, du reste, le soir du crime, bien que l'accusé ait paru dans les environs de l'auberge Serpaggi, il est incontestablement acquis aux débats qu'il y était sans armes ; qu'il ne pouvait dès lors décharger un fusil sur Morelli. Ce système est pleinement accueilli et Padovani est acquitté.

Audience du 26.

Partie de S^t Florent en compagnie d'un chaudronnier napolitain, la femme Milj se rendait à Corte où elle devait rejoindre son mari. Entre Francardo et Caporalino, quelques voyageurs les atteignent et tous poursuivent leur route vers Corte. A Caporalino il est déjà nuit close ; la femme Milj veut prendre quelques instants de repos : un Franceschi de Yenaco a hâte d'arriver, il poursuit sa marche. De son côté André Acquaviva se dirige vers Omessa, son village. Quelques moments s'écoulent et la femme Milj se remet en route, toujours escortée de son compagnon de voyage, le chaudronnier. A peine avaient-ils fait une demi-lieue de chemin qu'un homme se présente sur la grande route, saisit la femme Milj, sur laquelle il veut assouvir de coupables desirs. Au cri de cette femme, le chaudronnier se salue ; il arrive à Caporalino où il donne l'aveu. La

gendarmerie accourt aussitôt sur les lieux ; l'honneur de la femme Milj était sans encore ; mais elle ne pouvait clairement indiquer son agresseur. Cependant elle jette ses soupçons sur cet individu qui, ayant voyagé avec elle jusqu'à Caporalino, l'avait quittée pour se diriger vers Omessa.

A la suite de ces faits, Acquaviva est accusé de tentative de viol. En vain se renferme-t-il dans une dénégation complète. M. Sigaudy établit que déjà, avant d'arriver à Caporalino, Acquaviva s'était permis des familiarités que la femme Milj pouvait constater avec peine. L'individu qui avait attenté à son honneur paraissait venir du chemin d'Omessa ; enfin la femme Milj affirmait à l'audience qu'elle reconnaissait bien Acquaviva. Aussi, malgré les efforts de M^{re} Denys Gavini, l'accusé reconnu coupable de tentative de viol, a été, grâce aux circonstances atténuantes admises en sa faveur, condamné à 2 ans de prison.

Même audience.

M. le général Casalta est un des honorables débris de l'armée impériale. Ses infirmités, qu'un âge fort avancé rendent plus graves encore, nécessitent les soins assidus d'une personne qui, jour et nuit occupée de ce vénérable vieillard, puisse satisfaire à ses moindres desirs. Giusti Sauveur, des États de Lucques, avait, moyennant salaire, accepté cette charge. A cet effet il occupait une chambre communiquant avec celle de M. le général. Giusti ne paraissait pas animé des meilleurs sentiments : abandonné à la débauche, il ne pouvait avec son modeste salaire mener joyeuse vie ; aussi, c'est au vol qu'il recourait. Maintes soustractions ont été commises dans la maison Casalta ; mais la preuve judiciaire n'en est pas rapportée aux débats. — Cependant dans la nuit du 9 au 10 juillet dernier, M. le général Casalta est éveillé par un bruit qu'il entend près de son secrétaire. Il appelle son domestique, celui-ci ne répond que quelque temps après et sur l'observation que lui fait son maître, il affirme que personne n'était entré dans sa chambre. Le lendemain Giusti avait disparu, et M. le général faisait constater qu'une somme d'argent avait été soustraite à son préjudice. Plainte est aussitôt portée et le jour même, Giusti est arrêté au moment où il se promettait de grands plaisirs, attablé qu'il était avec deux femmes.

Traduit aux assises sous l'accusation de vol domestique, Giusti dénie énergiquement le vol qui lui est imputé ; malheureusement les faits parlent trop haut et M^{re} Giamarchi ne peut détruire l'accusation qui est soutenue par M. Levie.

Reconnu coupable mais avec circonstances atténuantes, Giusti a été condamné à 4 ans de prison.

Audience du 27.

Jean Torracinta, de Caltari, est accusé de blessures légères sur la personne de son père. Ce fait remonte au 17 septembre 1841. A la suite de quelques propos un peu vifs échangés entre la femme de l'accusé et Torracinta père, celui-ci saisit sa belle fille à la gorge et la jette par terre. Aux cris de sa femme, Jean Torracinta accourt et il est armé d'un couteau : peu de minutes après cette scène, Torracinta père fait remarquer à quelques voisins une blessure qu'il a à la cuisse. C'est, dit-il, son fils qui la lui a faite. De son côté Jean Torracinta repousse cette accusation : il prétend que sa mère, dans le seul but de le perdre, aurait engagé son mari à faire peser une aussi grave accusation sur son fils.

Cinq ans s'écoulent. Un jour, Jean Torracinta pénètre dans la maison de son père, s'approche du foyer et tourmente le pot au feu de ses parents. Ceux-ci éprouvent dans la nuit tous les symptômes de l'empoisonnement. Nul doute, c'est Jean Torracinta qui a voulu attenter aux jours de son père et de sa mère. Aussi, le vieux Torracinta porte-t-il plainte contre son fils auquel il reproche en outre la scène du 14 septembre 1841. Une instruction a lieu, elle est sans résultat pour le fait de l'empoisonnement ; mais le fait de blessures étant suffisamment établi, Jean Torracinta est renvoyé devant le jury.

M. Levie soutient l'accusation. Dans l'intérêt de son client, M^{re} Giamarchi dit que le fait de Torracinta ne peut constituer un crime. Il est établi aux débats qu'au

moment où il accourrait aux cris de sa femme, l'accusé avait un couteau à sa ceinture ; qu'il avait tenu un morceau de pain ; qu'il supposait que réellement le couteau de Torracinta sifflait : la blessure dont s'est plaint Torracinta père, il est possible que ce dernier se soit blessé lui-même en se jetant sur l'arme que tenait son fils.

Le défenseur fait remarquer aussi que dix jours après avoir dénoncé son fils à M. le procureur du roi, Torracinta père avait à ce même magistrat, que celui qu'il avait accusé était innocent. Au surplus, le défenseur ne trouve dans cette cause que le seul délit de blessures par imprudence. C'est ce qu'a déclaré le jury.

Le fait reconnu constant, ne constituant plus qu'un délit, et plus de trois ans s'étant écoulés depuis la perpétration, la cour a acquitté Torracinta en vertu de l'art. 368 du code d'instruction criminelle.

CONSEIL GÉNÉRAL.

Circonscription de Bastia.

M. le lieutenant général C^{te} Tiburce Sebastiani, réélu. Il a été élu à l'unanimité.

Circonscription de Campile et Porta.

Le lieut. gén. C^{te} Tiburce Sebastiani, élu à l'unanimité.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

Canton de Bastia (Terranova). — M. Marengo Jean-Baptiste ; réélu (29 suffrages sur 30 votants).

Brando. — M. Pietri, maire et avocat ; élu à l'unanimité.

Murato. — M. Galeazzini Xavier, propr. et maire ; élu à l'unanimité.

Campitello. — M. Cacciagaerra Ours-Félix ; réélu à l'unanimité.

Par une ordonnance royale rendue sur le rapport de M. le ministre de la Justice et des cultes, le nombre des élèves de plusieurs petits séminaires se trouve diminué, ce nombre se trouvant trop grand par rapport aux besoins de ces diocèses. Le diocèse d'Ajaccio est compris dans cette ordonnance : les élèves de son petit séminaire sont réduits de 200 à 170.

Dans un rapport, adressé par M. le général d'Arbouville à M. le lieutenant général Bédau, M. le commandant Carbuccia, du 33^e de ligne, est cité avec éloge comme ayant conduit très vigoureusement l'arrière garde qui commandait et qui était très vivement inquiétée par une troupe d'Arabes qui avait espéré profiter des difficultés du terrain pour attaquer cette arrière garde. Dans ce combat, nous eûmes un homme tué et sept blessés.

Les nouvelles d'Afrique ne présentent aucun fait nouveau important. Les troupes françaises continuent à comprimer les mouvements de l'ouest. On était sans nouvelles de la colonne conduite par M. le maréchal duc d'Alcy.

Le *Moniteur* publie une liste par ordre de mérite de 330 élèves nommés à l'école spéciale militaire par décision ministérielle du 16 novembre, d'après le classement du jury d'admission. Dans ce nombre nous comptons cinq jeunes gens de la Corse : ce sont : MM. Degola, Casabianca, Colonna d'Istria, Santolini, Conti.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BASTIA.

S'empresse de porter à la connaissance de ses concitoyens l'arrêté pris par M. le préfet de la Corse, à la date du 28 courant d'après lequel les assemblées qui doivent élire les 1^{er}, 3 et 5, de ce même mois, un membre du conseil général, et deux membres du conseil d'arrondissement, auront lieu dans l'Oratoire de la Miséricorde, en cette ville.

« Nous préfet du département de la Corse, officier de la légion d'honneur.

« Vu notre arrêté, en date du 6 du courant, par lequel l'Oratoire de la Conception à Bastia, est désigné pour servir aux opérations électorales qui doivent avoir lieu, le 1^{er} décembre prochain, pour la nomination d'un membre du conseil général, et les 3 et 5 du dit mois pour la nomination de deux membres du conseil d'arrondissement.

« Vu la lettre de M. le maire de Bastia nous donnant avis que du 29 novembre au 1^{er} décembre, il sera célébré tous les jours des offices dans l'Oratoire de la Conception à l'occasion de la fête patronale ; et que pendant ce temps cet oratoire sera particulièrement fréquenté par les habitants de Bastia.

« Vu une autre lettre du même magistrat à la même date (23 novembre courant) attestant qu'il n'existe à Bastia aucun édifice public autre que les oratoires dont on puisse disposer, en ce moment, pour procéder aux élections, et que de tout temps les oratoires ont servi dans cette ville aux réunions nombreuses que nécessitent les opérations du recrutement et des élections.

« Considérant qu'on ne pourrait procéder aux élections les 1^{er}, 3 et 5 décembre dans l'Oratoire de la Conception, sans interrompre les offices, qu'on y célèbre annuellement à cette époque, et sans empêcher les fidèles de se livrer à leurs exercices habituels de piété.

« Considérant que d'après les renseignements qui nous sont fournis on ne peut célébrer en ce moment, aucune cérémonie religieuse dans l'Oratoire de la Miséricorde.

ARRÊTONS :

Art. 1^{er} Notre arrêté du 6 du courant est rapporté en ce qui concerne la désignation du lieu, où devaient être faites à Bastia, les opérations électorales pour la nomination d'un membre du conseil général, et de deux membres du conseil d'arrondissement.

« Les électeurs se réuniront pour le même objet dans l'Oratoire de la Miséricorde, aux jours déjà indiqués dit 1^{er}, 3 et 5 décembre 1845.

Art. 2. M. le sous-préfet de Bastia demeure chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui devra être publié et affiché.

Fait à Ajaccio le 28 novembre 1845.

Signé : FRESNEAU.

Pour expédition,

Le préfet de la Corse,

Signé : FRESNEAU.

Pour copie conforme, transmise à M. le maire de Bastia pour qu'il ait à assurer l'exécution, et à le faire publier et afficher aux lieux accoutumés de cette ville.

Bastia, le 30 novembre 1845.

Le sous-préfet de Bastia,

Signé : MORATI.

Pour copie conforme,

Le maire de la ville de Bastia,

A. S. LAZAROTTI.

M. Abbatucci, président de chambre à la cour royale d'Orléans et député du Loiret, a été réélu membre du conseil général de la Corse, par les électeurs de la circonscription de Zicavo. (*Journal de la Corse*).

Nous lisons dans le *Nouveliste*.

« L'*Akhbar* exprimait dans son dernier numéro le vœu que la compagnie Bazin et Perier fût spécialement chargée de la correspondance avec l'Algérie et que le service par Toulon qui laisse tant à désirer, fût supprimé.

« Ce désir vient d'être satisfait. Nous apprenons avec une vive satisfaction qu'à dater du 1^{er} janvier prochain, la correspondance avec le nord de l'Afrique sera desservie par les paquebots de cette compagnie.

« Les départs auront lieu six fois par mois au lieu de trois, c'est-à-dire tous les cinq jours.

« La célérité, la régularité des transports entre Alger et Marseille par les paquebots de la compagnie Bazin et Perier, justifient la mesure prise par le ministre, mesure qui simplifiera essentiellement le service des postes et laissera au département de la marine la libre disposition des vapeurs de guerre, soit pour le transport des troupes, soit pour des missions extraordinaires et d'urgence.

« Cette mesure est d'ailleurs un nouveau bienfait pour notre ville, et nous y applaudissons de grand cœur. Nous pensons bien qu'elle excitera un sentiment de jalousie en d'autres lieux, mais il faut bien se résigner à comprendre la chose la plus simple, c'est que Marseille est, par sa position topographique, le passage direct, le point d'intersection entre la métropole et sa colonie d'Afrique.

Cet article, d'une teneur si franchie, a produit une très vive sensation en Angleterre, où l'on s'était depuis quelque temps accoutumé à la pensée qu'un arrangement à l'amiable de la question de l'Orégon, c'est-à-dire du partage du territoire contesté entre les deux

S. A. Ibrahim-Pacha, arrivé le 29 novembre à Marseille par le vapeur le N^o 1, a été reçu, avec tous les honneurs dus à son rang. Les deux régiments de la garnison formaient la haie depuis le débarcadère jusqu'à l'hôtel de MM. Pastre où S. A. est descendue.

Les autorités civiles et militaires, MM. les membres de la chambre de commerce, ont été admis à la complimenter.

S. A. ne parle pas français ; la langue turque seule lui est familière. Elle a remercié par l'organe d'un interprète et a paru profondément touchée de l'excellent accueil qu'elle recevait de notre population.

Le soir Ibrahim-Pacha s'est rendu au spectacle. Il était 9 heures lorsqu'il est entré dans la loge de M. le préfet qui avait été mise à sa disposition. S. A. était accompagnée de M. le lieutenant-général commandant la division militaire, de M. le marquis de Lavalette, de M. Dunoyer, secrétaire-général de la Préfecture, remplissant par intérim les fonctions de préfet, de M. le docteur Lallemand, de MM. Pastre et des personnages de sa suite. S. A. portait un splendide costume oriental tout ruisselant d'or et enrichi de diamants.

A son entrée dans la loge, Ibrahim-Pacha a été salué par les applaudissements de l'assemblée, auxquels il a répondu par un gracieux salut. On jouait la dernière scène des *Diamants de la Couronne*. Dans l'entracte qui a précédé le ballet de *Giselle*, l'orchestre a joué la *Marseillaise*, et ce n'est pas sans émotion que l'on a vu S. A. se lever pour mêler ses applaudissements aux braves enthousiastes de l'auditoire.

Le prince égyptien a paru suivre avec un vif intérêt toutes les scènes du ballet. Il n'a quitté la place qu'à la fin de l'ouvrage et après le baisser du rideau. Reconnaissant sa voiture par le directeur du théâtre, il lui a témoigné sa satisfaction par le mot bon, bon, plusieurs fois répété. Sa sortie du théâtre a été saluée par de nouveaux applaudissements.

Ce soir M. le lieutenant-général comte d'Hautpoul donne un grand bal en l'honneur de S. A.

(*Nouveliste*.)

Nouvelles diverses.

— On écrit de Toulon que les bâtiments destinés à faire partie de la station navale française des côtes occidentales d'Afrique partent successivement.

— L'*Albatros*, arrivé d'Alger à Toulon le 17, a apporté une nouvelle confirmation du fait si grave de l'insurrection des tribus du cercle d'Orléansville. On disait à Alger que la révolte s'était propagée dans le Dahra. L'état de la mer rendait difficiles les arrivages directs d'Oran et de Tenex au port de Toulon.

— On lit dans le *Toulonnais* du 18 novembre :

« Nous voyons arriver de nombreuses familles des Pyrénées, de l'Alsace, etc., autorisées par le ministre de la guerre à passer en Algérie. Il y a en ce moment à Toulon plus de cent familles d'émigrans qui attendent leur tour d'embarquement. Ces pauvres gens doivent ici une partie de leur avoir ; ne pourrait-on pas les diriger plus promptement sur l'Algérie ? A aucune époque, depuis que nous occupons le nord de l'Afrique, l'émigration vers ce pays ne fut aussi considérable. Si ce mouvement continue, et que, arrivés à leur destination, les colons trouvent aide et assistance, la nouvelle colonie aura bientôt changé d'aspect.

— Le même journal (*le Toulonnais*) porte à 20,000 le nombre des hommes envoyés en Afrique depuis la reprise des hostilités.

— Le paquebot à vapeur le *Gret-Western*, qui vient d'entrer à Liverpool, a apporté des nouvelles de New-York jusqu'au 6 de ce mois. Elles sont importantes, en ce sens qu'elles confirment de la manière la plus positive ce que l'on avait déjà annoncé des intentions du président Polk au sujet de l'Orégon. Ne pas céder un pouce de terrain dans cette question, tel semble être le projet bien arrêté de M. Polk. Le *Washington-Union*, son organe officiel, publie sous ce titre : « *Vues du cabinet américain sur la question de l'Orégon* », un article où se trouve nettement exprimée la détermination de soutenir, quand même, les droits des États-Unis à la totalité du territoire de l'Orégon, qui ne comprend pas moins de 400,000 milles (environ 150,000 lieues) carrés, et qui forme par conséquent un pays deux fois grand comme la France.

Cet article, d'une teneur si franchie, a produit une très vive sensation en Angleterre, où l'on s'était depuis quelque temps accoutumé à la pensée qu'un arrangement à l'amiable de la question de l'Orégon, c'est-à-dire du partage du territoire contesté entre les deux

puissances rivales, ne rencontrerait aucun obstacle sérieux.

— On apprend de Tanger que le pacha de Tetouan, sidi Hedji-el-Achach, nommé, comme on sait, ambassadeur du Maroc auprès du roi des Français, était prêt à s'embarquer sur un de nos bâtiments à vapeur, accompagné de sa suite et de M. Roche, interprète de première classe à l'armée d'Afrique. Le bâtiment s'arrêtera successivement dans les ports de la côte, depuis Ghazaout jusqu'à Alger, et le pacha y recevra les visites de cérémonie des indigènes de ces différentes villes. Sa présence aura du moins pour effet, aux yeux des populations, de bien constater la démarche solennelle que fait l'empereur du Maroc, et de démentir par là même les bruits répandus par Abd-el-Kader dans toute l'Algérie, d'une alliance entre lui et ce souverain pour chasser les chrétiens d'Afrique.

— Une lettre de Sétif confirme la nouvelle donnée par les *Débats* : la province de Constantine est elle-même agitée. Un chérif, originaire du Dira, vient de surgir dans le Bel-Lezma ; à Mgana, inaugurant la révolte par une razzia sur les Ouled-Ali-Ben-Sabor et sur les Ouled-Ali-Ben-Sabor et sur les Ouled-Abd-el-Sellam. Tou-ami-Ould-Taieb, kaid des Ouled-Abd-el-Nour, marche sur lui et doit déjà l'avoir atteint. Cette nouvelle a causé une vive sensation à cause de son étrangeté, mais il est très peu probable que les Chaouia veuillent appuyer les prétentions insensées d'un fanatique. Ces tribus, sous les Turcs, taillables et corvéables à la volonté du premier kaid, placées par nous sur le même rang que les Arabes, savent très bien faire la différence entre notre administration et celle qui nous a précédés.

— Ibrahim-Pacha, arrivé à Gênes le 15, y a reçu le plus grand accueil de la part du roi de Sardaigne. Une grande revue de troupes a eu lieu en son honneur. Ibrahim est toujours attendu à Toulon. M. le marquis de La Valette, chargé d'une mission près d'Ibrahim-Pacha, vient d'arriver dans cette ville.

— Une ordonnance du roi contient les dispositions suivantes :

« Le nombre des élèves ecclésiastiques du diocèse d'Ajaccio est réduit de 200 à 170 ; celui du diocèse d'Amieus, de 350 à 335 ; celui du diocèse d'Angers, de 400 à 385 ; celui du diocèse de Gap, de 160 à 140 ; celui du diocèse d'Arras, de 250 à 240 ; celui du diocèse de Meaux, de 250 à 240 ; celui du diocèse de Nîmes, de 200 à 180 ; celui du diocèse de Saint-Flour, de 200 à 180 ; celui du diocèse de Valence, de 200 à 185 ; celui du diocèse de La Rochelle, de 200 à 160.

« Le nombre des élèves ecclésiastiques du diocèse de Paris est porté de 250 à 450.

— La France annonce la mort de M. le marquis de Dreux-Brézé, expiré, le 21 de ce mois, en son château de Brézé, qu'il habitait depuis son retour d'Italie.

— M. le ministre du commerce vient de recommander aux préfets l'envoi d'un rapport sur l'état des semences d'automne dans les départements, avec l'indication des différentes circonstances qui ont pu leur être favorables ou contraires.

— Par une autre circulaire, M. le ministre du commerce recommande aux préfets de faire procéder par les maires aux expériences ayant pour objet de constater le poids moyen des 1^{er}, 2^e et 3^e qualités de froment et d'avoine de la récolte de 1845. Le poids du froment, constaté ainsi officiellement, est un des éléments essentiels de la taxe du pain dans un grand nombre de communes ; ce poids et celui de l'avoine sont employés par l'administration de la guerre comme moyen de contrôle pour les achats dépendant de ce service.

— Le *Journal des Débats* considère l'arrivée à Paris de l'envoyé du Maroc comme un gage de la bonne foi de l'empereur à remplir ses engagements avec la France.

« Cette sanction solennelle au traité de Lalla-Maghrania dans un moment où on pouvait croire que les événements qui se passent en Algérie avaient changé les dispositions de Muley-Abd-el-Rhaman, devra être pour nous, dit le *Journal des Débats*, un puissant secours afin d'obtenir la pacification de nos tribus révoltées. Du reste, l'accueil que recevra en France l'envoyé marocain, prouvera à l'empereur que nous croyons à sa loyauté, et qu'il peut compter sur la nôtre pour l'exécution du traité du 18 mars ; dont les ratifications ont été échangées à Tanger le 6 août dernier.

ÉTAT RÉEL DE LA RÉCOLTE EN FRANCE. — M. le ministre de l'Agriculture et du commerce vient d'adresser à MM. les préfets une circulaire relative aux résultats de la dernière récolte.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIN de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr. — Six mois 8 fr. — Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

Dans le nombre des questions qui doivent être soumises par M. le ministre du commerce aux conseils généraux des manufactures, etc. se trouvent celles qui sont relatives aux fers et aux aciers étrangers pour lesquels le ministre paraît disposé à accorder un abaissement des droits d'entrée. La chambre du commerce de Bastia s'est alarmée de ces dispositions, car si elles venaient à se réaliser, une industrie nouvelle en Corse, industrie qui a pris de grands développements, qui est à la veille d'en prendre de plus considérables encore, se trouverait frappée à mort. Non seulement les nouvelles forges construites seraient atteintes, mais avec elles la navigation à voiles recevrait un rude coup, dont il lui serait difficile de se relever promptement, et qui, dans tous les cas, arrêterait pour longtemps son essor et son activité. L'intérêt de la marine française et militaire aurait aussi à souffrir de cette innovation, puisque notre département est un de ceux pour lequel l'inscription maritime est une des plus fortes. Ainsi à la question de l'abaissement des tarifs se compliquent d'autres questions et ce n'est qu'avec une grande prudence et une extrême réserve qu'il peut être permis de la traiter et de la résoudre.

Nous savons bien qu'en présence de l'immense développement qu'a pris et que doit prendre encore la construction des chemins de fer, nos forges françaises ne peuvent tout à coup se mettre au niveau de la production nécessaire, mais on pourrait, en présence de cette consommation exorbitante, se borner à abaisser les droits pour les fers qui sont exclusivement destinés aux rails et mettre ainsi en harmonie les besoins de la construction et les concessions à faire pour l'importation des fers étrangers. L'industrie française commence à entrer dans l'ère de l'éveil sur cette situation fâcheuse et un appel de fonds a été fait pour faire produire à notre pays, dans un bref délai, la quantité de fers suffisante. Si cette compagnie est sérieuse, si elle ne cache pas quelque prétexte nouveau pour un agiotage insatiable, elle rendrait un grand service au pays, car elle franchirait des emprunts qu'il est obligé de faire à l'étranger et qui augmentent sensiblement le chiffre des dépenses à faire pour les travaux des nouvelles voies de communications.

Nous ne pouvons insister sur ces réflexions, qui n'entrent pas directement dans notre sujet; nous nous bornerons à les indiquer et nous nous réduisons à entrer dans les considérations que la chambre du commerce de Bastia a soumises à M. le ministre du commerce sur l'état de la situation métallurgique en Corse.

Il existe à la Solenzara, dans des conditions très favorables pour la production, l'eau étant abondante et la chute d'une puissance considérable, le charbon étant sous la main, pour ainsi dire, de l'usine, une forge qui pourra produire chaque année 3,000 tonnes de fonte, 640 tonnes de fer obtenu par la méthode indirecte et 400 tonnes de fer dit à la Catalane.

Le fourneau de Toga peut donner, chaque année, 4,000 tonnes de fonte et il est question d'en élever un second près du premier, ce qui porterait le produit total à 7,000 tonnes.

Une compagnie se forme, en ce moment, pour fonder un fourneau à Momo, à peu de distance de Toga et dont le produit serait de 4,000 tonnes de fonte par an. En réunissant ces différents produits et en réservant 140 tonnes pour les besoins de l'île on trouve que la quantité à exporter sur le continent serait de 14,000 tonnes de fonte et de 1,400 de fer.

Sous le rapport du développement à donner à la marine de la Corse, cette production des mines et les importations qu'elle nécessite et qu'elle nécessitera, méritent de fixer un peu plus l'attention. D'après des calculs présentés par la chambre de commerce et qui reposent sur des bases solides qu'il est inutile de reproduire ici,

27,800 tonnes de minerai doivent être fournies aux usines pour qu'elles puissent opérer leur production; elles ont besoin pour y arriver de 15,400 tonnes de charbon. Les produits à exporter s'élèveront ainsi que nous venons de le dire à 14,400 tonnes, c'est donc un total de 57,800 tonnes qui devront être transportées par mer et par la marine de Bastia. On en juge dès lors, d'après ce chiffre, de l'activité prodigieuse qui serait appelée à prendre la marine de notre île, si la production du fer pouvait s'y développer convenablement. Ce serait 990 voyages soit entre la Corse et Marseille, soit entre la Corse et l'île d'Elbe, soit sur le littoral de l'île qui seraient assurés annuellement à la marine de Bastia ou à celle de l'île.

Il est encore une autre considération qui milite en faveur des fers produits en Corse. Tout le monde sait que le minerai de l'île d'Elbe, d'excellente qualité, donne des produits parfaits qu'il utilise avantageusement pour les tôles, fil de fer, fers pour chaînes-câbles et cercles. Mais il n'est pas un autre avantage encore plus important, c'est que le fer corse a produit un excellent acier comparable aux aciers produits par les fers suédois les seuls qui, jusqu'ici, aient donné un acier recherché par l'industrie. Le fer corse pourrait donc, dans peu de temps, remplacer pour cet usage si considérable, le fer étranger de la Suède. On se montre si convaincu de la réalisation prochaine d'une éventualité qui repose sur des expériences déjà faites, qu'il serait également question d'établir en Corse des fours à acier pour la production des aciers fondus-fonte.

Le fer de la Corse présente encore un autre avantage, c'est qu'il est très propre pour produire les tôles, dans l'emploi est appelé à devenir chaque jour de plus en plus grand, par la construction des machines à vapeur et des navires en fer, qui se multiplient chaque jour. La compagnie de Toga a fait construire une tôle à Arles qui peut donner 2,500 tonnes et la nouvelle compagnie de Momo veut imiter cet exemple et convertir ses produits en tôles. Solenzara ne vaudra pas sans doute rester en arrière et tout annonce qu'ainsi l'industrie, le commerce et la navigation trouveront dans le fer de la Corse d'excellents produits et en quantité suffisante pour leurs besoins.

Si les droits sur les fers étrangers étaient abaissés, la Corse se trouverait frappée dans son industrie naissante, dans sa marine; la France perdrait une excellente occasion de tirer de son sein le fer qui se recommande par des qualités égales à celui produit par les meilleurs fers de la Suède. Tous les biens qui seraient une conséquence directe du développement et du progrès de l'industrie métallurgique seraient satisfaits, l'agriculture qui a tout à gagner des défrichements qu'enlèverait l'exploitation du bois pour le charbon à fournir, perdrait ces nouveaux avantages qui lui sont offerts. C'est donc à pour la Corse une question capitale qui se lie à beaucoup d'autres et se complique des intérêts les plus sérieux, qui regardent aussi bien notre département que le continent français. L'industrie en Corse tend à se développer; elle a déjà accompli des progrès; mais elle a besoin d'une protection éclairée, juste et bienveillante et comme cette protection elle n'est pas seule à en profiter, mais que le bien qu'elle produit réagit forcément sur l'activité entière de notre département il serait difficile qu'on ne lui tint pas compte de ses besoins, des services qu'elle rend et de ceux plus grands qu'elle peut être appelée à rendre par la suite.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAYRIE.

Audience du 27 (2^e affaire.)

Joigny Auguste, servait en qualité de domestique à gage, chez le sieur Guillon, aubergiste à Bastia. — Au mois d'avril dernier, un voyageur venant d'Ajaccio, et après huit jours de séjour dans l'hôtel royal, il prenait logement en ville. En examinant sa maison, il aperçut

qu'une chemise en batiste en avait disparu ainsi que deux pièces de 5 fr. — Quelque temps s'écoula: le même voyageur dînant un soir chez le sieur Guillon put se convaincre qu'il y a des voleurs dans l'hôtel, puisque pendant le dîner, un foulard dont il se servait avait disparu. Il fait part aussitôt au sieur Guillon des divers soustractions commises à son préjudice. Les soupçons se portent immédiatement sur le domestique Auguste; pendant l'absence de ce dernier, son armoire est ouverte, l'on y trouve une chemise en fine toile, dont on avait enlevé la marque, mais qui, présentée au voyageur, est pourtant par lui reconnue. Auguste ne réparaît plus à l'hôtel. — Au mois de mai cependant, un vol est encore commis chez le sieur Guillon au préjudice d'un voyageur: le domestique qui avait remplacé Joigny est aussitôt arrêté; mais son innocence est reconnue, et ce malheureux est mis en liberté. On ne savait dès lors à qui attribuer ce second vol; lorsque Auguste, arrêté, s'en déclare l'auteur, tout en déniant formellement sa participation au premier vol, à ce vol qui avait amené son arrestation.

Traduit aux assises, Joigny persiste dans son premier langage. — M. Levie soutient l'accusation, à la suite des aveux de l'accusé. M. l'avocat général ne s'occupe que du vol commis en avril, et qu'il croit suffisamment établi par la présence de la chemise dans l'armoire de Joigny; aussi demande-t-il un verdict qui reconnaisse l'accusé coupable d'un vol domestique, commis en avril, et d'un autre vol commis en mai pendant la nuit et dans une maison habitée.

Dans l'intérêt de l'accusé, M^r Montera dit que le premier vol ne peut être imputé à son client: ce dernier explique la possession de la chemise: recueillie dans une chambre, cette chemise avait dû y être oubliée, personne n'ayant réclamée depuis, l'accusé avait cru devoir se l'approprier. Quant au vol de l'argent, rien ne l'établit d'une manière positive. Ne pouvant contester le vol commis en mai, M^r Montera s'efforce d'en écarter au moins la circonstance aggravante de la nuit. L'accusé a pénétré dans l'hôtel avant 9 heures du soir, il en est sorti le matin avant 5 heures. Il peut dès lors se faire que le vol ait été commis soit avant soit après la nuit; de là un doute qui doit nécessairement se résoudre en faveur de l'accusé. Adoptant ce système, le jury a écarté le premier vol, et dégagé le second de la circonstance de la nuit. Joigny a été condamné à 4 ans de prison.

Audience du 28 (1^{re} affaire).

Le sieur Emmanuelli, maire de Palasca, avait à son service un nommé Figaroli Jean (de Parme). Employé aux travaux de la campagne, Figaroli habitait une maisonnette sise dans une des propriétés du sieur Emmanuelli. Dans cette maisonnette se trouvaient quelques vieilles hardes, ainsi qu'un beau fusil de 100 fr. Le 7 juillet, Figaroli disparaissait en même temps que ces objets. Quinze jours après, l'accusé est arrêté à l'île-Rousse, ayant encore en sa possession une faible partie des hardes volées. Traduit aux assises sous l'accusation de vol domestique, Figaroli ne peut nier les faits qui lui sont reprochés. Dans un effort de générosité, M^r Ollagnier s'attache à écarter la circonstance aggravante de la domesticité. Employé aux travaux de la campagne, l'accusé n'était qu'un simple journalier, et nullement un domestique à gages. Ce système est accueilli par le jury, et Figaroli est condamné à 15 mois de prison. M. Levie occupait le siège du ministère public.

Audience des 28 et 29.

Dans la soirée du 29 avril dernier, vers les dix heures, les époux Mattei se tenaient dans l'intérieur de leur auberge placée au bas de la montée de San Quilico au lieu dit S^{te} Marie; une lampe éclairait à peine l'unique pièce de cette maisonnette, dont la porte était entr'ouverte, lorsqu'on entendit les pas précipités d'un voyageur venant dans la direction de Corte. Au moment où cet individu était en face de la maisonnette, un coup

Cette circulaire établit que la récolte de 1845, en céréales, a été moins favorable que celles de 1844 et 1843, mais est de beaucoup supérieure à celle de 1839.

Nous empruntons au document ministériel le passage suivant sur la récolte des pommes de terre:

« Enfin, la récolte des pommes de terre a éprouvé des dommages par suite de la maladie qu'elle affecte ce tubercule: dans trente-six départements elle est inférieure à une année commune, dans trente-neuf elle est égale, dans onze elle est supérieure; mais, d'abord, on a beaucoup exagéré la gravité des dommages, et les rapports qui m'arrivent journellement attestent notablement les premières appréciations; en outre, il est remarquable que les départements du nord et du nord-est, où la pomme de terre a le plus souffert, sont précisément ceux où les produits en céréales ont été plus abondants, tandis que ce tubercule n'a été que faiblement atteint dans les départements du sud et du sud-ouest, où la récolte des grains a été moins bonne. »

On lira avec intérêt le passage suivant: « Si, dans son ensemble, la récolte de 1845 est inférieure à une année ordinaire, elle est incontestablement suffisante pour tous les besoins, et ses résultats n'ont rien qui soit de nature à devoir inquiéter les populations. Vous savez, d'ailleurs, qu'au moment de la moisson de 1845, il restait, de l'année précédente, des excédents considérables. Dans l'état ordinaire, on peut évaluer à 400 millions d'hectolitres la quantité de grains (froment, méteil et seigle) nécessaire à l'alimentation des habitants, et à 20 millions, la quantité employée à la nourriture des animaux, aux semences et aux divers usages industriels; la récolte de 1845 avait légué à celle de 1844 un excédent évalué à environ 3 millions d'hectolitres des trois principales céréales; l'année 1844, dont la seule récolte en froment avait dépassé 82 millions d'hectolitres, a élevé cet excédent à plus de 5 millions, qui représentent près de deux mois de la consommation du pays; les restes en orge, maïs et sarrasin n'allaient pas à moins de 5 millions d'hectolitres. Il est à noter, en outre, que ce reliquat important avait été plutôt augmenté qu'affaibli par le mouvement du commerce avec les pays étrangers; car, du 1^{er} septembre 1844, au 1^{er} septembre 1845, les exportations en farines et grains de toute nature ayant été de 376,901 quintaux, et les importations de 424,262, il est resté dans la consommation 47,000 quintaux de grains et farines. »

Un journal d'une opposition très avancée, la *Démocratie pacifique*, reconnaît la vérité de ce document, et fait à son sujet les réflexions suivantes: « Ce document, dit-elle, rassure sans doute les journaux qui ont cru servir la cause des travailleurs en demandant à grands cris des mesures exceptionnelles; ils reconnaissent, nous n'en doutons pas, que leurs craintes étaient exagérées, et se réunissent avec nous qu'il ne soit pas nécessaire de porter atteinte à la propriété des cultivateurs pour venir au secours des ouvriers des villes. »

« La *Malta Times* contient des nouvelles importantes de Syrie. Cheikb-Effendi a commencé le désarmement de la montagne, et déjà 18,000 fusils ont été remis aux troupes turques. Ces armes font partie de celles que le gouvernement britannique avait fournies aux populations du Liban, lors de la guerre contre le pacha d'Egypte. Les instructions en vertu desquelles Cheikb-Effendi a agi dans cette affaire du désarmement, étaient restées secrètes et n'avaient pas comme ses instructions officielles, été soumises, avant son départ de Constantinople, aux représentants des cinq puissances. »

« La polémique des journaux américains est toujours exclusivement alimentée par ces deux thèmes: la question du tarif, celle de l'Orégon. Rien de positif n'a transpiré quant au premier point, sur lequel on dit le président Polk en désaccord avec son secrétaire d'état, M. Buchanan; relativement au second, qui est le plus important, puisqu'il implique l'éventualité d'une rupture entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le président semble plus que jamais décidé à ne faire aucune concession, et à revendiquer au nom de l'Union américaine l'intégrité du territoire en litige. La proposition de s'en référer à l'arbitrage d'une grande puissance étrangère, proposition émanée du ministre anglais Pakenham, et soumise par M. Luchanan à M. Polk, aurait été déclinée par ce dernier. »

« Nous trouvons dans une lettre particulière de Taï-tique l'amiral anglais sir George Seymour à eu avec le contre-amiral Hamelin une longue conférence, dans le but de fixer le montant de l'indemnité Pritchard. Deux personnes ont été nommées par chacun des amiraux afin d'expertiser contradictoirement la pharmacie et Pritchard. Or, dit ces inconnues, de peu d'importance, en ce qui concerne la culture, sont loin d'atteindre, de l'aveu même des Anglais, la somme de vingt mille francs. »

FAILLITE.

La vente des immeubles de la faillite Lucciana sera continuée le 6 décembre 1845 à 2 heures après midi.

dans l'étude de M^r Vincent Guasco, notaire à Bastia, rue Spinoza. La maison située à Monserrato tenant à l'église du côté du nord, composée de six chambres avec pressoir et deux caves au-dessous, ainsi que la cour au devant, plus le four et le petit jardin contigu seront réunis en un seul lot sur la mise à prix de 2,000 francs.

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par arrêté de M. le préfet de la Corse en date du 18 novembre 1845, la somme de 1033 fr. 40 cent. est offerte à la dame Marie Lucrèce veuve Lanzalavi, propriétaire à Costa, arrondissement de Calvi, pour prix et valeur de sa maison sise à Costa, dont elle a fait la cession pour la construction de la Route-Royale N^o 197, de Calvi à Corti, et des dommages qu'elle pourra éprouver.

Cet avis est donné pour remplir le vœu de l'article 23 de la Loi du 3 Mai 1841.

Le préfet de la Corse,
Signé: FRESNEAU.

SIROP D'ÉCORCES D'ORANGES,

TONIQUE ANTI-NERVEUX,

de J. P. LAROSE pharmacien à Paris.

Les expériences de M. le baron Leclère, docteur en médecine de la Faculté de Paris, prouvent son efficacité dans l'absence d'appétit, mauvaise digestion, convalescences traînantes, langueur, dépression, constipation, débilitation organique, gastralgie, gastrite aiguë ou chronique, 3 fr. le flacon avec la notice sur son application. Dépôt chez M. Pomonti à Bastia. (7606).

AVIS.

Le public est prévenu que, par autorisation du Consulat de Sardaigne, une vente à l'enchère aura lieu le 10 décembre courant, au lieu dit Porticciolo (Cap-Corse) des objets provenant du naufrage du brick *La Pauline*, constants en deux chaînes en fer, 400 kil. ferailles, 46 kil. de cuivre et autres menus objets.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA.

Du 1^{er} au 30 novembre 1845.

NAISSANCES.

Mattei Anna, rue Carde. — Quilici Joseph, rue S^{te} Joseph. — Guelfucci Pascal-Auguste-Toussaint, rue du vieux marché. — Feulin Toussaint, rue Droite. — Gailarde Angélique, rue Guiletta. — Mancini Toussaint, rue Napoléon. — Tommasi Etienne, rue du vieux marché. — Croce Marie-Antoinette, rue Campanari. — Ghilini Marie-Françoise, Place d'Arme. — Cermolacce Sébastien, rue Napoléon. — Astolfi Marie-Pierre, rue S^{te} Joseph. — Veschi Joseph-Marie, rue Spinoza. — Salvatore Jacques-François, rue S^{te} Charles. — Vanni Raphaël, fils naturel reconnu, rue S^{te} Joseph. — Coni Anne-Marie-Rosalie, rue Chiappa. — Ferandini Dominique-Martin, Place d'Arme. — Anioni Vincent-Louis, fils naturel reconnu, rue Colonnella. — Angeli Marie-Jeanne, S^{te} Joseph. — Ferrari Jean-Baptiste, Terranova. — Ambrosi Don Thomas, rue S^{te} Charles. — Jeausaint Philippe, rue de la Paroisse. — Gentile Louis, rue de la fontaine neuve. — Menghi Barthélemy, rue des Jésuites. — Degli Innocenti Barthélemy-Gaetan, rue des Zéphirs. — Arrighi Dominique, rue colonella. — Sigorani Joseph, rue de la Traversée. — Devoti Louis, rue des Jésuites. — Requin Diédonne-Henry, rue de l'Évêché. — Leca Alexandre-Fortuné, rue S^{te} Ange. — Colonna François, rue S^{te} Joseph. — Collega Marie-Antoinette, rue des Zéphirs. — Cordeviola Léonide, rue de la Traversée. — Lega Noël, rue Fontanichia. — Marchetti Michel-Angé fils naturel reconnu, rue S^{te} Joseph. — Mastracci Hyacinthe, rue des Jésuites. — Sanguinetti Joseph-Léonard, rue du vieux marché. — Sali Amélie-Marie-Julienne, rue de la Marine. — Pompei Marie-Magdelaine, rue de la Paroisse. — Baus Jean-Baptiste, rue de la Paroisse. — Lamberti Antoine, rue des Zéphirs. — Rogliano Joachim, rue Napoléon. — 6 enfants trouvés.

MARIAGES.

Le sieur Liparelli Ange, maître maçon, 24 ans, marié avec la demoiselle Catherine Smittler, tailleur, 22 ans. — Le sieur Lucchesi Nicolas, maître maçon, 31 ans, marié avec la Dame Ersi Marie-Nonc, menagère, 46 ans. — Muzzi Jean-Pierre-Louis, journalier, 41 ans, marié avec la demoiselle Marie Mori, menagère, 20 ans. — Henriot Auguste-Alexandre, horloger, 39 ans, marié avec la demoiselle Ramaroni Marie, propriétaire, 26 ans. — Colombani Dominique, mulletier, 29 ans, marié avec la demoiselle Bergasso-Marie-Xavière, menagère, 20 ans. — Arata François, maître cordonnier, 36 ans, marié avec la demoiselle Ponzovera Augustine, menagère, 15 ans. — Leonetti Paul-François-Bonaventura, sergent au 8^e de ligne élève des subsistances militaire, 24 ans, marié avec la demoiselle Mamberti Marie-Devote, couturière, 20 ans. — Lota Joseph, vigneron, 28 ans, marié avec la demoiselle Calicetti Marie-Dominique, menagère, 21 ans. — Brignardello Jules, boulanger, 34 ans, marié avec la dame Marguerite Costa, menagère, 21 ans. — Andreani Joseph, maître serrurier, 29 ans, marié avec la demoiselle Marie-Catherine Moltodi, menagère, 29 ans. — Ruvea Antoine-Charles-Marin, 25 ans, marié avec la demoiselle Marie-Vincente Viviani, 21 ans. — Marc-Antoine Liberti, adjudant d'administration à l'hôpital militaire majeur, marié avec la demoiselle Marie-Bo-

navia, propriétaire majeure. — Bertini Jean, maître coiffeur, 25 ans, marié avec la demoiselle Marie-Bastienne Olletta, sans profession, 24 ans. — Villa Balhasar, maître maçon, 23 ans, marié avec la demoiselle Marie-Dominique Masson, menagère, 15 ans. — Piccasso Jean, maître menuisier, 33 ans, marié avec la demoiselle Agathe-Marie-Louise Tarsani, menagère, 21 ans. — Fancucci François-Marie-Polix, journalier, 33 ans, marié avec la demoiselle Marguerite Scarpini, menagère, 18 ans. — Giannoni Jean-Marie, 21 ans, marié avec la demoiselle Croce-Marie-Josphine Nicoletti, menagère, 19 ans.

DÉCÈS.

Flachelli Marie-Antoinette, 7 ans, rue droite. — Dozier Auguste-Joseph, 28 ans, fusilier au 10^e de ligne, hôpital militaire. — Coni Rosalie, 4 ans, rue Chiappa. — Marcangeli Pancrace, berger, 49 ans, hospice civil. — Vinciguerra Charles, ancien militaire, 50 ans, hospice civil. — Molinelli Angeline, 18 ans, célibataire, rue Droite. — Croce Marie-Antoinette, 5 jours, rue Campanari. — Giovannoni Sébastien, vigneron, 21 ans, rue du Pontotto. — Finocchietto Marie-Augustine, 4 ans, rue du vieux Marché. — Marini François-Marie, berger 50 ans, Hospice Civil. — Orsini Jean, berger, 76 ans, Hospice Civil. — Médaille Angeline-Félicité, née Castellani, 46 ans, rue Filippina. — Solari Augustin, maître tailleur, 70 ans, veuf, rue de Place d'Arme. — Antoine Angeline-Devote, 19 ans, célibataire, rue des Jésuites. — Padovani Louise, 21 ans, célibataire, rue de la fontaine neuve. — Ferrari Jean-Baptiste, 3 jours, rue de Notre Dame. — Calvelli Eugénie, 10 ans, rue de S^{te} Charles. — Angeli Marie-Jeanne, 6 jours, rue S^{te} Joseph. — Martini Louis, 10 mois, rue des Jésuites. — Cascianelli Catherine, veuve Brisolese, 80 ans, rue S^{te} Erasme. — Domici Joseph, 4 mois, rue Guiletta. — Agostini Antoine, boucher, 35 ans, marié, rue de la Paroisse. — Carli Sébastien, laboureur, 44 ans, marié, Hospice Civil. — Ferrari Elisabeth, née Santinelli, 27 ans, rue de la Paroisse. — Santelli Clarisse, femme Armand, 35 ans, morte à Bône (Afrique). — Giannò Gaetan, 8 mois, rue Napoléon. — Rossi Dominique, 3 ans, rue S^{te} Joseph. — Costanza Pierre-Marie, marin, 45 ans, marié, rue des Zéphirs. — Vallicioni Constantin, appaieur de cette mairie, 22 ans, rue Droite. — Franceschi Marie-Antoinette, 6 ans, Place d'Arme. — Barbieri Jean, laboureur, 18 ans, célibataire, Hospice Civil. — Taurelli Pierre, laboureur, 26 ans, marié, Hospice Civil. — Mazard Barthélemy, marchand de sangues, 44 ans Hospice Civil. — 2 enfants trouvés.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 27 novembre, goélette Assomption, français, de 32 tx. c. Thiers, bte et mte. — Rio, 27 id. brick-goélette Conception, français, de 60 tx. c. Ersi, minéral. — Lerici, 28 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx. c. Sisco, passagers. — Ile-Madeleine, 28 id. gondole Assomption, sardo, de 12 tx. c. Zicco, fromage. — Naples, 29 id. balancelle S^{te} Henri, sicilien, de 39 tx. c. Mattareso, en lest. — Livourne, 30 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 31 tx. c. Battersi, passagers. — Naples, 30 id. balancelle S^{te} François, sicilien, de 42 tx. c. Palomba, en lest. — Naples, 30 id. balancelle S^{te} Philippe, sicilien, de 38 tx. c. Godino, en lest. — Marseille, 1^{er} décembre, bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani, diverses et passagers. — Marseille, 3 id. paquebot Ajaccio, français, de 120 ch. c. Santi, dépêches. — Talamone, 3 id. balancelle S^{te} Louis, toscan, de 44 tx. c. Simeone, charbon. — Du Cap-Corse, du littoral et de la plage 27 bâtiments avec bois, vin, et produits agricoles.

DÉPARTS.

Livourne, 27 novembre, bat. à vap. Pozzo di borgo, français, de 28 tx. c. Battersi, passagers. — Livourne, 28 id. brick-goélette Deux Amis, français, de 63 tx. c. Gaché, en lest. — Marseille, 28 id. paquebot Napoléon, français, de 120 chev. c. de Cuers, dépêches. — Livourne, 28 id. tartane François-Etienne, français, de 55 tx. c. Guaitolla, en lest. — Lerici, 29 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx. c. Sisco, en lest. — Livourne, 1^{er} décembre, bat. à vap. français, de 28 tx. c. Battersi, passagers. — Naples, 2 id. balancelle S^{te} Henri, sicilien, de 39 tx. c. Mattareso, anguilles vivantes. — Naples, 2 id. balancelle S^{te} Philippe, sicilien, de 38 tx. c. Godino, anguilles vivantes. — Naples, 3 id. balancelle S^{te} François, sicilien, de 42 tx. c. Palomba, anguilles vivantes. — Naples, 3 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx. c. Bugliani, div. et passagers. — A la plage, au Cap-Corse et au littoral 30 bâtiments avec blé, farines et divers.

Le Gerant, N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE VARIANI.

de fusil se fait entendre et une balle de calibre frappe la femme Mattei à la tête.

Les victimes de cet événement ne savaient à qui l'attribuer. Les époux Mattei n'avaient point d'ennemis connus, cependant la femme Mattei avait, quelques jours auparavant, injurié un nommé Nascia de Prato: ce jeune homme fut un instant soupçonné, mais il établit d'une manière évidente que le soir du 29, il se trouvait chez M. le maire de Prato, où se trouvaient aussitôt desservant et plusieurs notables de la commune.

L'on se fit alors à de sérieuses investigations, et l'on parvint enfin à savoir qu'un voligeur parti de Corte à la tombée de la nuit, avait suivi le chemin qui mène à Caporalino, et qu'à l'heure du crime il ne devait pas être loin de S^{te} Marie. Interrogé, le voligeur Simoni don Félix, paraît embarrassé; il est en contradiction avec quelques témoins qui déclarent l'avoir vu partir de Corte au tomber de la nuit, tandis qu'il soutient qu'à 8 heures il était déjà à Caporalino. La justice est informée de ces circonstances, et Simoni est renvoyé devant le jury sous l'accusation d'assassinat.

M. Sigaudy occupe le siège du ministère public. Il établit que Simoni pouvait être à S^{te} Marie au moment de la perpétration du crime; que si des motifs d'animosité n'existaient pas entre les époux Mattei et l'accusé, celui-ci aurait pu venger les injures adressées à son parent Nascia par la femme Renote Mattei. M. l'avocat général dit enfin que cette infortune a été blessée par une balle de calibre, et que les agents de la force armée peuvent seuls porter impunément des armes contenant un projectile de cette espèce.

M. D. Gavini répond au ministère public. Il trouve dans divers témoignages la preuve que l'accusé devait, au moment de la perpétration du crime avoir déjà dépassé l'auberge de S^{te} Marie: aucun motif ne peut expliquer l'acte que l'accusation prête à l'accusé. S'il est vrai que celui-ci soit le parent de Nascia, il ne pouvait encore avoir connaissance des injures adressées par la femme Mattei. Quant à la circonstance de la balle de calibre, le défenseur fait remarquer que les voligeurs ne sont pas seuls munis d'armes de guerre; et d'ailleurs un fait matériel établit que la balle qui a frappé la femme Mattei n'a pu sortir du fusil de l'accusé. La cartouchière de Simoni a été le lendemain matin examinée par la gendarmerie: il était complètement garni de cartouches toutes faites avec du papier blanc, et déjà on avait constaté que le papier qui avait enveloppé l'instrument vulnérable et que l'on avait retrouvé dans l'auberge Mattei, était un imprimé à l'usage du trésorier de la gendarmerie.

Après une courte délibération, le jury rapporte un verdict négatif et Simoni est acquitté.

Audience des 1^{re} et 2 décembre.

Il y a quelques années, un bandit redoutable désolait les environs de Sartene. Voleur de grands chemins, Buonaccorsi dit Tambini, vendait pour quelque argent son bras et son poignard. Odioux à sa famille, abandonné par elle, Tambini après avoir, en dernier lieu, assassiné le capitaine Poli et Pierre Pianelli d'Olmeto, tombait à son tour sous les coups de la force armée. Il laissait un fils, à peine âgé de 12 ans. D'un caractère doux et tranquille Jean-Baptiste Buonaccorsi devait bientôt expier les crimes de son père. Un nommé Charles Pianelli dit Sampiero, parent du Pianelli assassiné par Tambino, parvint à gagner la confiance du jeune Buonaccorsi; il lui apprend un jour que Paul et Jacques Noël Pianelli voulaient venger sur lui l'assassinat de leur proche parent. Il l'engage à prévenir leurs coups. En même temps Sampiero disait aux Pianelli que Buonaccorsi en voulait à leurs jours; qu'ils eussent à le frapper de mort. Buonaccorsi allait abandonner son pays, lorsqu'il peut enfin s'expliquer avec ses prétendus ennemis. L'infame conduite de Sampiero est dévoilée. — Quelques années s'écoulent et déjà Jean-Baptiste Buonaccorsi ne marchait plus sans armes; on lui en demande la raison; bientôt, répond-il, je dois périr de la main de Fiadone. De son côté, Poli François, dit Fiadone, portait toujours un fusil; il disait qu'il éraignait les attaques de Buonaccorsi. Était-ce encore une nouvelle intrigue ourdie par Sampiero?

Le soir du 9 juillet 1833, Jean-Baptiste Buonaccorsi se rend à une de ses propriétés situées près de l'aire dite de Marana, un fossé entoure son champ, et dans ce fossé un homme armé paraît attendre une victime. Quelques heures après, Fiadone arrive à l'aire et y passe la nuit en compagnie de plusieurs habitants d'Olmeto. Buonaccorsi y arrive à son tour; il n'adresse pas la parole à Fiadone; celui-ci ne le salue même pas.

Le 30 juillet Fiadone était sans arme dans le pays, à 9

heures du soir il quitte Olmeto: il n'a pas de fusil. Vers 10 heures, Buonaccorsi se dirige du côté de son champ, mais à quelque distance du village, Jean-Baptiste tombe frappé de deux balles; transporté chez lui, il accuse Fiadone; en mourant, il l'accuse encore. Dès le lendemain celui-ci avait quitté le village. Bandit pendant huit ans, Poli est enfin arrêté, et aujourd'hui il comparait devant le jury, sous la prévention d'assassinat.

Au soutien de l'accusation, M. Leric dit que Fiadone avait à venger la mort du capitaine Poli son parent. Faisant, aimant le jeu, Fiadone qui était sans ressources, peut aussi avoir subi l'influence de quelque ennemi de Buonaccorsi, il peut n'avoir été qu'un sicaire. Le 30 juillet Poli était près du champ de Buonaccorsi: sa présence à Marana ne peut s'expliquer à moins que Fiadone ne fut cet homme qui se cachait dans le fossé. Le 30 juillet l'accusé affecte de se montrer sans armes: le soir, il quitte Olmeto quelque temps avant le crime; il abandonne le village lorsque Buonaccorsi l'accuse à son lit de mort; enfin la voix publique ne s'est jamais arrêtée que sur Fiadone.

M. Giordani répond au ministère public, que Fiadone n'était pas un des plus proches parents du capitaine Poli; qu'il n'avait dès lors pas à le venger. Tambini avait fait de victimes que son fils devait nécessairement avoir beaucoup d'ennemis, aux- quels l'assassinat de Jean-Baptiste peut plus raisonnablement être attribué. Si Fiadone était le 9 juillet à Marana c'est qu'à quelque distance de là il possédait une propriété qu'il venait de visiter: il est vrai que l'accusé n'a pas salué Buonaccorsi à son arrivée à l'aire; mais c'est qu'il était froid et dans la franchise de son caractère, il n'a pas voulu feindre des sentiments qu'il n'avait pas. Le 30 juillet, Fiadone, c'est un fait certain, n'avait pas d'armes; il se rend le soir à son champ, assez éloigné de l'endroit où Buonaccorsi est blessé, et le lendemain s'il a pris campagne, c'est qu'il injustement accusé, il ne voulait pas s'exposer à subir un emprisonnement préventif. Quant à la voix publique elle est restreinte aux seuls parents de la victime, par conséquent à ceux qui se sont déclarés les ennemis de l'accusé. Le moment avait désigné Fiadone pour son assassin; la défense établit qu'il était impossible à la victime de reconnaître celui qui, pour faire feu, s'était caché derrière un buisson; d'ailleurs il était près de 11 heures et le temps était fort sombre. Buonaccorsi a pu croire que Fiadone avait fait feu sur lui, parce qu'on lui avait dit que celui-ci voulait le tuer; mais il n'a certainement pas connu son assassin, et en cela sa déclaration est mensongère. Le défenseur termine en disant, qu'il n'y a dans le procès que des simples indices, et que sur de légères présomptions on ne saurait asseoir une condamnation capitale.

Reconnu coupable d'homicide volontaire sans préméditation, Poli a été condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Audience des 3 et 4.

Turchini Paul-Martin venait d'avoir une légère dispute avec le neveu de M. le curé de Serrano. Le soir même du jour où cette querelle avait eu lieu, Turchini se rendit chez M. le curé pour lui faire agréer ses excuses; là il trouve le S^r Zerbi instituteur, avec lequel il ne vivait pas en parfaite intelligence. Se mêlant à une conversation à laquelle il devait être étranger, l'instituteur se permet de dire à Turchini: *Tous mettez le trouble partout.* Des paroles injurieuses sont alors échangées entre Turchini et Zerbi; celui-ci levant sa canne en porte quelques coups à son adversaire, qui de son côté, sort un stylet de sa poche et en frappe deux fois l'instituteur.

Traduit aux assises sous la prévention de blessures graves, Turchini, par l'organe de M. Gavini, invoque l'excuse de la provocation; le défenseur demande aussi que le jury reconnaisse des circonstances atténuantes en faveur de son client qui déjà a subi une fois l'emprisonnement préventif.

Malgré les efforts de M. Leric, le jury adopte entièrement le système de l'accusé qui est condamné à dix-huit mois de prison.

Audience du 4 (2^e affaire).

Grégoire Capifali, dit Pace-di-casa, est accusé de plusieurs vols commis avec le concours de circonstances aggravantes. En août 1843, une vache est soustraite dans les champs, au préjudice du sieur Bartolomei de Calenzana. Celui-ci avait acquis la certitude que Capifali était l'auteur de cette soustraction; aussi allait-il le dénoncer à la justice, lorsque les sieurs Mastagli et Belgodere, pour éviter un procès à Pace-di-casa, s'obligeant par écrit à payer au S^r Bartolomei la valeur de

la vache volée. — En juillet dernier, quelques italiens, construisaient, pour le compte d'un habitant de Corte, une maisonnette de campagne; une échelle servait d'habitation aux ouvriers qui y déposaient et leur linge et leurs provisions de bouche. Le 7, au moment du travail, une quinzaine de kilogrammes de pain disparaissent ainsi que le linge de Santini. Pour pénétrer, les voleurs avaient dû forcer la porte d'entrée. Ce jour là, Capifali, qui travaillait ordinairement pour le compte de Santini, ne paraît pas à son ouvrage. L'après-midi ses camarades le voient muni d'une grande quantité de pain. On l'accuse alors du vol qui vient d'être commis; il s'en défend, mais le lendemain une partie des objets volés se retrouve sur les échafaudages de la maison en construction. Plus tard, dans le courant du mois d'août, les obligations constituant la créance de Bartolomei, envers Mastagli et Belgodere disparaissent, ainsi qu'un pistolet, placés comme les obligations dans un petit coffre fort, chez Bartolomei lui-même. Les soupçons de ce dernier se portent aussitôt sur Pace-di-casa; il avait seul intérêt à détruire ces deux obligations qui établissaient la preuve d'un premier méfait.

Accusé de vols commis la nuit au moyen de fausses clefs et avec effraction dans une maison habitée, Capifali se renferme aux assises dans la plus complète dénégation. Pendant les vols du pain et de la vache sont trop clairement prouvés; et dès lors le jury, écartant la circonstance aggravante de l'effraction qui aurait accompagné la soustraction au préjudice de Santini, a cependant reconnu Pace-di-casa coupable de vol simple; la cour a condamné Capifali à deux ans de prison. M. Leric soutient l'accusation: l'accusé était défendu par M. Giannamarchi.

CONSEIL GÉNÉRAL.

(Suite.)

M. le baron Cesari, Ignace, a été élu par la circonscription de Petreto-Bicchisano et Serra.

M. Pietri, Antoine-Jean, propriétaire à Monticello, a été réélu par la circonscription d'Algajola et l'Ille-Rousse.

M. Benadetti, François, juge de paix de Corte, a été réélu par la circonscription de Castifao et Piedicorte.

M. Multedo a été réélu par la circonscription de Vico.

CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS.

(Suite.)

Canton d' Ajaccio. — M. Leric-Ramolino, André-Napoléon, propriétaire à Ajaccio.

Campile. — M. Cristofini, Paul-Emile, propriétaire à Penta Acquata.

Calenzana. — MM. Colonna-Leca, Joseph et Renocoli Christophe, membres sortants.

Valle d'Alesani. — M. Decorj, Charles-Mathieu, propriétaire à Valle.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique en date du 27 novembre dernier :

M. Baric, chargé des fonctions de proviseur au collège royal de Bastia, est nommé officier de l'université.

MM. Pantalacci, aumônier du collège royal de Bastia et Mattei, chargé de la classe de quatrième au même collège, sont nommés officiers d'académie.

Par arrêté en date du 18 novembre, M. Petit, Pierre-Auguste, bachelier ès-lettres, est chargé de la chaire de sixième au collège royal de Bastia, en remplacement de M. Castelli, appelé à d'autres fonctions, et M. Toumanjon, maître d'études au collège royal de Bastia, est chargé de la seconde division de huitième au même collège, en remplacement de M. Bouchez, qui recevra une autre destination.

Le soir du 8 courant le quartier de Colle était en émoi. Deux voligeurs corses de la caserne de Casella, armés de fusil et de sabres dégainés traînaient dans le cachot de cette caserne trois hommes qu'ils accablaient de coups de crosse de fusil et de plat de sabre.

Une discussion s'était élevée entre ces individus et deux voligeurs accompagnés de trois paysans au sujet de quelques injures adressées par ces militaires à une jeune femme qui se trouvait dans un état de grossesse très avancé. Non content d'avoir été les agresseurs et les vainqueurs de leurs adversaires ils ont envoyé chercher du renfort à la caserne.

Mais que devaient devant de pareils faits la liberté, la sûreté des personnes ainsi que la tranquillité publique; que deviennent les lois elles-mêmes lorsqu'elles sont en quelque sorte foulées ?

— aux pieds par ceux qui sont spécialement chargés de concourir à leur maintien ?

NÉCROLOGIE.

On nous écrit de Corte :

Le 23 du mois des uns toute la population de Corte accompagnait sa dernière demeure M. Jean-Paul Gaffory, capitaine en retraite, fils du général Gaffory, et petit-fils de l'illustre chef des Corses dont le sublime dévouement à la patrie, si vivement admiré par Voltaire, excita dans la postérité la plus reculée l'admiration de tous les nobles cœurs. Dans la carrière militaire, comédans la vie civile, M. Gaffory n'a jamais démenti les nobles traditions de sa famille. Quand la révolution éclata, il fut obligé d'émigrer avec tous les siens. Plus tard M. Gaffory fut dignement apprécié; il fut nommé chef de bataillon dans la légion corse, mais cette nomination, par respect pour les lois hiérarchiques ne pouvant être approuvée, M. Gaffory rentra dès lors dans la vie privée où il n'a cessé de se faire remarquer par toutes les bonnes qualités qui distinguent les hommes de bien; il se tint éloigné de tous les passions qui agitent notre pays, et sut gagner, par son désintéressement et sa loyauté, l'estime et l'amitié d'un illustre personnage, à qui il ne demanda jamais rien. Une telle vie devait être couronnée par une mort chrétienne. M. Gaffory s'est éteint à l'âge de 68 ans, dans les bras de ses parents éplorés, après avoir reçu des ministres du Seigneur tous les secours de la religion.

Le baron Antoine-Dominique Mariani, sous-préfet de Corte, chevalier de la légion d'honneur, est décédé le 8 de ce mois à 5 heures du matin.

Antoine Dominique Mariani était né à Corte, le 13 septembre 1776. Il fit de brillantes études à Pise, et alla ensuite compléter son instruction à Paris.

Le 11 frimaire an 9, à peine âgé de 25 ans, il fut nommé commissaire des guerres en Corse, et de là il passa, en cette qualité, en Piémont.

Le 18 messidor an 10 il fut nommé secrétaire d'ambassade à Gènes, et attaché à Saliceti, qui représentait la France auprès de la république ligurienne.

Le 1^{er} floréal, an 10, il remplaça Saliceti, en qualité de chargé d'affaires près de cette république. Il quitta Gènes pour apporter à l'empereur la demande d'incorporation de cet État à l'Empire, et il suivit ensuite son cousin-germain Saliceti ministre de la guerre à Naples, qui avait en lui une confiance, sans bornes, et près duquel il remplissait, pendant quatre ans, les fonctions de secrétaire particulier.

En 1807, il fut nommé secrétaire de cabinet du roi de Westphalie.

Le roi Jérôme l'honorait de son estime et avait pour lui une affection toute particulière; aussi, dès qu'il reconnut que le climat de Cassel altérait la santé de Mariani, il le chargea d'une mission à Naples, ville dont le séjour convenait beaucoup plus à sa santé.

Le 20 septembre 1813, il le nomma baron, et le 26 septembre suivant, chevalier de l'ordre royal de la Couronne de Westphalie.

Pendant la restauration, M. Mariani a été un des membres les plus actifs de l'opposition libérale.

En 1830, il fut nommé sous-préfet de Corte, et le 30 avril 1840, chevalier de la légion d'honneur.

La ville de Corte et l'arrondissement tout entier ont éprouvé une véritable douleur à la nouvelle de sa mort. Une foule immense, composée de personnes de tous les rangs et de toutes les conditions ont accompagné sa dépouille mortelle à sa dernière demeure. Un discours qui a vivement ému l'auditoire, a été prononcé sur sa tombe.

NOUVELLES D'AFRIQUE.

— Abd-el-Kader cherchait depuis quelque temps à donner le change sur le véritable endroit où il se tenait: les versions les plus contradictoires circulaient à cet égard, grâce aux nombreux émissaires qu'il envoyait de toutes parts et dans ce but spécial. Tant de précautions causaient quelque important projet que l'émir ne voulait pas laisser soupçonner. En effet, on vient d'apprendre que par une rapide et audacieuse marche, il a laissé derrière lui nos colonnes de l'ouest et qu'il a dépassé Bogar depuis plusieurs jours, se portant dans l'est. Un goup peu considérable l'accompagne; et comme cette cavalerie est sans bagages, sa mobilité est extrême. On assure qu'Abd-el-Kader a eu l'intention de descendre dans le moyen Chélif pour vazer les Beni-Ayad, mais que la présence de M. le lieutenant Bédou de ce côté, à la tête d'une réserve, l'a empêché de mettre cette pensée à exécution. Quant à ses intentions, les opinions sont partagées; les uns prétendent

qu'il veut gagner la plaine de Hamza pour se porter ensuite dans la vallée du haut Isser, ce qui serait une marche importante et qui pourrait avoir de graves conséquences; d'autres disent qu'il veut soulever les Kabyles ou la province de Constantine, qu'il atteindrait par Bousada-el-Mail.

On lit dans la *Seybouse*, journal qui se publie à Bône : « Les provinces de l'ouest, qui ne nous avaient jusqu'à présent rien fourni en échange des grains et des bestiaux que nous leur avons si souvent expédiés dans des circonstances difficiles, viennent enfin de nous faire un envoi par l'un des derniers bateaux à vapeur... Mais, grand Dieu, quel envoi!... trois cent soixante-dix prisonniers arabes, de tout sexe et de tout âge.

« L'état de dénuement dans lequel ils sont arrivés, leur position de gens enlevés à leur pays, ont à juste titre excité la compassion générale. On s'est demandé ce que nous allions faire ici de tant de misères; s'ils étaient destinés à mourir de froid et de nostalgie à la Casbah, ou bien de faim au coin de nos rues.

« Que nos compatriotes se rassurent, la population musulmane sait aussi tendre la main à l'infortune. La vertu saillante des Arabes est la bienfaisance envers leurs frères et l'hospitalité pour tous. C'est à ce sentiment que M. le général Randon a fait appel, et les Arabes y ont répondu avec empressement.

« Les prisonniers seront tous répartis dans les douars, où ils trouveront un abri, des vêtements et du pain. On a pu voir, il y a quelques jours, une centaine de ces gens dirigés sur Gheila; ils ont été déjà placés dans les conditions les plus avantageuses possibles par les soins du commandant du cercle. Toute la reste sera placée dans les tribus autour de Bône. Cette opération a commencé hier 22 pour les Karézas, Beni-Urdjin, Drides et Merlès, et chaque cheik a paru empressé avec plaisir le nombre de familles que sa tribu est susceptible de nourrir. Quelques musulmans de Bône ont recueilli chez eux des familles entières. Nous espérons donc que dans peu de jours la caserne des Caroubiers ne présentera plus l'affligeant spectacle de femmes et d'enfants à demi vêtus et réduits à vivre de la triste ration de prisonnier de guerre.

« Toutefois la pitié s'use; l'avidité aurait pu chercher à spéculer sur des gens sans appui; car il faut bien le dire, l'Arabe ne pêche pas toujours par excès de désintéressement.

« M. le général Randon, en les envoyant dans les tribus y a assuré leur position par un ordre dont copie a été remise à chacun des cheiks emmenant des prisonniers, et il a été donné à ces derniers lecture de cette espèce de charte.

— La *Correspondance Toulonnaise* contient la lettre suivante, en date d'Oran le 28 novembre :

La frégate à vapeur le *Panama*, partie le 18 pour Djemâ-Ghazaout avec un chargement de bœufs, et ayant à la remorque trois navires de commerce chargés de vivres et de matériel, est rentrée le 22. Le lendemain, on a fait partir pour ce port le vapeur l'*Achéron* avec 432 hommes.

On annonçait à Djemâ-Ghazaout, au départ du *Panama*, que les Traras, qui ont fait récemment des ouvertures à l'autorité française, et dont la conduite en cette circonstance a vivement irrité Abd-el-Kader, étaient sérieusement menacés par ce dernier. On craignait même une attaque de l'émir sus Ghazaout, et c'est ce qui a décidé l'autorité d'Oran à expédier à ce poste le renfort parti par l'*Achéron* le lendemain de l'arrivée du *Panama*. Le général Cavaignac n'a pas de forces suffisantes pour prendre une offensive vigoureuse, et à moins que M. le lieutenant-général de Lamoricière, dont on annonce le départ de Mascara, n'arrive promptement sur les lieux, Abd-el-Kader parviendrait facilement à entraîner de nouveau les fractions de tribu de l'extrémité ouest qui, pendant l'éloignement de ce chef, se voyant réduites à leurs propres moyens, ont été forcées par nos troupes et ont demandé l'aman. Abd-el-Kader se trouvait, dit-on, dans la Yacoubia, lorsqu'il a été informé de la défection de ces populations, et il se serait arrêté sous Tlemcen comme un coup de foudre.

On assure aujourd'hui que les Ouled-Soliman sont en pleine révolte. M. le maréchal de camp Thierry, commandant la subdivision d'Oran, est sorti à la tête d'une colonne et il marche, dit-on, sur Thessala.

— Le gouverneur-général était arrivé à Agra, dont les dernières nouvelles étaient datées du 22 9bre; après un très court séjour, il s'était rendu par Delhi à Meerat, pour prendre le commandement en chef de l'armée.

— Les nouvelles les plus récentes, reçues par le courrier de l'ouest, annoncent que M. le maréchal, gouverneur-général, après avoir laissé un convoi considérable dans le poste-magasin d'Ami-Mousa, devait être le 27 novembre à Ben-Atia, pays des Flittas, dans lequel il continuait ses opérations, de concert avec le lieutenant-général de Bourjolly.

Une colonne légère composée de 400 chevaux réguliers et 11 hommes d'infanterie, dont les sacs étaient portés sur des mulets, avait été lancée vers Tiarat par M. le maréchal gouverneur.

Cette colonne, placée sous les ordres du général Jusuf, devait poursuivre Abd-el-Kader qui s'était montré au sud, du côté de Tanguine.

Les opinions étaient partagées sur la plus ou la moins de probabilité de la guerre et de la paix. Aucun événement important n'avait eu lieu depuis le dernier courrier.

— Des nouvelles arabes qui méritent confirmation annoncent qu'Abd-el-Kader en personne aurait paru au sud de Mascara, serait venu camper pendant plusieurs jours près de Feuda et se serait rendu ensuite à Souaqui, qui est au sud de Boghar. M. le lieutenant-général Bédou s'est immédiatement porté sur ce point avec les troupes dont il pouvait disposer, afin de protéger, si le besoin s'en faisait sentir, les nombreuses tribus qui campent de ce côté.

— Notre situation dans le Hamza, qui était très bonne il y a quelques jours, vient de changer d'aspect. La cause en est due aux nouvelles exagérées qui commencent à y arriver sur les événements passés de la province d'Oran, ainsi qu'à la présence d'une foule de chérifs, prétendus Bon-Mara, qui emploient toutes les ruses et tous les mensonges imaginables pour fanatiser et soulever les populations. La colonne de M. le général d'Arbouville a été attaquée vigoureusement par les Beni-Djaâd, en quittant le bivouac de Rord-el-Kharoub, où elle avait passé toute la journée du 24. — Rien ne pouvait faire soupçonner cette attaque, car peu d'instants auparavant ils étaient encore dans le camp où ils apportaient du blé, de l'orge, etc. Ils ont été punis de leur trahison par l'incendie de leurs villages, et par la perte d'un grand nombre de leurs. — Cette affaire fait le plus grand honneur au courage de nos troupes, qui ont eu à soutenir dans des chemins difficiles plusieurs engagements corps à corps avec l'ennemi. — L'effet moral nous est resté complètement, car à peine M. le général d'Arbouville eût-il établi son camp à Sou-el-Tenir, que plusieurs douars des tribus de la plaine, trompant la surveillance des Kabyles, sont venus se rendre à discrétion.

La trahison des Beni-Djaâd n'a en jusqu'ici aucun retentissement fâcheux. La promptitude et l'énergie avec laquelle elle a été réprimée, ont prouvé aux populations le peu de chances de succès de pareilles tentatives. Le cad de la tribu est resté complètement étranger à ce soulèvement, que l'on attribue avec raison aux intrigues de Bon-Salem, qui est né chez les Beni-Djaâd.

Les rapports que nous recevons de la vallée des Amrouas, de la plaine des Issers et du cercle de Dellys, continuent à être satisfaisants.

— Nous lisons dans l'*Echo d'Oran* du 29 Novembre : « Des arabes venant de l'est ont annoncé que M. le maréchal gouverneur-général avait obtenu la soumission des Korreich, des Halouiya, des Graiya et des Beni-Tigrin.

« Le lieutenant-général Pays de Bourjolly et la colonne venue d'Orléansville, auraient châté exemplairement les Flittas, auxquels on aurait tué plus de 400 hommes et fait un grand nombre de prisonniers. Toutes ces colonnes ont pris une immense quantité de bétail. Les Flittas ont demandé l'aman au général Bourjolly qui a refusé d'accepter leur soumission.

Le *Moniteur Algérien* du 5 décembre, contient ce qui suit :

Province d'Oran. — Les nouvelles les plus récentes, reçues par le courrier de l'ouest, annoncent que M. le maréchal, gouverneur-général, après avoir laissé un convoi considérable dans le poste-magasin d'Ami-Mousa, devait être le 27 novembre à Ben-Atia, pays des Flittas, dans lequel il continuait ses opérations, de concert avec le lieutenant-général de Bourjolly.

Une colonne légère composée de 400 chevaux réguliers et 11 hommes d'infanterie, dont les sacs étaient portés sur des mulets, avait été lancée vers Tiarat par M. le maréchal gouverneur.

Cette colonne, placée sous les ordres du général Jusuf, devait poursuivre Abd-el-Kader qui s'était montré au sud, du côté de Tanguine.

D'après des bruits arabes, le lieutenant-général de La Moricière devait se trouver le 26 novembre à Med-jareb, chez les Hachems-Cheragas, se dirigeant vers la partie supérieure de la vallée de Fortassa dans laquelle il y aurait eu de nombreuses populations amassées, probablement celles en fuite du bassin de la Mina.

— Nous lisons dans le *Moniteur Algérien* du 30 novembre :

Province d'Alger. — La tranquillité la plus grande régnait toujours dans la plaine de la Mitidja et dans les subdivisions de Médéah et de Milianah. On nous annonçait cependant que le véritable Bon-Mara se trouve aujourd'hui entre Teniet-el-Had et Tiarat, où il fait tous efforts pour soulever les tribus des Beni-Meïda et des

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr. — Six mois 8 fr. — Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Éditeur Corréas, de L'Éclair, rue N. D. des Victoires 46 (près de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAVINI.

Audience du 5.

Même Comparéti et à peine âgé de 20 ans. Sa physionomie est douce, comme ses manières, et sa figure d'enfant inspire la sympathie de tous. Aussi le plus vif intérêt accompagne-t-il cet accusé jusqu'au moment où l'arrêt est prononcé de mort, et comme dans les circonstances suivantes.

Les frères Malherbi, maçons des États de Lucques, sont depuis plusieurs années établis à Sartene. En 1842, ils s'obligent à construire une maison pour le compte du S^r Jean-César Comparéti, père de l'accusé. Les travaux terminés, les parties en viennent à un règlement de comptes qui donne lieu à quelque discussion. Les tribunaux étaient appelés à juger leurs différends, lorsque le 25 juillet 1843, le S^r Comparéti père et l'un des frères Malherbi se rencontrent sur une des places de Sartene. L'étranger dit au S^r Jean-César de s'acquiescer envers eux, et de ne pas les tourmenter davantage. Le S^r Comparéti se croit injurié par les réclames de Malherbi ; il s'engage de se retirer, si non, il lui donnera des coups de pied. Le Lucquois s'obstine à cette injure, Comparéti lève un bâton qu'il portait à la main, et par deux fois il le laisse tomber sur la tête de Malherbi. Celui-ci porte alors un coup de poing à son adversaire, et au moment où son bras allait s'engager, une détonation se fait entendre, et Jean Malherbi est frappé d'une balle qui lui traverse la poitrine. Le jeune Comparéti, sorti du séminaire depuis huit jours à peine, voyant que son père allait en venir aux prises avec un étranger, avait tiré sur celui-ci un coup de pistolet, et avait aussitôt pris la fuite.

Mis en accusation, pendant que son père était condamné à une simple amende pour délit de coups portés sur Malherbi, Jérôme Comparéti, quelque temps fugitif, s'est enfin constitué prisonnier, et aujourd'hui il comparait devant le jury.

Après les opérations préliminaires, et avant l'audition des témoins, M^e Casta déclare se constituer partie civile au procès, au nom de Jean Malherbi plaignant. Une discussion s'engage sur les conclusions de la partie civile. M^e Giordani soutient qu'elle est irrécusable, et demande à la cour de ne pas accueillir les conclusions développées par M^e Casta. Sur l'avis conforme du ministère public, la cour admet Jean Malherbi partie civile au procès. Après cet incident, les débats suivent leur cours.

En développant l'accusation, M^e d'Aiguy s'élève d'abord contre les intrigues mises en œuvre par les parents de l'accusé ; discutant ensuite les charges qui pèsent sur Comparéti, M. le 1^{er} avocat général repousse avec énergie le système adopté par la défense : il n'y a pas de provocation, car le fils, présent à la discussion, avait pu se convaincre que son père avait le premier porté des coups à Malherbi, qu'il était dès lors l'agresseur ; il y a moins encore de légitime défense, car au moment où il a été blessé, Malherbi était sans armes, et dès lors l'accusé n'avait rien à craindre pour les jours de son père. Dans la jeunesse de l'accusé, M. l'avocat général trouve cependant des circonstances atténuantes ; il demande au jury de les admettre en faveur de Comparéti.

M^e Giordani présente la défense du jeune accusé ; il s'efforce avant tout de prouver que dans le procès ci-dessus, encore pendait, les frères Malherbi n'ont pas agi de bonne foi, et qu'ils ont ainsi la cause première de leurs malheurs. Extraits dans la défense, l'avocat de Comparéti établit qu'avant même que le père de l'accusé eût porté les deux coups à Malherbi, celui-ci s'était déjà avancé vers lui dans une attitude hostile et menaçante ; il démontre ensuite par le dire même du plaignant que ce

lui-ci a été blessé pendant qu'il luttait corps à corps avec Comparéti père. Dans ces faits, le défenseur trouve non seulement la provocation violente, mais aussi, et principalement la légitime défense. Malherbi était d'une force prodigieuse ; il luttait contre un homme chétif et faible ; les jours de ce dernier étaient par conséquent menacés. Et d'ailleurs, dit en terminant le défenseur, quand le danger n'est réellement pas imminent, Comparéti n'a pu s'exagérer la position de son père, il a pu croire que celui-ci courait des dangers réels et sérieux.

Après quelques minutes de délibération, le jury reconnaît Comparéti coupable de tentatives de meurtre ; mais avec provocation et circonstances atténuantes. A la suite du verdict, l'avocat de la partie civile développe des conclusions portant demande d'une somme de 20,000 fr. pour tenir lieu de dommages-intérêts.

M. l'avocat général pense qu'il y a lieu de réduire la demande de Jean Malherbi à la somme de 5,000 fr., et après les observations du défenseur de Comparéti, la cour condamne l'accusé à un an de prison et 2,400 fr. de dommages-intérêts envers la partie civile. Comparéti père a été déclaré responsable du fait de son fils mineur, et par conséquent, il doit compte, même par corps, à Jean Malherbi de la somme de 2,400 fr. accordée à ce dernier.

Audience du 6.

Orsini François de Polveroso est accusé d'assassinat. L'affaire, appelée à l'audience de ce jour, deux des principaux témoins ne répondent pas à l'appel de leur nom. Leurs dépositions ayant paru importantes pour la manifestation de la vérité, la cause a été renvoyée à une autre session.

Même audience.

Après 20 mois d'emprisonnement préventif, Ferdinand Bonajuti de Bologna, paraît enfin devant le jury sous l'accusation de bigamie.

Né en 1817, Bonajuti était à peine âgé de 16 ans, lorsqu'en 1839 il contractait mariage avec une femme de 29 ans habitant la commune de Sorraggio de Venaco. Douze ans s'écoulent et Bonajuti, qui s'était fixé à Moriani contracte de nouveaux liens avec une jeune personne des plus avenantes, Marie-Syrène Battisti de Cioti. Cette union porte ses fruits ; mais un jour les parents de la jeune épouse apprennent que Bonajuti était engagé par un mariage préexistant. La justice a connaissance de ces faits et Bonajuti, arrêté, est mis en accusation.

En même temps Bonajuti demande au tribunal de Corté la nullité de son premier mariage. Agé de 16 ans il ne pouvait donner un consentement valable ; si pendant quelque temps il avait cohabité avec celle qui se disait sa femme, c'est qu'il y avait été contraint. Le tribunal admet Bonajuti à faire preuve de ces faits que la cour, (chambre des mises en accusation) paraissait établir déjà, lorsqu'elle félicitait la conduite de ceux qui abusant de l'innocence d'un enfant l'avaient circonvenu et forcé à contracter un mariage monstrueux.

Cependant le premier mariage, quoique nul, existait encore puisque les tribunaux civils n'en avaient pas prononcé la nullité. Bonajuti en contractant un mariage avant la dissolution du premier, s'est rendu coupable de bigamie ; c'est ce que dit M. Levie pour soutenir l'accusation.

M^e Piccioni et Casabianca, alors, plaident pour Bonajuti et font ressortir la différence d'âge qui existait entre les deux contractants au moment du premier mariage. Ils établissent le peu de moralité de la femme qui, pour couvrir ses faiblesses, violente la volonté d'un enfant qu'elle séduit. Les défenseurs félicitent surtout avec la plus vive énergie ce prétendu acte de mariage, dans lequel on force Bonajuti à se dire le père d'un enfant conçu, il y avait deux ans, c'est-à-dire conçu alors que l'accusé était à peine âgé de 14 ans.

Malheureusement, lors de son second mariage, Bonajuti ne paraissait pas avoir agi de bonne foi ; aussi le jury le reconnaît-il coupable du crime qui lui est reproché. La cour, grâce aux circonstances atténuantes, condamne Bonajuti à trois ans de prison.

Audience du 8.

Valle Yousman est généralement connu sous le nom de fou d'Albitreccia. C'est qu'en effet son raisonnement n'est pas des plus lucides et son infirmité peu sensible en hiver, se dévient que trop apparente en été.

Au mois de juin dernier, Valle se mettait sur le grand chemin armé d'un vieux fusil et demandait de l'argent aux voyageurs. Pendant il n'était pas fort exigeant, car il se contentait de fort peu de chose, souvent même une réponse négative lui suffisait. La justice a cependant cru devoir poursuivre ce voleur d'un nouveau genre ; et Valle comparait aujourd'hui devant le jury.

M. Levie établit que Valle a exigé d'un nommé Cassanova de Sartene un cheveau de chanvre de la valeur de 15 cent. et un demi verre de vin ; d'un inconnu Valle demanda 25 cent. et enfin à une femme, se faisant passer pour un bandit, l'accusé demanda un pain et 10 cent. Malgré le peu de valeur des objets volés, M. Levie demande un verdict qui reconnaisse l'accusé coupable de vol à main armée sur un chemin public. M^e Caraffa plaide l'aliénation mentale résultant de la nature des faits reprochés à l'accusé. Le défenseur retracer certaines scènes de folie qui ont fait de son client la risée de ses compagnons d'infortune.

Reconnu cependant coupable de vol simple avec circonstances atténuantes, Valle a été condamné à un an de prison.

Audience du 8 (2^e affaire).

Étienne Maleschi avait amené de Florence une jeune personne, Angélique Larri, avec laquelle il vivait maritalement. Maître maçon, Maleschi s'était associé l'un de ses compatriotes maçon comme lui, c'était Laidore Corri.

Le 95 mars dernier, pendant que Maleschi était à son travail, son amante peu édifiée des procédés de son homme, disparaît et avec elle Laidore Corri. En rentrant chez lui Maleschi se désola de la disparition de son amante, mais quel n'est pas son désespoir lorsqu'il s'aperçoit que sa maîtresse a été forcée et qu'on en a soustrait un manteau, un habit et quelque linge de corps. Sans nul doute, Corri, qui avait disparu avec la femme Larri, devait avoir contribué au vol que Maleschi attribuait à son infidèle. Les indices paraissent suffisants et les deux accusés sont renvoyés devant le jury. Corri et la femme Larri démentent leur participation à la soustraction commise au préjudice de Maleschi. Cependant M. Levie établit que Corri principalement a été rencontré sur la route d'Ajaccio tenant un paquet qui devait contenir le produit du vol. Quant à la culpabilité de la femme, tout vient à rendre évidente. Aussi, M. Levie demande la condamnation des deux accusés pour vol avec effraction intérieure dans une maison habitée.

Malgré les efforts de M^e Casabianca jeune, Corri, reconnu coupable de vol simple, est condamné à 14 mois de prison. La femme Larri, défendue par M^e Ajaccio, a été acquittée. — Corri n'a pas cessé de protester de son innocence ; il proteste encore lorsqu'on le ramène en prison.

Audience du 9.

Lea Joseph, d'Évisa, est accusé de tentative de meurtre. Après l'audition des témoins, des faits restant encore incertains, M^e Garini demande le renvoi à une autre session. Sur les conclusions conformes de M. d'Aiguy, la cour renvoie l'affaire à la 1^{re} session de 1844.

Audience des 9 et 10.

Une foule considérable assiége dès le matin du 9 les avenues du palais de justice ; c'est que devant la cour d'assises vont s'agiter les débats de l'affaire la plus im-

Châli-Bossan qu'il voudrait réunir à son goum. Cette apparition aurait donné beaucoup d'inquiétude au Bach-Agha des Ouled-Ayde. Amour ben Tachai, qui se serait retiré avec les cavaliers indés de sa tribu sous la protection du camp de Teniet-el-Had.

Nouvelles diverses.

— Le canon des forts a annoncé à midi le départ de S. A. Ibrahim-Pacha. L'illustre voyageur emporte le souvenir du brillant accueil que lui a fait Marseille. Espérons que cette visite ne sera pas la dernière, et qu'à son retour de Vernet-les-Bains, où il va achever sa convalescence, nous le reverrons encore.

— Reschid-Pacha, arrivé le 2 décembre dans notre ville, et qui assistait, dans la calèche du fils du vice-roi, avec lequel il s'entretenait affectueusement, à la revue des troupes passée aux Allées, est également parti ce matin.

Reschid a dû assister aujourd'hui même à 11 heures, à la Clotat, au lancement de l'Hellespont.

— La nouvelle du blocus de Buenos-Ayres se trouve confirmée par des correspondances qui publient les journaux anglais du 3 décembre. On n'a laissé aux navires neutres qu'un délai de quinze jours pour sortir de ce port. Jusqu'ici aucune violence n'a été commise par les gauchos contre les étrangers résidant à Buenos-Ayres ; mais l'exaspération est devenue telle, depuis la notification du blocus, que l'on craint de graves excès.

ITALIE. — Le saint-père s'est décidé au parti de la clémence envers la garnison de Rimini. Les soldats qui ont mis bas les armes devant les insurgés ne seront pas décimés, et il ne leur sera infligé que des punitions disciplinaires.

— Le Journal des Débats poursuit ses attaques contre le cours de M. Quinet. Ce qui ressort de cette persistance réciproque du ministre et du professeur, c'est que le gouvernement ne voudrait pas se donner l'apparence de fermer la chaire de M. Quinet, et que celui-ci, en souscrivant la mutilation de son programme, craindrait d'autoriser la mutilation de son enseignement. Voici la conclusion des Débats :

« M. Quinet veut-il faire son cours des langues et des littératures du Midi ? Personne ne l'empêche. On ne lui demande qu'une chose, c'est de faire son cours et de n'en pas faire un autre ! Qu'il reste dans son sujet et qu'il y mêle d'ailleurs toutes les digressions qui, de bonne foi, peuvent se rattacher à l'étude d'une littérature, on n'aura pas l'idée de l'écarter. M. Quinet, on ne troublera pas la liberté de son enseignement. Et quant aux journaux de l'opposition, qu'ils portent, s'ils l'osent, la question devant les chambres, devant les chambres qui ont créé la chaire de M. Quinet, nous ne demandons pas mieux ! »

— C'est hier qu'a commencé, sur la ligne de Paris à Rouen, le service régulier du télégraphe électrique.

— On assure que pendant son séjour à Rome M. de Nesselrode a donné au Saint-Père l'assurance que si les faits rapportés par les religieux polonais étaient reconnus exacts l'empereur était disposé à punir ceux qui s'en seraient rendus coupables.

— L'opposition voulait à tout prix faire échouer M. Lacoste soumis à la réélection, par suite de sa promotion au grade de maréchal de camp. Un député de l'extrême gauche, M. Maréchal, l'un des 221, n'avait pas craint de donner sa démission à Sarrebourg, dont il était le député, pour venir disputer à M. Lacoste les suffrages des électeurs de Nancy. Une semblable rivalité paraissait redoutable, et plusieurs journaux n'hésitaient pas à proclamer d'avance le succès de la candidature de démissionnaire de Sarrebourg. Sur 342 votants, le général Lacoste a obtenu 236 voix ; c'est-à-dire les deux tiers.

C'est le 1^{er} janvier prochain qu'expire le délai de rigueur accordé pour convertir les monnaies de billon, dont le retrait a été ordonné. A partir du 1^{er} janvier, les pièces de six liards et de deux sous à l'N, qui seraient encore présentées aux bureaux de change, ne seront plus reçues qu'au poids et payées d'après leur valeur intrinsèque.

— L'abbé Guyon, si connu dans notre Midi par ses prédications, vient de mourir. (Nouvelles.)

— Il est question de faire rentrer au conseil d'État M. de Cormenin, qui était sous la Restauration une des lumières de ce corps. On sait que M. de Cormenin a fait sur le droit administratif un ouvrage remarquable très répandu.

— Le ministre de l'agriculture et du commerce s'occupe d'améliorer la qualité des aciers français, et il propose à l'examen des conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce la question de savoir s'il convient d'admettre à un droit de faveur les fers du Nord destinés à être employés dans nos aciéries. La France est de toutes les contrées celle qui consomme le plus de cet article ; sa production est infé-

rieure de beaucoup à celle de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui surpassent chacune 200,000 kilogrammes. Nous demandons à l'étranger, relativement au chiffre de notre production, beaucoup plus d'acier que de fer et de fonte ; notre importation en ce genre était de 13,245 quintaux métriques en 1843. Mais c'est particulièrement sous le rapport de la qualité des produits que cette branche de l'industrie nationale laisse à désirer.

— La pose de la première pierre des nouvelles constructions destinées au ministère des affaires étrangères a été faite hier par M. Guizot et par M. Dumon. On sait qu'en vertu de la loi du 15 juillet 1845 cet édifice doit être élevé sur l'emplacement des anciennes dépendances du Palais Bourbon, entre le quai d'Orsay et la rue de l'Université. M. Guizot a prononcé un discours sur l'emplacement. M. Lacourne a ensuite présenté à M. le ministre des travaux publics les instruments et les matériaux nécessaires à la pose de la première pierre et une boîte contenant une collection des monnaies frappées pendant la présente année 1843, laquelle boîte a été déposée dans une incrustation pratiquée à cet effet dans la pierre. Au-dessus de cette boîte a été placée une plaque de métal sur laquelle est gravée l'inscription suivante :

Sous le règne de Louis-Philippe 1^{er}, roi des Français, le 29 novembre 1843, la première pierre de l'édifice consacré au ministère des affaires étrangères a été posée par M. M. Dumon, ministre des travaux publics, et Guizot, ministre des affaires étrangères : M. Lacourne, architecte.

M. le ministre des travaux publics a procédé ensuite à la pose de la première pierre qui se trouve placée sous l'angle saillant de la façade (côté oriental), et à 1 m. 40 cent. en contrebas du sol des caves.

— Les dernières nouvelles apportées à Marseille par le vapeur anglais l'Achéron, sont aux dates suivantes : Chine, Macao, Hong-Kong, 30 septembre ; Manille, 13 septembre ; Lahore, 12 octobre ; Delhi, 22 octobre ; Madras, 24 octobre ; Calcutta 22 octobre ; Singapour, 9 octobre ; Scinde, 26 octobre ; Bombay, 1^{er} novembre.

— Il résulte des renseignements envoyés par la mission française en Chine, que l'exportation totale du thé de la Chine du 1^{er} juillet 1843 au 30 juin 1844, a été de 31,600,000 kilog., et représente une somme d'environ 110 millions de francs. D'après ces résultats, le kil. de thé coûterait en Chine (droits non compris), 3 fr. 47 c. en moyenne.

Sur 23 millions de kilog. exportés par les Anglais, il y en a 17 de thé Congo, c'est-à-dire, de thé noir le plus commun, dont les 60 kil. ne valent en moyenne que 117 fr.

Depuis 1834, la valeur moyenne du thé s'est élevée de près d'un cinquième, et néanmoins l'exportation a augmenté dans la même proportion.

— On évalue à 2 millions de francs l'ensemble des parures, bijoux et colliers qui ont été offerts à la duchesse de Lucques à l'occasion de son mariage, par les princesses qui assistaient à cette brillante cérémonie.

— On lit dans la Gazette de Prague : « M. Ledekaur, commerçant israélite, est mort dernièrement à l'âge de 71 ans. Il y a environ 50 ans qu'il arriva à Prague dans le plus modeste équipage de piéton et sans avoir le sou. Cependant, à force d'industrie et de simplicité dans sa manière de vivre, il avait acquis une fortune de près de 6 millions, qu'il a destinés en grande partie pour encourager les arts, les sciences et les métiers, de même que pour secourir des malheureux de toute condition et sans distinction d'origine. Environ deux millions et demi sont ébuis en origine, aux principaux instituteurs de bienfaisance des premières villes de la Bohême. »

— On écrit du Morbihan, le 27 novembre : « Depuis quinze jours nos campagnes sont sillonnées jour et nuit de colonnes mobiles. Les visites domiciliaires recommencent. Le 16 trois ou quatre de ces visites ont eu lieu, l'une chez M^{me} de Robien, au château de Kerentré, en Grac'h ; l'autre chez M. de Béchard, Kerguéver, en Locmearque, et la troisième chez un cultivateur en Locmariaque. »

— On lit dans le Globe de Londres :

« Mercredi matin, après huit heures, une explosion terrible a eu lieu dans les forges de Deshop-Wearmouth : une chaudière a éclaté. Heureusement, la plupart des ouvriers étaient allés déjeuner, autrement la catastrophe eût été plus grande. Immédiatement les secours les plus pressés ont été prodigués aux personnes blessées. Les uns furent transportés chez elles, les autres à l'hôpital. »

« On évalue à 1,000 liv. sterl. le dommage causé par l'explosion. »

« Il y a eu trois personnes tuées et vingt-deux blessés grièvement. »

LE MAIRE DE LA VILLE DE BASTIA.

Donné avis que l'adjudication par soumission de l'éclairage des reverberes de la ville, pendant les années 1846-1847 et 1848, n'ayant pu avoir de suite le 29 novembre dernier, ainsi qu'il avait été annoncé, aura lieu en l'hôtel de ville, le 18 décembre courant, à midi précis, avec la mise à prix de deux centimes par bec et par heure d'éclairage.

Le cahier des charges relatif à cette adjudication est déposé au secrétariat de la Mairie.

Fait à Bastia, en l'hôtel de ville, le 4 décembre 1843. Le Maire, A. S. LAZAROTTI.

ÉTUDE DE M^{re} VINCENT GUASCO, NOTAIRE A BASTIA.

VENTE AU ENCHÈRES.

Le premier étage, composé de neuf pièces d'une maison nouvellement construite avec toute la solidité et la propriété désirables, sise à Bastia, faubourg S^r Joseph, appartenant à la cour royale.

A vendre en trois lots.

Par adjudication volontaire le 27 décembre 1843, à onze heures précises du matin en l'étude et par le ministère de M^{re} Vincent Guasco notaire à Bastia.

Il sera accordé des facilités pour le paiement du prix.

Les trois lots pourront être réunis en un seul. S'adresser pour tous renseignements audit M^{re} Guasco dépositaire du cahier des charges.

Administration des Postes.

AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu que le jeudi 25 décembre, à trois heures après midi, il sera procédé dans les Bureaux de l'Agence des paquebots de l'État, rue St-Jean à Bastia, à l'adjudication au rabais de la fourniture des vivres nécessaires aux équipages des paquebots français de l'administration des Postes pour l'année 1846.

A cet effet des soumissions cachetées pourront être déposées dès ce moment aux Bureaux de l'Agence des Paquebots, rue St-Jean à Bastia, où elles seront reçues jusqu'à midi jeudi 25 décembre et où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges et du modèle des soumissions.

Bastia, le 4 décembre 1843.

L'agent comptable sous garde magasin du service des Paquebots de l'État, L. COULY.

FAILLITE.

La vente des immeubles de la faillite Lucciana sera continuée le 19 décembre 1843 à 2 heures après midi dans l'étude de M^{re} Vincent Guasco notaire à Bastia rue Spinola. La maison située à Monserrato tenant à l'église du côté du nord, composée de six chambres avec pressoir et deux caves au-dessous, ainsi que la cour au devant, plus le four et le petit jardin contigu seront réunis en un seul lot sur la mise à prix de 2,000 francs.

Le public est prévenu que par suite du changement d'uniforme du Bataillon des Voltigeurs Corses, il sera procédé, le 22 décembre courant à une heure après-midi, à la vente au comptant d'un coupon de drap, du coutil et de la toile, ainsi que des effets d'habillement et d'équipement dont ce corps ne doit plus faire usage. Cette vente aura lieu au logement du trésorier du bataillon.

A VENDRE.

Une vigne de la contenance de quarante journées avec maisonnette et pressoir, sise à Supigna, territoire de Sorveto.

Le prix sera de 100 francs au dessous de l'estimation.

S'adresser à M. Toussaint Lota vigneron rue des Jé-suites à Bastia.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

Livourne, 6 décembre, bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
Lerici, 6 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx, c. Sisco, passagers.
Marseille, 8 id. bat. à vap. Letizia, français, de 74 tx, c. Bugliani, diverses et passagers.
Marseille, 10 id. paquebot Ajaccio, français, de 120 ch. c. Blanc, dépêches et passagers.
Du Cap-Corse, et du littoral 9 bâtiments avec vin, bœufs et animaux.

DÉPARTS.

Marseille, 5 décembre, paquebot Ajaccio, français, de 120 ch., c. Santi, dépêches.
Livourne, 5 id. brick Galedonia, anglais, de 100 tx, c. Ervin, en lest.
Livourne, 6 id. bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
A la mer, 8 id. bat. à vap. Antiope, français, de 60 tx, c. de Stahl, en lest.
Livourne, 10 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, français, de 31 tx, c. Bertocci, passagers.
Au Cap-Corse, au littoral et à la plage 7 bâtiments avec bœufs et diverses.

Le Gérant, N. VARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FANTIN.

portante de la session. Remarquable par la gravité de l'aspect, le procès le plus intéressant et sur le sexe, a été jugé et sur les circonstances qui auraient amené l'assassinat d'un jeune homme.

A l'ouverture des portes, la salle est envahie. Les tribunes se garnissent à la hâte, et dans le prétoire, ordinairement occupé par les jurés, les membres du barreau ont peine à se placer.

Plusieurs magistrats occupent l'enceinte réservée aux membres de la cour. Quelques personnes de distinction y ont été admises et parmi celles-ci l'on remarque M. le maréchal Sebastiani et M. le lieutenant général marquis de Simon.

On introduit l'accusé : c'est une femme de 22 ans dont les traits, quoique un peu altérés, attestent pourtant une beauté remarquable. — Au banc de la défense se tiennent M^{rs} Viale et Montero.

Le jury composé, la cour entre en séance et M. le procureur général, accompagné de son substitut M. Davis, va occuper le siège du ministère public. Après la lecture de l'acte d'accusation, M^{re} Montero demande le renvoi, basé sur l'absence de l'un des principaux témoins. M. le procureur général s'y oppose, la cour après en avoir délibéré, ordonne qu'il sera passé outre.

L'accusée interrogée, déclare s'appeler Marie Fiorispina (fleur d'épine) Padovani, de la commune d'Ota, arrondissement d'Alajaccio. « Il y a trois ans, dit-elle, le jeune Achille Franchi vint dans notre village pour remplir les fonctions d'instituteur. Logé en face de notre maison, il me déclara bientôt son amour : moi-même j'étais déjà mariée. Privée de mon père, je ne pouvais demander conseil à ma mère qui avait épousé en secondes noces : aussi, après avoir pendant plus d'un an résisté aux sollicitations de l'instituteur, je devais céder à la violence. Ma faiblesse ne pouvait longtemps enlever être ébranlée, car j'allais bientôt devenir mère. Je suppliai alors le jeune Franchi de couvrir mon honneur, de m'épouser, comme il me l'avait tant de fois promis. — Franchi s'en excusa. — Mes frères connurent enfin mon état. Irrités de ce que j'avais terni l'honneur de la famille, ils voulaient s'en venger sur mon séducteur ; mais je l'aimais encore, et je leur dis son nom. Ce fut alors contre moi que mes frères tournèrent leur colère. — Chassée par ma famille, abandonnée de tous, je donnais, quelque temps après, le jour à un enfant qui ne vécut que trois jours. — Malheureuse, je réclamai le secours de mon amant : celui-ci se plaignait en de nouvelles amers. Enfin, il se trouva employé pour le ramener au sentiment de ses devoirs ; Franchi m'abandonna à ma honte, au mépris de toute la population d'Ota. Je m'adresse enfin à M. le curé, je le supplie de s'intéresser à une malheureuse, coupable seulement d'avoir trop aimé son séducteur. M. le curé m'accorde une médiation qui devait me devenir funeste.

« Depuis quelque temps, pour se soustraire à ses engagements, Franchi m'accusait d'inconduite : il avait fait des démarches auprès du bandit Battini pour engager ce dernier à se déclarer le père de mon enfant. Ne pouvant rien obtenir de Battini, Franchi s'adresse à d'autres personnes, qui sur ses instigations, disent dans le pays que j'étais une seconde fois enceinte des œuvres d'un autre que l'instituteur. — J'ignorais encore de quelles calomnies mon séducteur se plaisait à m'accabler, lorsque le 16 juillet, m'étant rendue chez M. le curé, j'y apprends que non seulement j'en ai été abandonnée, déshonorée à tout jamais, mais qu'il y a eu aussi indignement calomniée. Perdant alors la raison, je cède à mon désespoir ; j'avais dans ma chambre le pistolet de l'un de mes frères, je m'en empare, je cours sur la place où j'avais aperçu l'instituteur, je fais feu sur lui presque à bout portant. »

Après cet interrogatoire l'on passe à l'audition des témoins : quelques uns ne parlent que du fait matériel en présence des aveux de l'accusée, leur déposition devient sans intérêt ; d'autres s'occupent de la moralité de Fiorispina : ils disent que dans le pays on lui a prêté d'autres amours que celles de Franchi : le bandit Battini aurait été son amant, et après lui Francesco Leca. Les témoins sont pourtant unanimes pour établir que ces imputations étaient calomnieuses : car pour ce qui est de Battini, Franchi seul, lors des démarches auprès de Battini, en avait fait courir le bruit ; quant à Francesco, s'il est vrai qu'il fut amoureux de l'accusée, il est vrai aussi que celle-ci l'a toujours dédaigné, et si Leca s'est vanté d'avoir obtenu les faveurs de Fiorispina, nul ne croyait au dire de Francesco. C'est un vaniteux, dit un témoin, s'il salue une femme aujourd'hui, il dira demain qu'il l'a embrassée ; si demain elle se trouve mariée, il dira qu'il l'a

Aussitôt après l'audition des témoins les tribunes se garnissent de dames qui paraissent accompagner le mari plus ou moins infortuné. Cette jeune femme assiste au procès de son mari, et se livre à des larmes et à des sanglots.

Le verdict de son pouvoir discrétionnaire, M. le président fait donner lecture de la déclaration d'Achille Franchi. — Celui-ci dénie, assez vaguement du reste, ses relations avec Fiorispina. Il ajoute cependant que l'accusée avait eu tort de tirer sur lui, car il était encore célibataire ; et si réellement il avait quelque chose à se reprocher, il aurait pu s'en faire réparation le mal qu'il pouvait avoir fait.

Le père d'Achille Franchi est ensuite entendu en vertu du même pouvoir discrétionnaire ; c'est un vieillard à la longue barbe grisonnante, au langage énergique, mais quelque peu apprêté : il se dit officier de Waterloo. — Il raconte que pendant la maladie de son fils (Achille a survécu 40 jours à sa blessure) il l'a souvent interrogé sur la nature de ses relations avec Fiorispina. Achille a toujours protesté de son innocence, il le jurait devant Dieu et les hommes. — Franchi père raconte enfin les derniers moments de son fils : il a reçu les secours de la religion ; il sait qu'il va bientôt mourir, il n'en persiste pas moins à dire qu'il n'a pas eu de relations criminelles avec celle qui lui donnait la mort.

S'emparant de la déposition de Franchi père, M. le procureur général d'éleve contre la conduite de l'accusée : il croit avec le père de la victime que le jeune instituteur n'avait pas eu de relations avec Fiorispina : il le croit, parce que, à son lit de mort, Achille protestait de son innocence.

Quand des relations auraient réellement existé, ajoute M. le procureur général, le jeune Franchi pouvait ne pas épouser la femme Padovani dont la conduite n'était pas régulière. — Il est certain qu'on lui a prêté d'autres amours ; que ces imputations soient vraies ou fausses, M. Decous le croit indifférent : il suffit que Franchi ait pu prêter foi à l'inconduite de sa prétendue amante, pour que son refus d'épouser celle dernière devint légitime. Aussi M. le procureur général ne voit-il dans ce procès qu'une coupable tentative de forcer un jeune étourdi à couvrir un honneur déjà compromis ; il voit cette femme empruntant un pistolet qu'elle destinait à un usage criminel : il la voit préméditant ce crime qu'elle devait exécuter le 16 juillet dernier. — Cependant malgré sa conviction M. le procureur général renonce à soutenir son système de la préméditation : il veut être généreux envers une femme, il admet même les circonstances atténuantes mais non au-delà ; mais pas de provocation surtout : elle ne consiste que dans les coups et violences graves, et M. le procureur général ne voit rien de pareil dans les faits de ce procès.

M^{re} Montero développe les moyens de défense : le combat la déclaration du blessé ; il établit les relations de ce dernier avec Fiorispina ; il les fait résulter et de la voix publique et surtout des aveux que Franchi en avait fait à plusieurs témoins dignes de foi, entr'autres à M. le lieutenant Canillon.

Le défenseur s'attaque ensuite à détruire l'imputation d'inconduite que l'on a fait peser sur l'accusée. — Les amours du bandit tombent en présence des démarches de Franchi auprès de Battini, démarches que l'instituteur n'a pas déniées alors que l'un des témoins entendus s'en entretenait à Vico. — Pour ce qui a trait à Francesco, le défenseur n'a besoin que de rappeler les diverses dépositions des témoins pour établir, avec ces derniers, le peu de fondement de pareilles imputations. — L'avocat en conclut, que, pure jusqu'à l'arriver à Ota de l'instituteur Franchi, Fiorispina n'a cédé qu'à la violence : qu'avant même, comme après sa fuite, elle a constamment mené une vie irréprochable. — Dans ces bruits que des officiers s'efforcent d'accréditer dans le pays, M^{re} Montero ne voit que l'intention bien arrêtée de l'instituteur, qui veut, en calomniant celle qu'il séduisit, se soustraire à ses engagements les plus sacrés. — S'occupant ensuite de la criminalité des faits reprochés à Fiorispina, l'avocat soutient que la provocation ne consiste seulement pas dans la violence matérielle, mais bien aussi dans la violence morale : que dès lors la provocation viendrait, dans ce procès, à l'appui de la déclaration de l'accusée, si déjà la criminalité n'en disparaissait tout-à-fait. — Dans un état d'exaspération des plus violents, Fiorispina, séduite et calomniée, devait avoir perdu le libre exercice de ses facultés intellectuelles : elle était, au moment du fait qui lui est reproché, dans un état voisin de la démence ; elle ne pouvait dès lors avoir une entière liberté d'action, une volonté libre, lucide, Fiorispina n'a pu dès lors commettre un crime, puisqu'elle se trouvait

dans le cas prévu par l'art. 64 du code civil. M^{re} Montero termine en rappelant que, jusqu'à ce que le procès de cette nature se termine, sur le continent, par des verdicts d'acquiescement. L'avocat leur dit que dans les circonstances pareilles, quelque chose de plus ou de moins se rappelle aussi couramment cette femme éblouissante le concert formé par son amant et ses concubins, à l'effet d'arriver à la destruction de l'enfant qui se portait dans son sein ; concert qu'elle faisait surtout résulter de cette lettre dans laquelle Denobili disait à Carlotti, « si le breuvage que j'envoie n'agit pas, ayez recours aux bains, à la saignée. » C'est cette lettre qui devient aujourd'hui la base de l'accusation soutenue contre Denobili.

Les débats ont duré trois jours ; ils ont été des plus animés et ils ont porté principalement sur la lecture du breuvage contenu dans cette fiole, restée pendant six mois entre les mains de la femme Diodela et remise ensuite à la justice, comme appui de l'accusation que formulait cette femme. — Les gens de l'art ne sont pas parfaitement d'accord sur les effets qu'un tel breuvage (mélange d'alcool et d'iris de Florence mélangés) peut produire sur une femme enceinte. L'opinion qui paraît cependant dominer tendrait à établir qu'un pareil breuvage ne contient aucune substance avortive.

Comme dans son réquisitoire du 4 septembre, M. Signady soutient que Denobili s'est rendu coupable du crime prévu par l'art. 317 du code pénal, mais tout au moins l'accusé, dit M. l'avocat général, doit être condamné pour avoir fait administrer une substance qui, sans donner la mort, était pourtant nuisible à la santé.

M^{re} Casabianca répond à l'accusation : il s'étonne qu'on veuille trouver des complices d'un crime là où la justice ne trouve même pas de crime, puisque elle a innocenté ceux qui en étaient présumés les auteurs. Le défenseur discute ensuite le mérite de cette lettre dont l'accusation a fait une arme si terrible contre Denobili, et la justice par cette autre lettre du 14 janvier et dans laquelle on disait à Denobili : « rappelez-vous nos conventions ; ayons l'air de céder au désir de la femme Fraticelli, laissons lui croire à la possibilité d'un avortement, mais que la potion à expédier ne contienne aucune substance avortive. » M^{re} Casabianca termine en demandant pour son client la même justice que celle qui a été rendue à ses coaccusés.

Après le résumé, le jury entre en délibération ; il en sort avec un verdict négatif sur le fait d'avortement, mais il déclare cependant, à la simple majorité, Denobili coupable d'avoir administré un breuvage qui, sans donner la mort, était nuisible à la santé. Des circonstances atténuantes ont été admises en faveur de l'accusé.

La cour, appliquant les dispositions de l'art. 317 § 1, a condamné Denobili à 2 ans de prison.

Audience du 11 (1^{er} affaire.)

Toussaint Susini de Loretto, (arrondissement de Sartène) avait déposé chez Pierre Susini son père, dont il vivait séparé, une petite quantité de vin. — Le 9 avril dernier, l'accusé s'aperçut que son père se disposait à transporter du vin à Propriano : égarant que Pierre Susini ne voulait le priver de son bien, Toussaint, armé d'un fusil, vint s'opposer au transport que son père désirait effectuer. Une lutte s'engagea alors entre Toussaint et sa femme Colomba d'un côté, Pierre Susini et son fils Joseph-Marie de l'autre. Colomba, déjà cécitaire par les procès criminels dans lesquels elle a figuré, est dans cette circonstance frappée à la tête d'une pierre lancée par Joseph-Marie. Quelques instants après, une détonation se fait entendre, et des projectiles vont frapper le toit d'une petite maison devant laquelle se tenait Joseph-Marie. Plainte est aussitôt portée contre Toussaint, qui, malgré les rétractations presque méditantes de Joseph-Marie, est pourtant renvoyé devant le jury pour y répondre d'une tentative de meurtre sur son frère.

M. Levis soutient et développe l'accusation : il combat la déclaration de l'accusé qui prétend que le coup a été involontaire ; il demande par suite la condamnation de Susini.

Dans l'intérêt de leur client, M^{rs} Giordani, d'abord, M^{re} Gavini ensuite, établissent que le projectile a frappé à deux mètres au-dessus de la tête de celui contre lequel l'accusation prétend qu'on a voulu tirer ; ils disent que Susini, placé à 25 pas de distance de son frère, aurait indubitablement atteint ce dernier, si réellement il avait volontairement tiré sur lui. L'accusé doit dès lors échapper à toute criminalité. Les défenseurs demandent au moins que le jury admette l'excuse de la provocation. C'est ce dernier système qui est accueilli, et Susini est condamné à 18 mois de prison.

Audience des 11, 12 et 13.

Dans notre numéro du 4 septembre dernier, nous rendimes compte d'une affaire criminelle où étaient engagés quatre individus accusés d'avoir, ensemble et de complicité, procuré l'avortement de la femme Muracciole. — En faisant connaître à nos lecteurs les circonstances de ce procès, nous leur annoncions que trois des accusés, alors sous la main de la justice, étaient acquittés par arrêt du 2 du même mois de septembre.

Denobili n'est pas présent ce jour-là et aujourd'hui il comparait devant le jury pour y rendre compte d'un fait criminel, dont trois de ses coaccusés avaient été déclarés innocents.

Nos lecteurs n'auront certainement pas oublié que Marie Diodela Fraticelli, née Muracciole, à la suite de ses relations scandaleuses avec un enfant de 17 ans, avait son grossesse qui ne devait pas arriver à terme ; elle se rappelle aussi couramment cette femme éblouissante le concert formé par son amant et ses concubins, à l'effet d'arriver à la destruction de l'enfant qui se portait dans son sein ; concert qu'elle faisait surtout résulter de cette lettre dans laquelle Denobili disait à Carlotti, « si le breuvage que j'envoie n'agit pas, ayez recours aux bains, à la saignée. » C'est cette lettre qui devient aujourd'hui la base de l'accusation soutenue contre Denobili.

Les débats ont duré trois jours ; ils ont été des plus animés et ils ont porté principalement sur la lecture du breuvage contenu dans cette fiole, restée pendant six mois entre les mains de la femme Diodela et remise ensuite à la justice, comme appui de l'accusation que formulait cette femme. — Les gens de l'art ne sont pas parfaitement d'accord sur les effets qu'un tel breuvage (mélange d'alcool et d'iris de Florence mélangés) peut produire sur une femme enceinte. L'opinion qui paraît cependant dominer tendrait à établir qu'un pareil breuvage ne contient aucune substance avortive.

Comme dans son réquisitoire du 4 septembre, M. Signady soutient que Denobili s'est rendu coupable du crime prévu par l'art. 317 du code pénal, mais tout au moins l'accusé, dit M. l'avocat général, doit être condamné pour avoir fait administrer une substance qui, sans donner la mort, était pourtant nuisible à la santé.

M^{re} Casabianca répond à l'accusation : il s'étonne qu'on veuille trouver des complices d'un crime là où la justice ne trouve même pas de crime, puisque elle a innocenté ceux qui en étaient présumés les auteurs. Le défenseur discute ensuite le mérite de cette lettre dont l'accusation a fait une arme si terrible contre Denobili, et la justice par cette autre lettre du 14 janvier et dans laquelle on disait à Denobili : « rappelez-vous nos conventions ; ayons l'air de céder au désir de la femme Fraticelli, laissons lui croire à la possibilité d'un avortement, mais que la potion à expédier ne contienne aucune substance avortive. » M^{re} Casabianca termine en demandant pour son client la même justice que celle qui a été rendue à ses coaccusés.

Après le résumé, le jury entre en délibération ; il en sort avec un verdict négatif sur le fait d'avortement, mais il déclare cependant, à la simple majorité, Denobili coupable d'avoir administré un breuvage qui, sans donner la mort, était nuisible à la santé. Des circonstances atténuantes ont été admises en faveur de l'accusé.

La cour, appliquant les dispositions de l'art. 317 § 1, a condamné Denobili à 2 ans de prison.

Audience du 15.

Une jalousie de métier divisait le nommé Jacques Paolini et Donato Altieri, tous deux charpentiers, établis à Baretelli. — Le 9 juin dernier, Paolini rentre au village gravement blessé à la tête : il dit à ceux qui l'interrogent, qu'Altieri l'attendait à son passage près du couvent de Canari, que l'ayant aperçu, il lui avait lancé une grosse pierre, et avait pris la fuite. — Altieri ne reparait plus au village : aussi, sur la plainte de Paolini, est-il mis en accusation pour crime de blessures graves faites de guet-à-pens et avec préméditation.

Altieri, volontairement constitué, se présente aujourd'hui pour répondre à cette accusation ; soutenue, à l'audience, par M. Levis.

Par l'organe de ses défenseurs MM^{rs} Carbuco et Piccini, l'accusé dit qu'une rencontre a eu lieu ; que dans la lutte Paolini tomba et se blessa à la tête, en frappant contre une pierre. Du reste la blessure n'a pas été aussi grave que le dit Paolini : elle n'a pas entraîné une incapacité absolue de travail au delà de 20 jours.

Reconnu coupable de blessures simples, sans préméditation, Altieri est condamné à un an de prison.

Par ordonnance royale du 1^{er} décembre 1843, M. Bagnin, ingénieur ordinaire faisant fonctions d'ingénieur en chef attaché à ce département, a été nommé ingénieur en chef de 2^e classe au corps royal des ponts et chaussées.

Par ordonnance royale du 9 novembre 1843 :

M. Courand (Jean), chef de bataillon au 47^e de ligne, a été promu lieutenant-colonel au 36^e de même arme. M. Casabianca (Baptiste), sous-lieutenant au 80^e de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. Lantieri (Barthélemy-Prospère-Vincent), sergent-major de la 4^e compagnie de fusiliers de discipline, a été promu sous-lieutenant à la 1^{re} compagnie de pionniers.

CONSEIL GÉNÉRAL.

(Suite.)

Circonscription de Bonifacio et Portovecchio. M. Rocaserra Jules, propriétaire.

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT.

(Suite.)

CORTE.

Serrano. — Gabrielli Joseph-André, membre réélu. Serrano. — Giacobbi Ange-Michel, id. Vassani. — Lucardi Pierre-Félix, réélu. Prunelli. — Laurelli Pierre-Dominique, id.

ALACCIO.

Bastice. — Poggi Louis, médecin, réélu. Biondi et Piana. — Les électeurs ne s'étant pas présentés en nombre suffisant, l'élection a été ajournée. Salice. — Casanelli Jean Jourdan, nouveau.

BASTIA.

Bastia (Terravecchia). — De Figuerelli Hyacinthe réélu.

Borgo. — Morali Charles-François, nouveau.

Lama. — Bonavita Horace, réélu.

Luri. — L'élection a été ajournée.

CALVI.

Alajola. — L'élection a été ajournée.

Belpodere. — Mortini Joseph, réélu.

Nous nous empressons d'insérer la réclamation qui nous est adressée par M. le capitaine Susini. Nous aurions vivement désiré n'avoir à y faire aucune observation, mais comme il s'agit d'un article contre lequel il réclame à des sentiments qui sont bien loin de nous et qu'il le qualifie d'imputations inexactes et malveillantes, nous nous bornerons à lui dire que nos renseignements ont été puisés à bonne source et à des documents officiels et irrécusables. La justice d'ailleurs informe et nous n'avons aucun intérêt à intervenir les rôles. Nous désirons, autant que M. le capitaine Susini, que cette affaire soit mise au grand jour et que les vrais coupables soient punis.

Bastia, le 17 décembre 1843.

A Monsieur le Rédacteur du Journal l'Insulaire, Monsieur,

Le dernier numéro de votre journal contient contre des militaires de la cogne que je commande des imputations aussi inexactes que malveillantes.

Des volontaires Corses sont accusés d'avoir injurié une femme enceinte, d'avoir provoqué des désordres, d'avoir accablé des citoyens inoffensifs de coups de plat de sabre et de crasse de fusil.

La vérité est, Monsieur, que le soir du 8 du courant en sortant de la cave de la nommée Mancini le volontaire Santacroce a été victime d'un odieux guet-apens, qu'il a été désarmé, terrassé, et grièvement blessé ainsi que cela a été constaté par le rapport des hommes de l'art.

Il ne serait facile de nommer les coupables, d'indiquer les témoins ; mais une plainte ayant été adressée à M. le procureur du roi, je préfère attendre que la justice informe et prononce.

J'ai la confiance que ce nouvel article contre les volontaires Corses aura le même résultat que celui que vous insérâtes l'an dernier dans votre journal et auquel un arrêt souverain de la cour donna le démenti le plus éclatant.

Aujourd'hui comme alors, j'espère que les vrais coupables seront punis et que vous aurez à regretter d'avoir accueilli trop légèrement des attaques intéressées contre un corps qui a rendu et continue à rendre au pays les plus grands services.

Je vous prie de vouloir bien insérer cette réclamation dans votre prochain numéro et d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Le capitaine de la 1^{re} compagnie des Volontaires Corses,

SUSINI.

On lit dans le *Moniteur* :

« Par ordonnances royales en date du 9 décembre, rendues sur le rapport de M. le ministre de l'intérieur :

« M. de Vidallan, maître des requêtes, préfet des Basses-Alpes, est nommé préfet du département de l'Orne, en remplacement de M. le comte d'Amilly, conseiller d'Etat en service extraordinaire.

« M. Jourdan, maître des requêtes, ancien préfet de la Corse, est nommé préfet du département des Basses-Alpes, en remplacement de M. Vidallan, appelé à la préfecture de l'Orne.

« M. Petit de Bantel, préfet du Cantal, est nommé préfet du département de l'Eure, en remplacement de M. Zédé, appelé à la préfecture de l'Aube.

« M. Zédé, maître des requêtes, préfet de l'Eure, est nommé préfet du département de l'Aube, en remplacement de M. Onfroy de Bréville, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

« M. Cournot, sous-préfet de Fontainebleau, est nommé préfet du Cantal, en remplacement de M. Petit de Bantel, appelé à la préfecture de l'Eure.

« M. Launay-le-Provost, maître des requêtes, préfet de l'Ardèche, est nommé préfet du département de la Mayenne, en remplacement de M. Parnaz, appelé au secrétariat-général de la préfecture de la Seine.

« M. le baron de Baranie (Prosper), sous-préfet d'Autun, est nommé préfet du département de l'Ardèche, en remplacement de M. Launay-le-Provost, appelé à la préfecture de la Mayenne.

— On lit dans le *Nouveliste* du 16.

« Les paquebots de la correspondance d'Afrique ne sont point encore signalés au moment où nous mettons sous presse. »

Nouvelles diverses.

— Le paquebot la Ville-de-Bordeaux, a quitté Alger le 6 de ce mois. Au moment de son départ d'Alger, le bruit courait dans cette ville que le maréchal Bugeaud avait pénétré chez les Flittas et que sa colonne avait exécuté, dans cette tribu si remuante, une razza considérable ; plus de cinq cents Arabes seraient restés au pouvoir de nos soldats, qui se seraient emparés d'une énorme quantité de bétail.

Milamah, le 5 décembre 1843, à 2 h. 1/2.

Abd-el-Kader s'est retiré en toute hâte vers le Djebel-Amour. Il s'est débarrassé à vil prix de ses troupeaux. Les colonnes de l'ouest qui cherchent à lui barrer le passage l'inquiètent beaucoup.

Le général Jauré, après s'être ravitaillé le 2 à Tanakia, en avant de Teniet-el-Hadad, s'est mis en marche le 3 à la poursuite de l'émir, ayant pour douze jours de vivres.

Le lieutenant-général Bédouin était à Goudjila le 7, ayant quatre à cinq cents chevaux de gym. Il doit partir de concert avec le général Jusuf.

Le maréchal était le 1^{er} décembre sur l'Oued-Melanaïa, fraction des Flittas.

Le colonel de Saint-Arnaud est en ce moment chez les Beni-Hidja. Les Beni-Rached sont rentrés chez eux ; ils ont envoyé à Orléansville trois chevaux de Gada.

— On lit dans le *Globe* :

« Nous recevons d'une source qui doit être sûre, des bruits concernant l'intention de sir Robert Peel de se retirer immédiatement.

— Le 11 a eu lieu à la Sorbonne l'ouverture du cours de M. Lenormand. L'amphithéâtre était rempli une heure au moins avant que le professeur parût dans sa chaire. On remarquait dans l'auditoire M. le comte de Montalembert, plusieurs ecclésiastiques et quelques hommes de lettres. A peine le professeur a-t-il paru que des cris tumultueux se sont fait entendre. Les uns demandaient M. Quinet, les autres criant : A bas M. Guizot ! les autres, enfin, tournaient leurs railleries contre Eschobar et les jésuites. M. Lenormand a fait sa leçon au milieu des cris et des interruptions d'une quarantaine de jeunes gens, qui étaient debout au fond de l'auditoire ; le professeur n'a pas perdu un seul instant sa présence d'esprit ; interrompu, au moment où il allait quitter sa chaire, par un jeune homme qui lui a demandé quelles étaient ses opinions politiques : « J'aurai occasion, a-t-il dit, de vous les faire connaître, quand nous passerons en revue le dix-neuvième siècle et vous verrez qu'ils sont à l'unisson des sentiments généreux et des idées patriotiques qui animent le pays. » La séance a été levée. (L'Esprit public.)

— La maison des frères de St-Dominique établie par le R. P. Lacordaire, dans le faubourg St-Germain, avec l'autorisation du gouvernement, va être prochainement inaugurée. On annonce que 40 frères y entrèrent en commençant. Cette maison a pour but principal de fournir des prédicateurs.

— D'après une correspondance particulière de Vienne, le duc de Bordeaux serait en négociations pour l'achat du domaine d'état de Wiener-Neustadt. Le baron de Sina, à ce qu'on assure, a offert un million huit cent mille florins, pour l'acquisition de cette propriété. Il paraît que, si le duc de Bordeaux en devient possesseur, il y fixera sa résidence.

— On lit dans la *Gazette des Postes de Francfort* :

« Les arrestations continuent dans le grand duché de Posen. Beaucoup de nobles ont été incarcérés. Le directeur de police Bunker récemment arrivé ici, va s'occuper de rechercher les ramifications de la conspiration dans les campagnes. Il commencera par la contrée de Koscieszin.

On ne sait pas encore positivement quel jour le complot devait éclater, mais il n'est pas douteux que la propagande de Paris et de Bruxelles, ne soit la cause de ces odieuses menées.



L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIS de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLIVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (Corse).

D'ordinaire à l'approche de la session, la presse s'élève, discute et réagit, à sa manière, ce qu'on est content de voir. Elle appelle les questions de cabinet. Chaque jour on se demande quelle sera l'issue du débat de l'adresse et propose le ministère qui devra infailliblement sortir de l'urne du scrutin. Cette année, la presse est plus sobre de prophéties et il semblerait, à en juger d'après sa réserve, qu'elle ne compte pas trop sur la chute du cabinet. On parle bien, il est vrai, de telles et telles combinaisons, mais on en parle timidement et ces propos ne passent pas les proportions de la chronique. Cette discrétion cache-t-elle des intrigues secrètes qui se dissimulent pour mieux réussir, ou un manque de confiance dans la succès? Nous ne savons : mais bientôt le mystère sera dissipé; les partis joueront cartes sur table et dans quelques jours, la tribune législative ouverte, chacun fera entendre tout haut ses espérances, ses désirs, manifestera son plan de campagne.

En attendant, la presse agit la question de la réforme électorale. C'est là le grand thème qu'on exploite, chacun à sa manière, de son point de vue et aussi avec son arrière pensée secrète mais qui n'est pas de déviner. Cette explication fait comprendre tout d'abord pourquoi l'accord est difficile et comment le désordre s'est mis dans les camps rivaux, avant même qu'on ait entamé sérieusement le débat. On parle d'un congrès de la presse, auquel seraient convoqués toutes les nuances de l'opposition et qui doit s'ouvrir à Paris le 26 de ce mois. Nous verrons ce qui sortira de cette réunion, et nous espérons que nous aurons, mais à l'avance, et d'après ce qui se passe, il est facile de pressentir, que ce congrès n'aboutira à rien ou qu'il donnera une solution qui mécontentera tout le monde; au fond c'est la même chose.

Ce n'est pas tout de vouloir un moyen, il faut encore et surtout être d'accord sur le but auquel conduira ce moyen. Vous voulez la réforme électorale à tel ou tel degré, dans telles ou telles conditions; c'est bien, mais si vous tendez directement ou indirectement au renversement de nos institutions; si vous ne la sollicitez que pour aboutir à une révolution pacifique ou violente, c'est un devoir pour ceux qui ne veulent pas aboutir à des ruines certaines, la reconstruction de meurant incertaine, de s'opposer à vos desirs, et agir autrement, ce serait jouer le rôle assez triste de dupes. Tout le monde n'est pas ingénu au point de faire, à ses dépens, les affaires d'autrui et ce sera là, nous en sommes convaincus, la pierre d'achoppement contre laquelle viendra se briser le congrès annoncé.

Il est bien évident que la réforme électorale n'est pour le National et la Gazette qu'un moyen et non un but. Ces journaux ne sollicitent pas la réforme pour elle-même, mais pour le profit qu'ils espèrent en tirer dans l'intérêt de leurs principes. Ils croient que le nombre des électeurs accru, il sera plus facile, chacun dans son système, de les influencer, de les déterminer. La foule raisonne peu et se passionne beaucoup; on peut l'entraîner facilement, lui faire dépasser le but qu'elle voulait elle-même atteindre, et confisquer à son profit ses instincts, ses sympathies et ses passions bonnes ou mauvaises. L'on compte là-dessus et voilà pourquoi on demande la réforme. Si la question était réduite à ses proportions; si l'on se passionnait pour elle seule, elle exciterait moins de fracas et d'ardeur. L'enthousiasme grandit par le but à atteindre et plus on élève le but, plus on se figure et plus on s'efforce de croire et de faire croire qu'il est grandiose et que, lui gagné, tout sera pour le mieux dans le meilleur des gouvernements possibles, plus on met d'entrain et de verve dans les efforts à faire. A cela nous n'avons rien à dire. Le prosélytisme a ses privilèges et ses déceptions, mais ceux qui pensent que ce prosélytisme, quelque convaincu qu'il soit, ne peut être que dangereux, y prêtent les mains, le laissent faire et l'aident dans son œuvre, c'est ce qu'il est plus difficile d'admettre.

Ainsi l'œuvre de la réforme est-elle déjà compromise par ces conséquences qu'il est facile d'entrevoir et voilà pourquoi le National qui est bien qu'avertir l'ennemi c'est le mettre sur ses gardes, déclare qu'il n'aurait pas pris, lui, l'initiative du congrès, mais qu'il le subira, pour ainsi dire. Cette prudence assez sage, après tout, mais qui ne peut tromper personne, est assez mal vue par la Reforme, journal plus confiant dans le succès et qui voudrait aller droit et énergiquement au but. La diplomatie lui convient médiocrement et il ne s'inquiète pas trop de voir la cause de la réforme compromise par le concours de l'école démocratique; et il traite assez rudement ce qui pourrait appeler les pruderies du National.

Mais ces pruderies, qu'on les croie ou qu'on les cache, cela ne change en rien l'état de la question. Il est bien évident qu'alors que le National ou la Gazette ne prendraient pas les devants et se contenteraient de venir à la suite, ce serait, au fond, la même chose. Tout le monde voit aujourd'hui que cette question de réforme posée, avec les dispositions de ces partis extrêmes, est pour eux un gâta, un succès et un échecement à de nouvelles concessions. Sans doute le Siècle qui a donné son avis sur ce sujet, d'une façon assez timide et de manière à faire mettre son patriotisme à l'index par les feuilles radicales; sans doute le Constitutionnel, qui garde le silence le plus discret et qui, peut-être, n'en pense pas plus à cet égard, ne demanderait pas mieux que de se saisir de la réforme comme d'une machine de guerre, contre la machine à vapeur, mais nous ne sommes pas de ceux qui se laissent entraîner à la suite; Isabelle résiste, Jean son frère survient heureusement, et Nicolai se retire. — Huit jours après, la jeune fille et sa vieille mère se trouvaient à leur aise. Jérôme est encore là; il poursuit de ses protestations d'amour Isabelle qui le repousse et le force à se retirer. Le lendemain 29, une cérémonie funèbre attirait la foule à l'un des bâteaux de Linguizzetta. Isabelle s'y rendait avec sa mère, lorsque sur la chemin, Nicolai vient encore les attrister de sa présence; la jeune fille se recroie; des témoins sont là qui l'entendent dire : *Cessez de me poursuivre. Jamais je ne serai la femme d'un homme condamné pour vol. Irrité, Nicolai lui dit : bientôt je te ferai pleurer. Effrayée de lui voir prendre le chemin qui mène à Maccabellu, où Jean Sacripanti travaillait à son champ, la mère d'Isabelle, envoie son jeune neveu auprès de Jean pour l'avertir que peut-être Nicolai va tenter à ses jours, qu'il se tienne sur ses gardes. Quelques instants après, et lorsque l'enfant était de retour, Jean Sacripanti est frappé par derrière de deux balles dont l'une déchire les poumons et l'autre se fait jour à travers les intestins. — M. l'avocat général conclut de tous ces faits, que Nicolai quelque temps caché dans les makis qui entourent le champ de Maccabellu, a profité du moment où la victime lui tournait le dos, pour l'immoler traîtreusement à son ressentiment. C'est dès lors un meurtre prémédité; que Nicolai subisse la peine des assassins.*

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

PRÉSIDENCE DE M. LE CONSEILLER GAVINI.

Audience des 16, 17 et 18.

Le 29 juillet 1844, dans les environs de Linguizzetta deux détonations se font entendre : Jean Sacripanti expirait la poitrine déchirée par deux balles.

Jérôme Nicolai dit Bartoli avait avoué avoir fait feu de son pistolet sur le malheureux Sacripanti; celui-ci de son côté avait déclaré son fusil sur Nicolai.

Ces faits incontestés, restait pourtant encore à établir qu'il y avait eu de la victime, avait le premier tiré sur son adversaire. — La voix publique, née au moment de crime, le qualifiait d'assassin. Cependant en octobre de la même année, il était avéré dans le pays que Nicolai n'avait fait que répondre par un coup de pistolet à un coup de fusil tiré sur lui.

Il est vrai qu'à cette même époque, des gens de bien avaient interposé leur médiation, et un traité de paix avait été conclu entre les deux familles ennemies. Déjà nous avons appris à nos lecteurs que Bartoli était volontairement constitué prisonnier, pour obéir à ce traité, où il était dit aussi que les Sacripanti auraient abandonné l'accusé à la seule action de la justice, sans chercher eux-mêmes à aggraver la position de Nicolai, en faveur duquel la famille de la victime reconnaissait l'excuse de la provocation.

Cependant, dès que Jérôme a été mis en prison, les Sacripanti changent de langage; ce n'est plus Jean qui, le premier, a fait feu sur Nicolai; Jean n'a tiré que dans l'intervalle des quelques secondes qui ont séparé la première détonation de la mort de cet infortuné.

C'est en cet état que le procès arriva devant le jury. Deux audiences ont été consacrées à l'audition de 20 témoins. M. Sigaudy retrace ensuite les faits du procès, il remonte aux circonstances qui l'auraient fait naître, il dit qu'une vive animosité existait entre les deux familles Nicolai et Sacripanti. Ces derniers, paraissent pas avoir été étrangers à une condamnation pour vol prononcée en 1839 contre l'accusé Nicolai; aussi, ce dernier avait-il promis de s'en venger, et en sortant de prison, à l'expiration de sa peine, il menaçait de se venger la famille ou, plus tard, il cherchait une victime.

— Quelques temps avant le crime, un homme se tenait en embuscade près d'une maison où Jean Sacripanti passait, le veille. Surpris cet homme se sauve, et l'on reconnaît Jérôme Nicolai. — Quelques jours après, ce même Bartoli était en gât-à-pens devant la maison même des Sacripanti. — Une réconciliation vient pourtant, en juillet 1844, faire taire un instant toutes les appréhensions.

Jérôme, quoique vivant en concubinage avec une femme qui lui avait donné deux enfants, s'était épris des charmes d'Isabelle Sacripanti. Constamment attaché à sa suite, Isabelle résiste, Jean son frère survient heureusement, et Nicolai se retire. — Huit jours après, la jeune fille et sa vieille mère se trouvaient à leur aise. Jérôme est encore là; il poursuit de ses protestations d'amour Isabelle qui le repousse et le force à se retirer. Le lendemain 29, une cérémonie funèbre attirait la foule à l'un des bâteaux de Linguizzetta. Isabelle s'y rendait avec sa mère, lorsque sur la chemin, Nicolai vient encore les attrister de sa présence; la jeune fille se recroie; des témoins sont là qui l'entendent dire : *Cessez de me poursuivre. Jamais je ne serai la femme d'un homme condamné pour vol. Irrité, Nicolai lui dit : bientôt je te ferai pleurer. Effrayée de lui voir prendre le chemin qui mène à Maccabellu, où Jean Sacripanti travaillait à son champ, la mère d'Isabelle, envoie son jeune neveu auprès de Jean pour l'avertir que peut-être Nicolai va tenter à ses jours, qu'il se tienne sur ses gardes. Quelques instants après, et lorsque l'enfant était de retour, Jean Sacripanti est frappé par derrière de deux balles dont l'une déchire les poumons et l'autre se fait jour à travers les intestins. — M. l'avocat général conclut de tous ces faits, que Nicolai quelque temps caché dans les makis qui entourent le champ de Maccabellu, a profité du moment où la victime lui tournait le dos, pour l'immoler traîtreusement à son ressentiment. C'est dès lors un meurtre prémédité; que Nicolai subisse la peine des assassins.*

M. Suzoni ne voit qu'un meurtre excusable là où l'accusation retrouve les caractères de l'assassinat; il est certain, et le ministère public en convient lui-même, que Jean Sacripanti a déchargé son fusil sur Nicolai. Si ce fait est vrai, l'on doit dire aussi que le coup de fusil a précédé le coup de pistolet. Telle a été, pendant quel que temps, l'opinion de la famille Sacripanti; et si n'en était pas ainsi, l'accusé ne se serait pas volontairement constitué.

Le défenseur de Nicolai fait même résulter l'excuse de la provocation, de faits matériels reconnus constants par le ministère public. — L'accusé savait qu'à Maccabellu Jean Sacripanti était en compagnie d'un cousin armé comme lui d'un fusil; était-il présumable qu'un homme muni d'un seul pistolet, ait eu l'audace d'en attaquer deux qui pouvaient, de leurs fusils, repousser avantageusement une agression? — Est-il présumable d'ailleurs que Sacripanti, armé et prévenu, ait donné

STATISTIQUE JUDICIAIRE.

Les Séparations de Corps. — Dans un espace de sept ans (1837-43), les tribunaux de première instance se sont vus déférer 6,183 demandes en séparation de corps. Le relevé ci-joint montre que le nombre va croissant avec rapidité : 1837, 643; 1838, 807; 1839, 779; 1840, 940; 1841, 957; 1842, 962; 1843, 1077. — C'est entre la première et la dernière année de cette liste un accroissement de 334 demandes, soit de 70 pour cent environ. Il est à remarquer qu'il existe une différence énorme entre le nombre de demandes formées par des femmes et le nombre de celles qui sont réclamées par les maris. Sur cent demandes, il s'en est trouvé 94 venant du côté de l'épouse; en effet, sur le chiffre ci-dessus de 6,183, on a compté 3,738 demandes formées par la femme, et 245 présentées par le mari.

Les cinquièmes au moins de pareilles requêtes sont basées sur des sévices ou injures graves; 3,581 plaintes de ce genre ont été articulées; il est assez rare qu'un mari vienne demander aux tribunaux justice de ce que sa femme l'a cruellement maltraité ou de ce qu'elle a fait tomber sur lui un torrent de paroles outrageantes; la chose s'est pourtant représentée 106 fois en trois ans. — L'adultère a motivé 615 demandes; à l'égard de 256, c'était la femme qui était coupable, et quant aux 359 autres, les torts étaient du côté de l'époux. Le nombre des demandes occasionnées par semblable cause, s'augmente dans une progression notable; il avait été de 56, terme moyen par an, durant les trois années 1837-39, il est arrivé à 104 pendant les trois années 1841-43. — Dans une période de 4 ans, sur 3,961 ménages qui se sont vus dénuier une demande en séparation, 66 ne comptaient pas encore un an de durée, 1,152 étaient unis depuis 10 à 20 ans, 753 l'étaient depuis plus de vingt ans. — Les demandes en séparation se forment surtout dans les ménages où il n'y a point d'enfants, où les considérations du résultat fâcheux de semblables démarches sur l'avenir d'une jeune famille sont nulles. En effet, sur 4,314 demandes, il y en a 1,790 formées pour séparer des existences dont l'union était demeurée stérile.

Si l'on cherche de quelle façon les demandes en séparation de corps se répartissent entre les diverses provinces de la France, on arrivera à constater sous ce rapport les inégalités les plus frappantes. Le département de la Seine peut à lui seul revendiquer le dixième à peu près du total; en quatre ans, il en a offert 562. Après lui viennent les départements qui l'entourent; la Seine-Inférieure, 190 en quatre ans; le Calvados, 162; l'Eure, etc. Tout à l'autre extrémité de la liste, sont quelques départements du centre et ceux des régions pyrénéennes. L'Indre, l'Ariège, les Landes, les Hautes-Alpes, la Corse, ne présentent d'ordinaire qu'une seule requête du genre qui nous occupe; quelquefois même il n'y a pas un seul exemple. Quatre ou cinq de ces départements, avec population réunie égale à celle de la Seine, n'arrivent ainsi qu'à six ou sept séparations, tandis que Paris s'élève au delà de 200. La statistique démontre ainsi combien les habitudes de la vie dans une capitale sont funestes à la paix des ménages.

Ajoutons que sur 6,185 demandes sur lesquelles les tribunaux ont eu à prononcer, 4,445 ont été admises, 575 (9 pour 100 environ) ont été rejetées, 1,160 rayées du rôle. Le ministère de la justice a fait constater pour plus de 6,000 demandes de séparation la profession du mari; il résulte de cet examen que les classes nombreuses du besoin, celles où l'instruction est répandue, sont celles qui réclament le plus souvent la rupture de liens devenus trop lourds. En effet, durant la période des sept années, que nous avons indiquées, 2,440 demandes concernaient des propriétaires, des rentiers, des personnes exerçant des professions libérales; 1,605 regardant des commerçants; des cultivateurs et des ouvriers se partageaient les 2,000 autres demandes. Qu'on songe à l'immense supériorité de nombre qu'offrent les classes laborieuses, et la disproportion devient énorme. (Quotidienne.)

VARIÉTÉS

Nouvelle méthode d'enseignement élémentaire de la langue française, par M. Angeli, directeur de pension, à Toulouse.

De tous les ouvrages élémentaires que l'on met entre les mains des jeunes enfants, il n'en est pas de plus précieux, à notre avis, qu'une bonne grammaire française. Or, il est remarquable que la plupart des livres qui traitent des principes de notre langue, se ressemblent tellement, en ce qui concerne le plan et la méthode, qu'on reconnaît, au premier aperçu, qu'ils sont calqués les uns sur les autres, quelque habileté que l'on mette d'ailleurs à déguiser cette ressemblance. Ce ne sont en effet, le plus ordinairement, que des définitions et des règles appuyées d'exemples très-peu nombreux, et présentées d'une manière si abstraite, si métaphysique, que la jeune intelligence de l'élève s'épuise en efforts superflus, et que souvent le découragement, l'ennui et le dégoût, succèdent à cette ardeur salutaire pour l'étude sans laquelle tout progrès lui devient impossible.

De ce que la généralité de nos grammairiens a adopté un système unique dans l'enseignement de notre langue, s'ensuit-il qu'il ne puisse pas en exister un meilleur? Nous ne l'avons jamais pensé, et nous le pensons moins encore aujourd'hui que nous avons examiné

avec la plus grande attention un petit ouvrage en trois volumes in-12, intitulé : *Enseignement élémentaire de la langue française, par M. Angeli, directeur de pension, à Toulouse.* Une longue expérience a appris à l'auteur de ce consciencieux travail quel est le langage qu'il convient de parler à de jeunes intelligences, pour leur présenter, pour ainsi dire, les théories sous une forme sensible, et leur faire aborder sans efforts toutes les difficultés dont notre langue est hérissée. C'est donc au milieu de ses élèves, et en étudiant la meilleure méthode à suivre pour leur inculquer ses leçons, qu'il a écrit son livre. Cette méthode est donc éprouvée; elle a déjà produit les plus heureux résultats; et puis, l'expérience a prononcé son arrêt infaillible sur les avantages immenses qu'un professeur et ses élèves peuvent retirer de son application, il ne nous reste qu'à faire une analyse succincte des deux petits volumes dans lesquels elle est exposée dans tous ses détails.

Le premier volume comprend la théorie. — Sous le titre de notions préliminaires, l'auteur a fait une introduction des mieux conçues, dans laquelle l'enfant apprend d'abord ce qu'il est, d'où il vient, et quelle est sa destinée dans l'ordre physique et intellectuel. Puis, il l'aide d'exemples parfaitement choisis et d'une admirable simplicité, il se fait une idée exacte du but qu'il doit atteindre par l'étude des sensations, des organes des sens, des affections de l'âme, du raisonnement, de la mémoire, des devoirs ou objets du corps et de l'esprit, des qualités et des rapports qui peuvent exister entre les êtres, enfin, de la langue et de l'écriture. — Après ces notions préliminaires, l'étude grammaticale commence. D'abord, l'auteur définit purement et simplement les dix classes de mots qui entrent tour-à-tour ou simultanément dans la composition d'une phrase; mais chaque définition ne se présente que comme une conséquence naturelle et forcée d'exemples nombreux qui la précèdent. Puis, il reprend une à une ces dix classes de mots, en fait connaître avec détail la nature et l'essence, et les considère sous le double rapport des modifications qu'elles subissent et du rôle qu'elles jouent dans le discours. Plus loin, dans un chapitre intitulé : *formation, orthographe et prononciation des mots*, il place tous les mots simples ou primitifs à côté de leurs composés ou dérivés, il présente un excellent traité des expressions figurées, des figures vicieuses, des terminaisons régulières des verbes; enfin, il offre un tableau complet des verbes irréguliers, et il indique l'emploi de tous les signes orthographiques. Là se termine la première partie du premier volume.

La seconde partie, qui a pour titre : *Syntaxe des mots*, embrasse une si grande variété de détails sur les diverses propositions logiques ou grammaticales, sur les genres, les modifications, l'orthographe et les fonctions des mots simples ou composés, enfin, sur les locutions adoptées ou vicieuses, qu'il nous devient impossible d'en faire une courte analyse. Nous nous bornerons à dire qu'elle peut être considérée comme un résumé lucide, exact et précieux, d'une foule d'ouvrages qu'on ne se procure qu'à grands frais, tels que : la *Grammaire des Grammaires*, la *Grammaire nationale*, etc., etc., livres volumineux où les principes de notre langue sont noyés dans des raisonnements, des théories, et quelquefois des polémiques interminables. Ici, au contraire, toutes les difficultés grammaticales sont exposées dans un ordre parfait et avec la plus grande simplicité; la solution est donnée sous la forme la plus simple et la plus accessible; les principes de la grammaire sont exposés avec une clarté et une précision remarquables, et sous ce rapport, nous croyons que le livre de M. Angeli se place marqué dans les bibliothèques de tous nos écrivains. Mais, ce qui est le plus singulièrement le mérite, comme ouvrage élémentaire, c'est le plan qu'il a suivi et la méthode qu'il

a employée. Nous ne saurions trop le répéter, de nombreux exemples choisis, les définitions et les règles, qui n'en sont que les corollaires naturels et indispensables. Ces exemples d'ailleurs sont puisés aux sources les plus pures. Chacun d'eux est un leçon de civisme, de morale ou de religion; de sorte qu'on peut dire que l'élève qui y cherche les principes de la vie de bien parler et de bien écrire, y trouve en même temps des pensées pénétrantes et saintes, qui l'instruisent de tous ses devoirs, et fécondent ensemble, dans son cœur les germes ineffables de toutes les vertus.

Le second volume de cette intéressante publication, n'est que l'application de la théorie développée dans le premier. L'auteur a voulu, comme il le dit lui-même dans sa préface, que les enfants pussent acquérir, sur tout ce qui nous touche ici-bas, des idées simples et saines, qui réglassent leur cœur, en même temps qu'elles développeraient leur esprit; qu'il y eût enfin enseignement moral aussi bien qu'instruction grammaticale. — Pour atteindre ce double but, il a puisé abondamment dans un livre justement estimé, qui a pour titre : *L'Homme et le monde*, et que M^{re} Amable Tastu a calqué sur un ouvrage recommandable de l'italien C. Cantu. — Puis il a reproduit quelques passages qui traitent de l'enseignement de la langue maternelle mis au service de la culture du cœur, et qui sont extraits d'un autre ouvrage non moins éminent, récemment couronné par l'Académie française, et dont l'auteur, le P. Grégoire Girard, occupe une place distinguée parmi ses moralistes et nos littérateurs. — Tous ces morceaux d'élite sont divisés par paragraphes, qui correspondent à chacune des règles expliquées dans le premier volume. La tâche de l'élève consiste à reconnaître et à souligner successivement les diverses classes de mots, à soumettre à l'analyse grammaticale et logique toutes les propositions dont ils se composent, et enfin, à étudier, en elles-mêmes, toutes les pensées morales et religieuses qui y fourmillent.

Notre mission de critique est accomplie, et nous sommes heureux de dire à M. Angeli qu'il a été bien léger et bien doux pour nous. Nous pensons que son œuvre consciencieuse, considérée sous le double point de vue de la méthode et des sympathies des hommes de bien, et nous sommes convaincus que les pères de famille et les personnes qui se vouent à l'enseignement de la jeunesse, s'empresseront de lui donner leur entière approbation. E. P.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 11 décembre, bat. à vap. Télégraphe, français, de 53 tx, c. Lota, passagers.
Marseille, 14 id. bat. St-Antoine, français, de 29 tx, c. Agostini, farine.
Gênes, 13 id. bat. Jésus-Marie, sardes, de 18 tx, c. Bausa, ris, pâtes.
Livourne, 14 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 38 tx, c. Battisti, passagers.
Livourne, 14 id. mistick Assomption, français, de 39 tx, c. Stretti, blé, matériaux.
Livourne, 14 id. golette Assomption, français, de 32 tx, c. Thiers, blé et div.

Marseille, 17 id. paquebot Bastia, de l'État, de 120 ch. c. Santi, dépêches.
Marseille, 12 décembre, paquebot Ajaccio, français, de 120 ch., c. Blane, dépêches.
Livourne, 15 id. bat. à vap. Pozzo di Borgo, français, de 38 tx, c. Battisti, passagers.

Le Gérant, M. TARTAROLI.

QUINZE MILLE ABONNÉS EN DEUX MOIS!

TROIS MOIS :

PARIS, 51 fr.
DÉPARTEMENTS, 13

L'ÉPOQUE

SIX MOIS :

PARIS, 23 fr.
DÉPARTEMENTS, 20

JOURNAL COMPLET ET UNIVERSEL.

Le plus grand de tous les Journaux connus, tous les Journaux en un seul.

L'ÉPOQUE, au même prix pour les départements que la Presse (13 francs pour trois mois), public quotidiennement :

- 6° Un JOURNAL COMPLET DE TRAVAUX PUBLICS;
- 7° Un JOURNAL COMPLET D'ADMINISTRATION ET D'INDUSTRIE;
- 8° Un JOURNAL COMPLET DES SCIENCES ET DE MÉDECINE;
- 9° Un JOURNAL BIBLIOGRAPHIQUE;
- 10° Un JOURNAL LITTÉRAIRE, contenant : 1° Une Revue des Théâtres; — 2° Une Revue des Beaux-Arts, des modes; — 3° Un Compte-rendu des Académies; — 4° Tous les Lettres de Grèce, Courrier du monde; — 5° Les Lettres de Grèce d'ALPHONSE KARR; — 6° Et tous les jours, sans aucune interruption, un FEUILLETON ROMAN, dû à la plume de nos écrivains les plus célèbres.
- 11° Un JOURNAL CHARIVARIQUE.

L'ÉPOQUE publie, en ce moment LA GORGONE, par M. G. DE LA LANDELLE, drame existant, peinture fidèle des mœurs de nos marins, qui emprunte un grand intérêt d'actualité à des événements contemporains et aux poignantes émotions de la vie intime.

Les Abonnés du 15 décembre et du 1^{er} janvier recevront tout ce qui aura paru de LA GORGONE. Il sera, en outre, délivré, à titre de prime, à tous ceux qui s'abonneront, pour trois mois au moins, LE ROMAN COMPLET DE GEORGES SAND, INTITULÉ :

LE PÉCHÉ DE MONSIEUR ANTOINE.

(Ce roman va être publié en quatre volumes au prix de 36 francs.)

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

à son adversaire le temps de tirer sur lui? ne doit-on, assez provoqué du reste par le coup de pistolet que Vignoli a tiré sur Marsilj.

Le jury a usé de la plus grande indulgence, en faveur de ces deux accusés, qui ont été déclarés coupables de tentative de meurtre avec provocation et circonstances atténuantes, Vignoli a été condamné à 2 ans de prison; Marsilj, qui le jury n'a déclaré coupable que de blessures simples provoquées, a été condamné à 3 mois de la même peine.

SIMPLE RAPPROCHEMENT.

Il n'est pas d'affaire criminelle un peu importante qui ne prête au Ministère public l'occasion de s'élever contre les crimes étonnables qui se commettent dans ce pays. — Il y a quelques jours, un avocat disait aux assises que les crimes les plus épouvantables ne se commettaient pas en Corse, et que le continent en offrait de bien plus odieux. L'officier du parquet, occupé au siège du Ministère public, ne voulut pas accepter cette assertion du défenseur; et cependant, le jour où cet incident surgissait à Bastia, à Monibicion, l'on condamnait deux paricides. — Deux jours après, à Grenoble, on jugeait un enfant de 15 ans, qui, armé par le nommé Bonard, son père, avait, de guet-à-pens, tué sa propre mère d'un coup de pistolet. — En même temps, la cour d'assises de Seine-et-Loire condamnait à mort un homme qui, non content d'avoir séduit sa propre fille, âgée de 17 ans, avait détruit l'enfant issu de ce commerce incestueux.

Audience du 18 (2^e affaire.)

Le 4 août dernier, André Calistri de Muro s'était rendu au moulin exploité par son ami Philippe-Marie Oberli. Occupé à faire des paniers, Calistri reçoit tout à coup sur la tête un sac vide lancé du haut du toit; persuadé qu'on a voulu se jouer de lui, André pénètre dans le moulin, s'arme d'un pistolet qui s'y trouvait; au moment où Oberli paraît sur le seuil, Calistri lache la détente et Oberli est blessé à la main gauche. Calistri, qui pensait que le pistolet ne contenait point de charge, se jette tout effrayé sur son ami dont il panse la blessure. Craignant cependant les conséquences judiciaires d'un pareil événement, Calistri bâtit aussitôt un système de défense: il dit qu'Oberli s'est blessé lui-même. La justice ayant informé, l'accusé s'est trouvé en contradiction avec tous les témoins entendus: aussi a-t-il été renvoyé aux assises sous la prévention de tentative de meurtre.

M. Levie trouve l'accusation suffisamment établie, il demande dès lors que l'on punisse Calistri déjà condamné une première fois à 10 jours de prison pour coups et blessures et condamné ensuite à 6 jours de la même peine pour vol d'une pipe de la valeur de 5 cent.

M. Piccioni dit que son client n'avait pas l'intention d'attenter aux jours de son ami, il n'y a des lors pas de tentative de meurtre. Si une blessure a été rapportée par Oberli, elle n'a pas entraîné une incapacité de travail provoquée, le délit de Calistri devient donc excusable.

— Le jury a pleinement accueilli ce système et Calistri a été condamné à 5 mois de prison.

Audience du 19 (1^{re} affaire.)

Une vive mésintelligence régnait entre deux jeunes gens de Matra, les nommés Dominique Vignoli et Philippe-Marie Marsilj. Dans les premiers jours d'août dernier, un dommage causé dans le jardin de Vignoli par des animaux appartenant à Marsilj amena entre les deux jeunes gens une lutte à coups de poing: quelques jours après, cette lutte se renouvelle à la suite d'un second dommage; mais cette fois l'encre sans conséquences graves. Le 28 du même mois vers les 10 heures du soir, les deux jeunes gens se rencontrent sur le chemin de Moita, près du ruisseau dénommé *Pesto*; un coup de pistolet est tiré sur Marsilj qui, blessé au fémur droit se met à la poursuite de Vignoli, l'atteint et lui porte plusieurs coups de couteau. Mis en accusation, il doit répondre devant le jury des crimes de tentative d'assassinat, et de tentative de meurtre.

Contre Vignoli, sur lequel pèse la première de ces accusations, M. Levie dit que l'accusé irrité d'avoir été deux fois battu par Marsilj conservait contre ce dernier un bien vif ressentiment; qu'après avoir rencontré son adversaire, il l'avait laissé devancer pour tirer tristement sur lui. — Dans ces faits, le ministère public retourne le caractère de la préméditation. Pour ce qui regarde Marsilj, l'accusation dit que la multiplicité des blessures qu'il a faites à son adversaire, prouve de la criminalité de ses intentions: évidemment il en voulait à la vie de son agresseur; il s'est dès lors rendu coupable de tentative de meurtre provoquée.

Dans l'intérêt de Vignoli M. Caraffa soutient qu'une lutte s'est engagée entre les deux accusés, que Marsilj aurait le premier donné un soufflet à Vignoli, et que ce n'est qu'après avoir été ainsi maltraité, que cet accusé aurait fait usage de son pistolet: il n'y aurait dès lors plus de préméditation; il y aurait au contraire l'excuse de la provocation. M. Casabianca a fini par les faits établis par le ministère public à l'encontre de Vignoli; quant à Marsilj, il ne peut, dit son défenseur, être considéré comme meurtrier: il n'a fait que de simples blessures dont la durée n'a pas dépassé 20 jours, il ne s'est dès lors rendu coupable que d'un simple dé-

lit, celui de la tentative de meurtre.

Le jury a usé de la plus grande indulgence, en faveur de ces deux accusés, qui ont été déclarés coupables de tentative de meurtre avec provocation et circonstances atténuantes, Vignoli a été condamné à 2 ans de prison; Marsilj, qui le jury n'a déclaré coupable que de blessures simples provoquées, a été condamné à 3 mois de la même peine.

SIMPLE RAPPROCHEMENT.

Il n'est pas d'affaire criminelle un peu importante qui ne prête au Ministère public l'occasion de s'élever contre les crimes étonnables qui se commettent dans ce pays. — Il y a quelques jours, un avocat disait aux assises que les crimes les plus épouvantables ne se commettaient pas en Corse, et que le continent en offrait de bien plus odieux. L'officier du parquet, occupé au siège du Ministère public, ne voulut pas accepter cette assertion du défenseur; et cependant, le jour où cet incident surgissait à Bastia, à Monibicion, l'on condamnait deux paricides. — Deux jours après, à Grenoble, on jugeait un enfant de 15 ans, qui, armé par le nommé Bonard, son père, avait, de guet-à-pens, tué sa propre mère d'un coup de pistolet. — En même temps, la cour d'assises de Seine-et-Loire condamnait à mort un homme qui, non content d'avoir séduit sa propre fille, âgée de 17 ans, avait détruit l'enfant issu de ce commerce incestueux.

Un ordonnance royale du 6 décembre détermine ainsi le montant de l'indemnité établie au profit des juges de paix par l'art. 1^{er} de la loi du 20 juin 1845:

« En cas de transport à plus de cinq kilomètres du chef-lieu du canton, à 5 fr.

« En cas de transport à plus d'un myriamètre, à 6 fr.

« Si les opérations durent plus d'un jour, l'indemnité est fixée, suivant la distance, à 5 ou 6 fr. par jour. »

colant, sous le nom de M. le comte de la Corne, en date du 12 agents-voyers cantonnaux; après plusieurs considérations cet arrêté contient les dispositions suivantes:

Art. 1^{er}. A partir de 1846, il sera institué dans le département de la Corse, cinquante huit agents assermentés qui prendront le titre d'agents-voyers cantonnaux et devront résider dans le canton ou dans la circonscription qui leur sera assignée.

Art. 2. Les fonctions de chaque agent-voyer cantonal consisteront principalement:

1. A remettre aux maires de sa circonscription les avertissements destinés à faire connaître aux prestataires les jours et les lieux où ils devront fournir leurs journées de l'année courante;
2. A prendre l'avis desdits fonctionnaires pour que l'autorité supérieure puisse fixer ultérieurement les époques auxquelles devront être employées les prestations de l'année suivante, et indiquer les chemins à réparer;
3. A surveiller pendant les quatre mois fixés par le règlement l'emploi des prestations non seulement dans la circonscription qui lui sera spécialement assignée, mais encore partout ailleurs où les besoins du service l'exigeront;
4. A constater la libération des prestataires, tant par les emargements sur les extraits des rôles que par la délivrance des quittances aux parties intéressées au bas des avertissements à souche;
5. A visiter une fois par an au moins en dehors de la durée des prestations tous les chemins vicinaux de leur circonscription et à rendre compte de leur état;
6. A constater par procès-verbaux toutes contraventions à la voirie vicinale;
7. A conserver les outils qui leur seront confiés pour le service des chemins vicinaux de sa circonscription;
8. A assurer l'exécution des arrêtés préfectoraux rendus en matière de voirie vicinale;
9. A surveiller l'exécution des travaux d'art et à faire les études qui pourront lui être confiées.

Art. 3. Le traitement de l'agent-voyer cantonal est fixé à 300 fr. par an; indépendamment de ce traitement, il lui sera alloué des indemnités proportionnées aux services qu'il aura rendus dans les cas prévus par l'article précédent, n° 6 et 9.

Art. 4. Si, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, l'agent était empêché de commencer ou de continuer la surveillance des prestations à lui assignées, soit dans la campagne de mars, avril et mai, soit dans celle de septembre, il devrait se faire remplacer à ses frais, et sous sa responsabilité personnelle, par un individu agréé par l'agent-voyer chargé de la direction des travaux qui sous en rendra compte immédiatement.

Art. 5. Dans le cas où l'agent cantonal ne présenterait pas une personne réunissant les conditions requises pour assurer le bon emploi des prestations, il serait remplacé d'office pour tout ou partie de la campagne,

et dans le cas où il lui serait fait une retenue de 25 fr. 50 c. pour chaque des jours pendant lesquels il aurait été empêché de travailler.

Art. 6. L'agent cantonal étant chargé de constater régulièrement l'entretien des prestations, sera responsable du prix des journées dont il aura indûment donné décharge.

Art. 7. Les concours sera ouvert à l'hôtel de la préfecture, le 10 février 1846, pour la nomination des cinquante-huit agents-voyers cantonnaux.

Art. 8. Pour être admis à concourir les postulants devront être âgés de 21 ans au moins et de 45 au plus. Leurs demandes d'admission écrites par eux-mêmes, et certifiées par le maire de leur résidence devront indiquer l'époque et le lieu de leur naissance, leur domicile, leur profession actuelle, les connaissances qu'ils possèdent et les emplois qu'ils auront précédemment remplis, ainsi que le canton où chacun d'eux desire être placé. Elles seront, en outre, accompagnées d'un certificat de bonne vie et mœurs, délivré par le maire de la résidence du postulant.

Ces demandes nous seront transmises par l'intermédiaire de MM. les sous-préfets ou de MM. les maires ou bien elles seront déposées directement à la préfecture avant le 10 janvier 1846.

Art. 9. Il sera donné avis aux postulants de l'admission ou du rejet de leur demande, et en cas d'admission, le jour où ils devront se présenter au concours.

Art. 10. Les examens auront lieu oralement et par écrit devant une commission dont les membres seront désignés par nous, et sur les matières suivantes:

- 1^{re} Les principes de la langue française;
 - 2^e Les quatre règles de l'arithmétique, les fractions décimales et la règle de trois simple;
 - 3^e Le système légal des poids et mesures;
 - 4^e Le mode de prendre et de rapporter un nivellement au niveau d'eau;
 - 5^e La description des moyens de raccorder sur le terrain deux alignements droits.
- Il sera tenu compte des connaissances plus étendues que posséderont les concurrents.
- Fait en l'hôtel de la préfecture, à Ajaccio, le 12 décembre 1845.

Lundi soir la tartane le *Précurseur*, du port de Bastia, était partie avec un chargement considérable pour Solenzara et Portovecchio. Un violent libeccio s'étant levé pendant la nuit et se maintenant dans la matinée du mardi, le *Précurseur* fut poussé vers le nord et le vent ayant brisé son mat dans la partie supérieure et privé, pour le moment de ses voiles, il se dirigeait vers l'île de Caprara, lorsque il fut rencontré par le *Vautour*, bateau à vapeur de la force de 160 chevaux, qui revenait d'Afrique et qui, sans doute, avait été poussé par le vent dans notre canal. Le *Vautour* donna d'abord un câble au *Précurseur*, après avoir fait monter à son bord son équipage, composé de quatre ou cinq hommes. Mais ce câble ayant causé quelques avaries au *Vautour*, ce dernier l'abandonna et se mit en mesure de ramener l'équipage à Bastia où il arriva en vue du port, à 2 heures.

Sans contester le service rendu à l'équipage du *Précurseur*, il n'y a qu'une voix parmi les marins de notre port pour blâmer la conduite du *Vautour* qui aurait pu facilement ramener au port le navire qu'il a abandonné. Malheureusement les trois bateaux à vapeur qui étaient dans le port, l'*Antipolo*, stationnaire de l'États, le *Télégraphe* et le *Commerce de Bastia*, de la Compagnie Valéry, étaient hors d'état de prendre la mer, par suite des réparations qu'ils subissent en ce moment: sans cette déplorable circonstance, un de ces bateaux aurait sans doute ramené le *Précurseur*, son équipage et sa cargaison.

Le *Vautour*, après avoir réparé dans la soirée et la nuit les avaries qu'il avait éprouvées, a repris la mer mercredi à midi.

Nouvelles diverses.

— Le *Morning-Herald* publie la nouvelle suivante, sous ce titre, en gros caractères:

DÉMISSION DU MINISTÈRE
(Resignation of the Ministry.)

« Le gouvernement de sir Robert Peel n'est plus. Tous les membres du cabinet ont donné hier leur démission, que Sa Majesté a daigné accepter. On croira facilement que nous regrettons cette détermination des conseillers de Sa Majesté; mais nous regretterions encore plus leur résolution unanime de sacrifier l'industrie nationale en la dépouillant de toute protection. »

— L'offre de démission de sir Robert Peel semble devoir produire, en Angleterre, des résultats beaucoup plus considérables que ceux que l'on en devait logiquement attendre. On devait croire que les torys n'auraient pas résisté aussi obstinément à leur chef, au mépris le plus éminent qu'ils possèdent, si leur obstination devait avoir pour conséquence la réintégration des

whigs dans le pouvoir. Maîtres de la majorité dans la chambre des communes et dans la chambre des lords, il n'était pas vraisemblable qu'ils consentaient les choses jusqu'à abdiquer, en quelque sorte, de leur plein gré, jusqu'à briser de leurs mains leur double majorité, et porter leurs adversaires aux affaires par l'aveu éclatant de leurs dissensions et de leur impuissance.

C'est toutefois ce que les nouvelles de Londres nous apprennent aujourd'hui. Les torys abandonnent sir Robert Peel et ne peuvent par eux-mêmes former une administration. Appelé par un courrier extraordinaire, lord John Russell est arrivé d'Ecosse. Il est allé voir la reine à l'île de Wight, et les journaux anglais annoncent qu'il est chargé de la formation d'un nouveau cabinet. Le *National* va plus loin, il publie la composition du nouveau ministère, dans lequel lord John Russell serait premier lord de la trésorerie; lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, ayant pour collègues, lord Morpeth, à l'intérieur; lord Grey (lord Howick), aux colonies; lord Costenham, président de la chambre des lords; chancellor; M. Barrington, chancelier de l'échiquier; Wylie, attorney général; Maccaulay, à la guerre.

Lord Clarendon serait nommé ambassadeur à Paris, et lord Melbourne, sans entrer dans le cabinet, lui aurait promis son concours le plus entier.

(L'Esprit public.)

— Il paraît, d'après les renseignements que nous avons recueillis, que le chef du cabinet anglais n'a pu se mettre d'accord avec ses collègues sur la question des céréales, et que, dans les nombreux conseils où il l'a été débattu, le système qu'il défendait n'ayant pas prévalu, il s'est décidé à donner sa démission.

Cette démission sera-t-elle définitive, ou bien n'est-ce qu'un acte comminatoire qui suffira à vaincre les résistances du duc de Wellington? Nous ne savons encore, mais nous inclinons à croire que le parti tory ne se résignera pas à se priver des services de M. Peel, lequel, quoiqu'il en soit, est le chef de ce parti.

Quoi qu'il en soit, nous ferons remarquer qu'il ne s'agit, pour l'Angleterre, que d'une question intérieure, et qu'alors même que la composition du cabinet anglais subirait de profondes modifications, les bons rapports qui existent entre les deux pays et les deux gouvernements n'en seraient pas altérés. Plus sont grands les embarras domestiques de l'Angleterre, plus sont sûres les garanties de la paix.

(Patrie.)

— On annonce comme officielle la nomination des 14 inspecteurs généraux et des trois doyens des facultés des sciences, de théologie et de droit comme conseillers temporaires de l'université. Trois autres savants, joints aux 17 que nous venons de nommer, compléteront le nombre des vingt conseillers qui, réels chaque année, composeront avec les huit conseillers à vie, le conseil royal de l'université, réorganisé par la dernière ordonnance de M. de Salvandy.

— Nous lisons dans la correspondance parisienne du *Mémorial de Rouen* quelques détails piquants sur une entrevue de MM. Thiers, Chambolle et O. Barrot au sujet de la dernière ordonnance de M. de Salvandy. Ces trois hommes politiques ne seront peut-être pas très-aises qu'on révèle ainsi une intimité qu'ils cherchent à dissimuler. Mais pourquoi les faits viennent-ils corroborer les révélations du *Mémorial*. Voici ce que dit ce journal:

« M. Thiers sortait hier de chez le maréchal Gérard; il a rencontré M. Chambolle qui traversait le jardin des Tuileries. Le journaliste et l'ex-ministre se sont rendus ensemble chez M. O. Barrot, où ils étaient attendus pour dîner. Chemin faisant, M. Chambolle a dit au premier mars: « Eh bien! que pensez-vous de M. de Salvandy? — Mais, répondit avec vivacité l'homme qui a creusé les fortifications de Paris, c'est un véritable coup d'État; c'est l'absorption de l'indépendance universitaire; c'est encore une concession au clergé. La lettre de Mgr l'évêque de Chartres le faisait pressentir. Mgr de Chartres a déclaré contre l'électisme. Vite M. de Salvandy frappe M. Cousin, et, avec lui, est entrainé le conseil royal tout entier, qui ne sera désormais que le très-humble complaisant du grand maître de l'université. »

« C'est sans doute d'après cette conversation avec M. Thiers, et d'après ses inspirations, que M. Chambolle a rédigé l'article que nous lisons ce matin dans le *Sicel*. »

« Il paraît cependant que l'opposition tout entière n'est pas disposée à voir comme le *Sicel* un coup d'État dans l'ordonnance du 19 décembre, car le *National* félicite le ministre d'être entré dans une voie qu'il approuve entièrement. Les dessein du conseil royal actuel, dit le *National*, est en principe une chose excellente. »

— Le journal la *Presse* annonce que les négociations pendantes avec la Belgique pour le renouvellement de la convention du 16 juillet 1842 sont terminées, et que l'on est tombé d'accord de part et d'autre sur les bases du nouveau traité; mais les chambres seraient, avant tout, saisies des questions que soulève cet acte diplomatique, et appelées, cette fois, à y donner une sanction préalable.

— Mme la duchesse d'Orléans vient d'accorder, au nom du comte de Paris, une demi-bourse pour l'école militaire de St-Cyr au jeune Horcat, soldat au 14^e léger, qui a obtenu le n° 135 dans la liste d'admission.

— On va établir une amélioration importante dans le service de l'artillerie. Désormais les caissons fixes au train du canon, ainsi que les fourgons destinés au transport des munitions, seront suspendus par un procédé tout nouveau et remboursés à l'intérieur. On a remarqué jusqu'ici que la poudre des gargarises se trouvait, par effet des secousses que produisent les caissons actuels, tamisée et réduite en particules excessivement fines et qu'elle perdait, en moyenne, près d'un tiers de sa force. Cette observation a été soigneusement confirmée par les expériences faites à Toulouse, à Vincennes et en dernier lieu à Douai, et c'est pour remédier à un inconvénient aussi grave que le moyen dont nous parlons va être adopté.

— Le *Moniteur* contient ce matin quelques documents qui ne manquent pas d'importance. C'est d'abord une déclaration faite au nom de la France et de l'Angleterre, touchant l'époque où les mandats donnés aux croiseurs des deux pays pour l'exercice du droit de visite, devront être respectivement restitués. Le délai de rigueur est fixé au 6 mai 1846, c'est-à-dire qu'il restera trois mois encore pour effectuer cette restitution, puisque l'acte dont il s'agit est daté du 6 de ce mois.

— Un nouveau bâtiment arrivé à Liverpool y a apporté des correspondances de Buenos-Ayres jusqu'à la date du 1^{er} octobre. L'arrivée des troupes de terre anglaises (le 45^e régiment) à Montevideo, événement déjà connu à Buenos-Ayres lors du départ du navire, y avait causé une sensation extraordinaire, et les adversaires de Rosas, enhardis par cette preuve décisive des intentions des puissances intervenantes, commençaient à blâmer tout haut les actes du dictateur; les personnes les mieux informées affirmaient que si les ennemis politiques de Rosas pouvaient compter sur l'assistance active d'une force étrangère, la domination de ce despote ne tarderait pas à être sérieusement compromise, même à Buenos-Ayres.

— Deux ordonnances du roi, datées du 2 décembre et insérées au *Moniteur* d'aujourd'hui, ouvrent au ministère des affaires étrangères deux crédits extraordinaires, l'un de 18,000 francs, destiné à solder les dépenses relatives à l'établissement du service mensuel des paquebots à voiles entre le Callao et Panama; l'autre de 11,743 francs 50 centimes destiné à l'acquisition d'une créance provenant d'un dépôt fait en 1789, par le sieur Antoine Michel, à la chancellerie de l'ambassade de France à Constantinople.

— La lettre suivante a été écrite au rédacteur en chef de l'*Epoque*:

Le Rédacteur en chef de l'ESPRIT PUBLIC.
CHARLES LESSEPS.

En écrivant au journal anti-réformiste la lettre ci-dessus, nous n'avons voulu que rectifier un fait inexact dans la forme, vrai dans l'intention qui nous est attribuée.

Nous croyons toujours que la réforme sortira que de l'entente et du concert des réformistes sincères et sérieux.

Nous prévenons donc la presse départementale qu'une réunion de la presse réformatrice est indiquée à Paris pour le 26 de ce mois. Nous serons heureux d'y voir assister tous nos confrères qui, dans les départements, représentent les diverses nuances de l'opposition de gauche, et nous espérons leur concours.

(Esprit public.)

— On nous assure que, dans la mercuriale qu'il a prononcée le 10 de ce mois devant les chambres assemblées de la cour royale, M. le procureur général a signalé une diminution très notable du nombre des affaires criminelles et correctionnelles ressortissant aux ju-

ridictions du département de la Seine. Si nous sommes bien informés, ce résultat aurait amené que le rôle de la prochaine session des assises de Paris pourrait à peine être rempli, et que, selon toute apparence, la cour criminelle se trouverait dans le cas de chômer, faute d'affaires, durant une partie du mois prochain, ce qui jamais ne s'est vu jusqu'à présent. La revanche, le chiffre des affaires civiles et commerciales s'est, dit-on, considérablement accru pendant la dernière année judiciaire.

(Esprit public.)

— Un huissier de Vannes, nommé Quénez, ayant inséré dans un exploit en matière électorale ces paroles: « Quelques choses plaisantes ou spirituelles qu'il pu dire d'ailleurs M. le préfet en dehors de son arrêté, » a été traduit devant la cour royale, qui l'a averti de ne plus récidiver, et l'a condamné aux dépens.

(Précurseur de l'Ouest.)

— L'*Abeille caennaise* avait annoncé qu'un legs de 600,000 fr. avait été fait à une pauvre tisserande par un jeune homme du pays de Caux, mort dernièrement. La nouvelle avait été regardée comme un peu hasardée et l'*Abeille caennaise* dit aujourd'hui: « Rien n'est plus vrai, pourtant. En vertu du testament, et par ordonnance de M. le président du tribunal civil d'Yvetot, la jeune fille a été envoyée en possession de la fortune du défunt, et, à la requête de la même jeune fille, M. H. Péuchet, notaire, fait en ce moment l'inventaire de la succession. »

PRIX DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE. — Nous publions, d'après le *Moniteur*, la liste des prix décernés par l'Académie française.

Prix destinés aux actes de vertu (prix Montyon). — Un prix de 3,000 fr. à Jeanne Jugan, domiciliée à Saint-Servan, arrondissement de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Un prix de 2,000 fr. à Pierre Flaignaud, domicilié à Libourne (Gironde).

Un prix de 1,500 fr. à Suzanne Bichon, domiciliée à La Rochelle (Charente-Inférieure).

Huit médailles de 1,000 fr. chacune.

Prix destinés aux ouvrages les plus utiles aux mœurs. — Une médaille de 2,000 fr. à M. Filon, auteur d'un ouvrage intitulé: *De la puissance spirituelle dans ses rapports avec l'État, depuis l'origine de la monarchie française jusqu'à la révolution de 1830*.

Une médaille de 2,000 fr. à l'ouvrage de M. Poujoulat, intitulé: *Histoire de saint Augustin*.

Une médaille de 2,000 fr. à l'ouvrage de M. Desbordes-Valley, intitulé: *Morale militaire*.

Une médaille de 2,000 fr. aux *Fables*, de M. Lacham-baudie.

Une médaille de 2,000 fr. à M^{lle} Joséphine Maillet, pour son ouvrage intitulé: *Les Femmes en prison*.

Une médaille de 1,500 fr. à M^{lle} Boyedieu d'Avigny, auteur d'un ouvrage intitulé: *Montjoie ou Erreur et Repentir*.

Une médaille de 1,500 fr. à M^{lle} Saunders, auteur d'un ouvrage intitulé: *Direction matérielle de la jeune fille*.

Prix extraordinaires provenant des libéralités de M. de Montyon.

L'Académie avait proposé en 1831 un prix de 10,000 fr. pour la meilleure tragédie ou la meilleure comédie composée par un auteur français, représentée, imprimée et publiée en France, qui sera morale et applaudie. L'Académie a décerné le prix:

A M. Ponsard, pour la tragédie en cinq actes et en vers intitulée: *Lucrèce*.

Une mention honorable a été accordée à la tragédie de M. Paul Foucher, intitulée: *Dom Sébastien de Portugal*.

L'Académie avait proposé pour 1845 un prix de 4,000 fr. pour être appliqué à une ou plusieurs traductions d'ouvrages moraux de l'antiquité ou des littératures modernes étrangères qui auraient paru dans le cours des deux années précédentes.

L'Académie a décerné:

Une médaille de 1,500 fr. M^{lle} la baronne Carlowitz, pour la traduction de l'*Histoire de la poésie chez les Hébreux*, de Herder.

Une médaille de 1,500 fr. à M. A. Pierron pour la traduction des œuvres de Marc-Aurèle.

Une médaille de 1,000 fr. à M. Damas-Hinard pour la traduction du *Romancero* espagnol.

Prix extraordinaire fondé par M. le baron Gobert pour le morceau le plus éloquent d'histoire.

D'après la volonté du testateur, les ouvrages couronnés concurrent les prix annuels jusqu'à la déclaration de meilleurs ouvrages, et aucun n'ayant, au jugement

13^e ANNÉE, NUMÉRO 1.
